

**Michel Beaud
(1997)**

Le basculement du monde

De la Terre, des hommes et du capitalisme
Chapitres 5-7, etc.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole
Courriel : [mailto: mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

MICHEL BEAUD

Le basculement du monde. De la Terre, des hommes et du capitalisme. Paris : Les Éditions La Découverte, 1997, 293 pp. Collection : Cahiers libres – essais.

[Autorisation conjointe de l'auteur, Michel Beaud, et de son éditeur, Syros-La Découverte, accordée aux Classiques des Sciences sociales de diffuser ce livre.]

[Autorisation formelle accordée le 1^{er} août 2007 par l'auteur et son éditeur, Les Éditions La Découverte et de son directeur, M. François Gèze, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels :

Michel BEAUD : m.beaud@wanadoo.fr
M. François Gèze : f.geze@editionsladecouverte.com
La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.
Pour les citations : Times 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 20 octobre, 2007 à Chicoutimi, Québec.



Je voudrais remercier chaleureusement le directeur de la maison d'éditions. [La Découverte](#), M. François Gèze, de nous avoir donné sa



permission de publier, dans *Les Classiques des sciences sociales*, ce livre de M. Michel BEAUD, économiste, professeur à l'Université de Paris VII-Denis Diderot, de même que tous les livres de Michel Beaud, qu'ils soient ou non épuisés.

Merci à Monsieur BEAUD pour sa confiance en nous et son précieux soutien à notre initiative de diffusion de notre patrimoine intellectuel en sciences sociales, en nous autorisant, conjointement avec son éditeur, à diffuser ses publications.



Courriels :

Michel BEAUD : m.beaud@wanadoo.fr

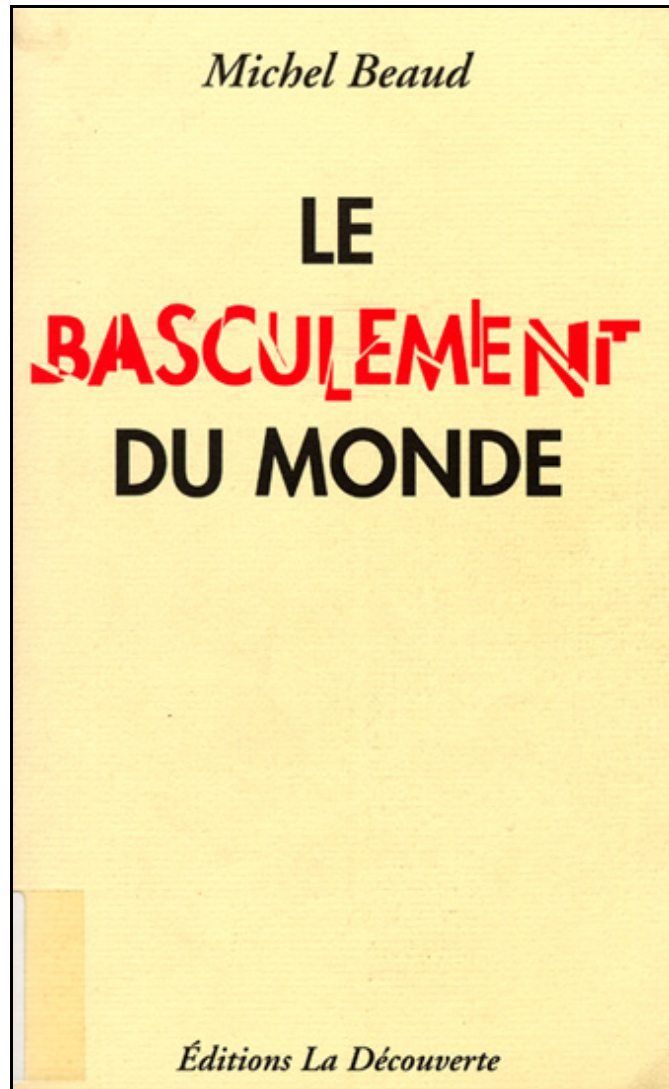
M. François Gèze : f.geze@editionsladecouverte.com

La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue,
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.

Michel Beaud

(1997)



DU MÊME AUTEUR

Le Commerce extérieur du Maroc, Éd. Médicis, 1960.

La Croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest, Cujas, 1966.

Une multinationale française : Pechiney Ugine Kuhlmann, en collaboration avec P. DANJOU et J. DAVID, Seuil, 1975. Traduit en grec.

Lire le capitalisme. Sur le capitalisme mondial et sa crise, en collaboration avec B. BELLON et P. FRANÇOIS, Anthropos, 1976.

Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France, en collaboration avec P. ALLARD, B. BELLON, A.-M. LÉVY, S. LIÉNART, Seuil, 1978.

La France et le tiers monde, textes d'un colloque tenu à l'université Paris VIII, édités avec G. de BERNIS et Jean MASINI, PUG, 1979.

Histoire du capitalisme, Seuil, 1981 ; nouvelles éditions Point-Seuil, 1984, 1987 et 1990. Traduit en anglais (Monthly Review Press, 1983 et MacMillan, 1984) ; en espagnol (Ariel, 1984) ; en italien (Éd. Del Lavoro, 1984) ; en chinois (Institut des langues étrangères de Pékin n° 2, 1986) ; en grec (Malliaris, 1987) ; en brésilien (Ed. Brasiliense, 1987) ; en coréen (Changbi publ., 1987) ; en portugais (Teorema, 1992). Traduit, avec un nouveau chapitre 7, en hollandais (Aula, 1994) et en japonais (Fujiwara Schotten, 1996). Traductions en cours en bengali et en turc.

Le Socialisme à l'épreuve de l'histoire, Seuil, 1982 ; nouvelle édition 1985. Traduit en grec (Malliaris, 1985) et en anglais (Humanities Press, 1993).

La Politique économique de la gauche, tome 1, *Le Mirage de la croissance*, Syros, 1983 ; tome 2, *Le Grand Écart*, Syros, 1985.

Au cœur du IX^e plan, l'emploi, rapport de l'intergroupe Emploi de la Commission nationale de Planification, in *Annexes au rapport de la Commission nationale de Planification*, La Documentation française, 1983.

L'Art de la thèse (Comment rédiger une thèse de doctorat... ou tout autre travail universitaire), La Découverte, 1985 ; nouvelles éditions 1988, 1990, 1991, 1993 et, dans la collection « Guides-Repères » 1994, 1997. Édition augmentée, avec Daniel LATOUCHE (Éd. Boréal, Montréal 1988). Traduit en portugais (Bertrand Brasil, 1996).

Le Système national/mondial hiérarchisé (Une nouvelle lecture du capitalisme mondial), La Découverte, 1987. Traduction en cours en hollandais.

L'Économie mondiale dans les années 1980, La Découverte, 1989.

Old and New Trends in Francophone Development Research, dir. avec E. LE ROY et Michel VERNIÈRES, numéro de l'*European Journal of Development Research*, Frank Cass, Londres, vol. III, n° 2, 1991.

L'État de l'environnement dans le monde, dir. avec C. BEAUD et L. BOUGUERRA, La Découverte, 1993. Traduit en portugais (Instituto Piaget, 1996).

La Pensée économique depuis Keynes. Historique et dictionnaire des principaux auteurs, avec G. DOSTALER, Seuil, 1993 ; édition abrégée, Points-Seuil, 1996. Traduit en anglais (Edward Elgar, 1995 et, en édition « Paperback », Routledge, 1997). Traductions en cours en portugais et en arabe.

Table des matières

REMERCIEMENTS

OUVERTURE

1. SIGNES DE LA FIN D'UN MONDE

Fin de quoi ?

L'esquisse d'un nouvel équilibre géopolitique

Anciennes cartes du monde...

Une parenthèse qui se ferme

Une nouvelle carte du monde ?

L'enchevêtrement de fléaux dont l'homme est la source

Plus de pauvreté dans un monde plus riche

L'engrenage des violences

Guerres et paix

Le mépris de la Terre et de la vie

La montée des périls

Jour de colère

Aveuglement

2. DÉTOUR POUR PENSER LE BASCULEMENT DU MONDE

Des difficultés de penser notre monde

Tout repenser ?

Un monde de contrastes

Savoirs et volonté

Penser la complexité

Démésure

Ambition

Modestie

Monde et complexité

Ciel étoilé et loi morale

Quel monde ?

Autoreproduction

Les trois reproductions : la Terre, l'Humanité, le capitalisme

La Terre

L'Humanité
Le capitalisme

Le basculement du monde et les trois reproductions

Hypothèse
Thèse

Lignes de force

3. LA LONGUE TRANSFORMATION ET L'ACCÉLÉRATION

L'accélération

L'ère des deux reproductions : (1) les longs temps de la pré-Humanité et de la première Humanité

Entre nature et surnaturel
Des temps d'abondance ?
Vivre avec la nature
Langage et culture

L'ère des deux reproductions : (2) premières sociétés et premières civilisations

L'avènement du pouvoir
Tribut et subsistance
Division du travail et échange
Besoins essentiels et inessentiels

L'ère des trois reproductions : une nouvelle dynamique structurante

Capitalisme, capitalismes
Une capacité forte d'autoreproduction

L'engrenage des accélérations

Comme un typhon planétaire
Capitalisme et accélération
Le capitalisme et la science
Le capitalisme et l'État
L'accélération des temps modernes

4. L'EMPIRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ARGENT

La soumission croissante des sociétés à l'économie

Trois fatalités
La nouvelle « fatalité économique »
La fallacieuse idéologie du marché
Un mot interdit ?

États, firmes et Sociétés dans le maelström de la mondialisation

Capitalismes nationaux
Mondialisations

Le rôle historique des capitalismes nationaux
L'autonomie de la sphère financière
Le poids des très grandes firmes
Le libéralisme des puissants
L'accentuation des disparités

Le règne de l'argent et de la marchandise

L'argent roi
La réduction calculatrice
Le règne de la marchandise
Un nouveau totalitarisme ?

Un conflit planétaire d'un nouveau type

Le rêve d'un état stationnaire
Inquiétantes dynamiques
Conflits de reproduction

5. LE CONFLIT DES REPRODUCTIONS

Sociétés à l'épreuve

Fractures
Pauvretés des pays pauvres
Pauvretés des pays riches
Richesse et pauvreté : deux faces de la même médaille ?

L'engrenage des inégalités et des croissances

Les coupes de l'inégalité
Engrenages
Une course sans fin ?

La Terre en danger

La Terre et les sociétés
De nouveaux marchés
Prise de conscience
Menaces sur l'ozone
Changement climatique ?
L'enjeu Nord-Sud

6. ENJEUX MAJEURS

La nouvelle alliance du capitalisme et de la technoscience

Une nouvelle mutation
Le capitalisme technologique
Un capitalisme sans limites ?

L'incessante prolifération des besoins

La pauvreté dans l'opulence
Nature et sources des besoins
Typologie des besoins

Croissances des besoins

L'inaccessible fin du travail

De l'utopie à la réalité : la réduction de la durée du travail

Le tourment et la nécessité : travail et capitalisme

Fin du travail : le nœud du problème

Une irresponsabilité illimitée ?

Menaces des temps présents

Irresponsabilité

Irresponsabilité et acratie

Démocratie et acratie

L'ombre sur le trottoir

7. PISTES (POUR LA RÉFLEXION ET L'ACTION)

Avertissements

Canevas d'un scénario noir

Tendances lourdes

L'air du temps

Esquisse

Incertitudes

Le futur n'est pas écrit

Valeurs

Responsabilité

Sanctions

Scénario de rêve

Nécessité d'une nouvelle « période axiale »

La « période axiale »

Une nouvelle « période axiale » ?

Face à l'ampleur et à la puissance des mutations

Comme une bouteille à la mer

Des compromis planétaires ?

La porte est dans le mur

ÉPILOGUE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES CARTES, SCHÉMAS ET TABLEAUX

Table des cartes, schémas et tableaux

[Retour à la table des matières](#)

Carte 1.1. — Le monde vers le milieu du XIII^e siècle.

Tableau 1.1. — Chine, Europe occidentale et « Europe sans rivages » (1400-1989).

Schéma 1.1. — Répartition de la production mondiale totale (en %) entre « pays industrialisés » et « pays du tiers monde » (1750-1990 et projections pour 2000 et 2010).

Schéma 1.2. — Répartition de la production manufacturière (en %) entre « pays industrialisés » et « pays du tiers monde » (1800-1993).

Tableau 1.2. — Les sept principales puissances économiques du monde (1820-1994).

Schéma 3.1. — La mutation accélérée contemporaine dans le temps long de l'Humanité.

Schéma 3.2. — Facteur de multiplication de quelques grandeurs démo-économiques — en 1500, 1820, 1990 — par rapport à l'ère des grandes civilisations.

Schéma 3.3. — Facteur de multiplication de la production par tête, dans le monde, dans les pays riches du Nord et dans les pays pauvres du Sud — en 1500, 1820, 1990 — par rapport à l'ère des grandes civilisations.

[Schéma 3.4.](#) — Facteur de multiplication de quelques capacités humaines — à l'époque de la révolution industrielle et aujourd'hui — par rapport à l'ère des grandes civilisations.

[Tableau 5.1.](#) — L'inégalité en Inde, au Brésil et aux États-Unis (part de chaque quintile dans le revenu ou la consommation).

[Schéma 5.1.](#) L'inégalité du monde en 1989 (répartition du produit mondial en %).

[Tableau 5.2.](#) Parc de voitures en circulation (en millions), 1913-2020.

[Tableau 6.1.](#) Grille de lecture des besoins.

[Tableau 6.2.](#) Nombre d'heures annuelles de travail par personne disposant d'un emploi (1870-1992).

5

LE CONFLIT DES REPRODUCTIONS

[Retour à la table des matières](#)

Nous, la Terre, l'ensemble des hommes, sommes désormais à la merci d'une économie qui s'impose comme la fatalité de notre temps.

Attachée à flatter les désirs et à satisfaire les demandes des détenteurs de pouvoir d'achat, cette économie suscite dans le même mouvement opulence, richesses, frustrations et misère, met au travail et rejette dans le chômage, fait vivre, enrichit, ruine et marginalise. Ses priorités divergent de celles que désigne l'éthique. Ses finalités ignorent celles de l'humanisme. Paraphrasant Max Weber, on peut dire qu'elle n'a de considération que pour l'argent, aucune pour les personnes.

Sociétés à l'épreuve

Fractures

En 1798, dans la première édition de son *Essai sur le principe de population*, Thomas Robert Malthus s'inquiétait de l'écart entre la croissance rapide de la population (jusqu'à un doublement tous les vingt-cinq ans, estimait-il) et la faible croissance des productions des moyens de subsistance. Et il lançait cet avertissement, qu'il retirera des éditions ultérieures : « Un homme qui est né dans un monde déjà possédé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture et, en fait, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y aura pas de couvert vacant pour lui. Elle lui commande de s'en aller ¹. »

Malthus s'est pratiquement trompé sur tout. La population mondiale a bien doublé en quarante-sept ans, entre 1927 et 1974, ou en trente-neuf ans, entre 1960 et 1999. Mais elle est loin d'avoir doublé tous les vingt-cinq ans : si elle l'avait fait, nous serions passés de 1 milliard en 1800 à 256 milliards en 2000

¹ MALTHUS 1798, cité in *Histoire des civilisations*, 1953, vol. 5, p. 526.

— ce dont, heureusement, on est fort loin. Quant aux productions de subsistance, elles ont fortement crû. Les thèses de Malthus ne trouvent donc une apparente véracité — mais cela même fait l'objet de controverses — que dans certaines régions de l'ex-tiers monde, à productivité agricole faible et stagnante, ayant connu une forte expansion démographique.

Et pourtant, par certains aspects, sa mise en garde résonne curieusement de nos jours : combien de centaines de millions d'humains sont-ils « de trop au banquet de la nature » ? Et combien de centaines de millions, « de trop » aux festivités de l'opulence capitaliste ? Et combien de dizaines de millions, dans les pays riches, dont « la société n'a pas besoin » du travail et pour qui « il n'y aura pas de couvert vacant » ?

Mais ce n'est pas l'effet des lois naturelles évoquées par Malthus. Ce sont des dynamiques sociales qui conduisent aujourd'hui à ce résultat : dynamiques des inégalités, égoïsme rapace des riches, foisonnement de nouveaux besoins pour les détenteurs de pouvoir d'achat et non-prise en compte des besoins non solvables par notre puissante machinerie sociale à produire des richesses.

Comme le fera l'ensemble de la profession des économistes, il a négligé la croissance des besoins : croissance des besoins des riches, et bientôt des moins riches, puis des moins pauvres, et finalement de tous... Croissance des besoins qui a été infiniment plus rapide que celle des populations, mais qui, se combinant avec elle, entraîne, malgré les croissances des productions, l'élargissement et souvent l'aggravation des pauvretés. Ainsi, comme l'avaient entrevu Horkheimer et Adorno, « à mesure que croît la possibilité d'éliminer toute misère, cette misère, antithèse de la puissance et de l'impuissance, prend des proportions démesurées ¹ ».

Beaucoup refuseront de l'admettre : il y a des liens entre la surconsommation du Nord et la destruction des forêts équatoriales ou des ressources halieutiques ; il y a aussi des liens entre l'opulence du monde et la misère et les charniers d'Afrique. Pas la simple et claire relation d'exploitation, ni l'odieuse domination d'un « impérialisme stade suprême du capitalisme », mais un fouillis de relations structurantes et déstructurantes dans lesquelles nombreux sont ceux qui gagnent et innombrables ceux qui perdent.

Parmi elles, les relations d'argent qui attachent et fracturent : liens et fractures entre quelques dizaines de milliers de puissants très riches et la piétaille des milliards d'humains ; liens et fractures entre les centaines de millions qui jouissent de la société de consommation, les centaines de millions qui s'y accrochent, les centaines de millions qui tentent d'y accéder et les milliards qui n'en connaissent que les miettes ou les images des écrans, jusqu'à

¹ HORKHEIMER et ADORNO 1944, 1996, p. 54.

ceux que les chaos de l'histoire et les folies des hommes laissent sans ressources, sans terre, sans eau, sans feu ni lieu.

Des relations d'argent qui attachent et fracturent : ce n'est pas seulement vrai au niveau du monde, ça l'est aussi dans chaque pays, dans chaque agglomération, petite ou grande, et dans chaque groupe humain. Ces liens et fractures de l'argent s'articulent avec tous les autres hérités de l'histoire, proche ou lointaine : ceux des États-nations et des nations éclatées entre plusieurs États ou sans État, des groupes ethniques, des religions, des castes d'hier et des « mondes » d'aujourd'hui (de la science, de la finance, des arts, des spectacles, des sports ou des médias), jusqu'aux myriades des microsociétés, clans, bandes et gangs qui font et désagrègent notre monde.

Pauvretés des pays pauvres

[Retour à la table des matières](#)

Chacun de nous le sait. Chacun a vu, sur les écrans, les corps squelettiques allongés au long des pistes d'Afrique, sur les talus des camps ou dans des champs ; certains avec l'ébauche d'un geste, à peine un regard, d'autres épuisés, figés — morts ou vivants ? Chacun a vu les pelles des bulldozers ramasser les corps, les déverser dans des camions ou dans des fosses. D'autres images me revenaient du court métrage d'Alain Resnais, *Nuit et Brouillard* : entassements de corps, os couverts de peau, dans des hangars, dans d'immenses fosses, sur les terre-pleins des camps ; gestes figés dans la frayeur des derniers instants ; horreur nue du meurtre massif organisé du système concentrationnaire nazi.

Plus jamais ça, avais-je moi aussi pensé. Depuis, il y a eu les meurtres de masse de Chine et du Cambodge. Il y a aujourd'hui des populations condamnées, terrorisées, manipulées, privées de ressources, ballottées et bientôt décimées par la faim, la soif, l'insalubrité, la maladie. Certes, à ne s'agit pas de la mise en œuvre programmée de la décision d'un pouvoir totalitaire. Mais l'horreur n'en est ni plus grande ni moindre. Elle est autre.

Comment ne pas mettre en cause le racisme fondamental, viscéral de l'Europe conquérante des siècles passés, la foi dans sa mission civilisatrice, la certitude d'apporter le progrès à des peuples sauvages, à des sous-hommes — d'ailleurs étaient-ils des hommes ? Foi et certitude indissociables des massacres et des pillages d'alors et de la recherche effrénée des richesses.

Comment ne pas voir la gravité des blessures causées aux sociétés et aux hommes par les colonisations et les décolonisations, par l'intrusion ou la greffe (temporaires et parcellaires) de fragments de modernité, par l'imposition de simulacres d'États et de décalques de modernisation ?

Certaines sociétés, aux cohésions profondes solidement enracinées dans l'histoire, ont survécu aux blessures, s'en sont remises ou s'en remettent. D'autres, plus fragiles, plus faibles, plus confiantes ou plus crédules, ont été blessées à mort, d'autres déstabilisées, disloquées. Ont fait le reste les flux d'argent et les prélèvements de richesses, la brutalité des armes, des firmes et des nouveaux pouvoirs, d'absurdes décisions d'États ou d'aveugles mécanismes de marché.

Il faut mettre en cause les dictateurs aux multiples profils qui se sont enrichis sans vergogne, le plus souvent avec l'amicale complicité de dirigeants politiques occidentaux. Et il faut mettre en cause les oligarchies qui se sont enrichies dans l'aire du pouvoir et les firmes multinationales qui abusent de leurs moyens et de leur puissance. Car il y a aussi l'implacable logique de la machinerie économique.

De retour du Pérou, le géographe Olivier Dollfus me raconte : dans une vallée du Centre-Nord où est cultivée la canne à sucre, sur d'anciennes terres privées, naguère étatisées, puis reprivatisées, s'est constituée une agro-entreprise de plusieurs milliers d'hectares. Un paysan, qui avait atteint une certaine aisance dans les derniers lustres, se retrouve sans rien. Il conduisait une machine à couper la canne ? L'entreprise a délaissé la mécanisation : trop couteuse de nos jours. Elle préfère employer des journaliers. Le seul travail auquel il peut donc prétendre, c'est, en période de récolte, d'être coupeur de canne, à la machette, avec un salaire inférieur au minimum légal.

Il avait, dans une conjoncture favorable, acheté une maison ? Les représentants de l'entreprise sont venus le voir : « Votre maison est à vous, c'est indéniable, vous avez les titres, c'est bien. Mais la terre sur laquelle elle est construite n'est pas à vous, elle est à nous ; c'est indéniable, nous avons les titres. Or toute cette zone est destinée à la culture. D'ici un mois, vous devez donc avoir enlevé votre maison, sinon nous la raserons. »

Cultures vivrières évincées par le développement — étatisé ou marchand — de monocultures prometteuses, par l'urbanisation ou la construction de grands barrages ; dépérissement de villages, dégradation des terres, désertification, collectivisation, rachat : pour des centaines de millions d'humains, la terre des ancêtres n'est plus à eux, et pour d'autres centaines de millions, elle ne suffit plus à répondre aux besoins. Là progresse la pauvreté absolue : manque d'eau, de sol, de bois de feu, de ressources essentielles, de vivres.

Cette pauvreté absolue, c'est le degré zéro de la subsistance, avec, à la limite, la non-subsistance, le dépérissement, la mort. Sous la forme et à l'échelle où il se développe, ce processus est nouveau. En effet, si inégales qu'elles aient été, les sociétés d'antan avaient laissé s'inventer des formes de vie

ou de survie pour les plus pauvres, des modes de redistribution ou des manières de solidarité. Lors des premiers développements du capitalisme, en Europe, des paysans ont été chassés de leurs terres et des artisans ruinés, mais les autorités, les classes dirigeantes ont bien dû s'occuper de « leurs » pauvres, même si ce fut souvent avec une très grande dureté. Mais aujourd'hui, c'est à l'échelle du monde que la méga-machine à produire des richesses crée misères et pauvretés.

Que va-t-il advenir des innombrables pauvres des sociétés pauvres brusquement appauvris par les remous des relations marchandes mondiales ou par de brutales mutations imposées par de puissants maîtres (dictateurs, oligarchies, groupes multinationaux) ? Quelle place sera laissée à ceux qui n'ont ni terre, ni eau, ni formation scolaire dans la jungle marchande planétaire, que quelques semeurs d'illusions présentent comme le village des temps nouveaux ? Que ceux qui éludent ces questions — par refus de prendre en compte leur dimension éthique, par confort ou par idéologie — y réfléchissent : laisser s'étendre des océans de mal-être et de misère, c'est non seulement contribuer à la création d'immenses zones d'insécurité, c'est offrir aux intégrismes, aux gangs locaux et aux mafias et à de nouveaux aventuriers de fertiles terrains.

D'autant plus que cette pauvreté absolue se double d'une autre pauvreté, relative, liée au foisonnement des besoins. Pendant des millénaires, pour une très large part des populations, les besoins étaient limités à l'essentiel : l'eau, la nourriture, des vêtements, un toit. On avait de quoi vivre, ou on manquait : plus ou moins selon la générosité de la terre et les prélèvements des puissants, les saisons ou les années, la guerre ou la paix. Le pauvre de ces sociétés, le vagabond, cherchait un bol de soupe et un abri pour dormir. Cette pauvreté n'a pas disparu ; elle resurgit même brutalement avec les dislocations, les guerres sociales et la nouvelle vogue du libéralisme.

Aujourd'hui, les besoins se diversifient ; les rapports d'argent se généralisent ; les marchandises paradent. De nouvelles formes de pauvreté s'étendent : dans les mégapoles de l'ex-tiers monde on trouve, de la *lumpen*-modernité (la maisonnette avec télévision dans un bidonville) aux cartons pour dormir sous un porche, tout un arc-en-ciel de pauvretés.

Tandis que d'infimes oligarchies s'enrichissent sans frein et que d'étroites minorités tentent d'accéder au mode de vie moderne, s'élargissent les deux aires de la pauvreté absolue et de la pauvreté relative.

Pauvretés des pays riches

[Retour à la table des matières](#)

L'intensification effrénée du capitalisme libéral et l'extension des valeurs marchandes à tous les domaines de la vie mettent en péril l'avenir de nos sociétés. Venant d'un universitaire humaniste, cette affirmation risque de ne guère retenir l'attention. Rendons donc à George Soros, spéculateur international de renom en ces années quatre-vingt-dix, l'intégralité de son propos : « J'ai fait fortune sur les marchés financiers mondiaux, et pourtant je crains à présent que l'intensification effrénée du capitalisme libéral et l'extension des valeurs marchandes à tous les domaines de la vie ne mettent en péril l'avenir de notre société ouverte et démocratique. ¹ » Venant d'un « gourou de Wall Street », cette mise en garde aura-t-elle plus d'échos, dans un monde qui ne veut pas entendre ?

La question du paupérisme a profondément préoccupé philanthropes et humanistes dans la seconde moitié du XIX^e siècle en Europe. L'économiste français Charles Gide distinguait trois types d'indigents : ceux qui « n'ont pas la force de travailler », ceux qui « n'ont pas la volonté de travailler » et ceux qui « ne trouvent pas les *moyens* de travailler ² ».

S'agissant du « paupérisme qui tient à des causes individuelles, naturelles et accidentelles », écrivait-il, « il devra disparaître par un système d'assurance et d'assistance bien organisé ³ ». S'agissant du « paupérisme qui tient à des causes générales, soit morales, soit économiques », Gide formulait ce diagnostic : « Le chômage qui résulte des inventions mécaniques ou de la surproduction, les crises économiques qui résultent de l'évolution de la grande production et de la concurrence internationale, sont évidemment des phénomènes caractéristiques de notre temps et inconnus à nos pères » ; et il concluait : « Mais à moins de désespérer absolument de l'espèce humaine, il faut bien croire que quelques-unes au moins [de ces causes] et les plus actives s'atténueront avec le temps » (p. 413).

Un siècle plus tard, sans même parler de la grande crise des années trente ni du sous-développement de l'après-guerre, l'observation du monde montre que ces causes sont loin de s'être atténuées. Certes, dans les sociétés industrialisées, la croissance et l'État-providence ont bien, dans l'après-guerre, sans créer le paradis pour tous, fait reculer la pauvreté. Mais la moindre croissance et le néolibéralisme l'ont fait renaître, jusqu'en ses formes extrêmes. Chiffres

¹ George SOROS, « L'ennemi, c'est le capitalisme », *Le Nouvel Observateur*, 30 janvier-5 février 1997, p. 78.

² GIDE 1898, p. 406.

³ GIDE 1898, p. 413.

officiels : trente-sept millions de chômeurs en 1993 dans les pays industrialisés ¹.

Aux États-Unis, selon l'économiste Lester Thurow, les chômeurs, ceux qui ont renoncé à travailler et ceux qui ont dû accepter des emplois de mauvaise fortune ² représentent entre le quart et le tiers de la population active ³. Lors du glacial hiver de 1995-1996, les sans-logis ont été estimés à 700 000 environ ⁴. De 1980 à 1992, le nombre d'enfants délaissés ou maltraités est passé de un à près de trois millions ⁵.

Au Royaume-Uni, la mise en œuvre des thérapies libérales a suscité à la fois un regain de croissance et de prospérité et un élargissement de la pauvreté : en 1994, un quart des ménages et un tiers des enfants vivaient dans la pauvreté ⁶. Avec l'amointrissement des services publics, chômage et exclusion se traduisent par de profondes dégradations, pour les catégories touchées, des conditions d'éducation, de logement et de santé.

En France, l'installation durable du chômage massif et l'accentuation systématique de la précarisation des emplois se sont accompagnées d'une nouvelle vague de pauvreté ⁷ et de l'apparition de naufragés de la société moderne — sans emplois, sans logements, sans attaches et finalement, pour beaucoup, sans capacité de surnager seuls. Le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) avait clairement établi le lien entre la situation de travail et la pauvreté économique ⁸ ; il avait aussi fait ressortir la relation entre chômage, pauvreté économique, vulnérabilité et marginalisation ⁹.

¹ PNUD 1996, p. 217.

² Emplois à temps partiel, précaires ou mal payés.

³ Soit entre 30 et 40 millions (THUROW 1996, p. 54-59), alors que les chiffres officiels, pour 1993, sont de 8,7 millions (PNUD 1996, p. 217).

⁴ *Le Monde*, 14-15 janvier 1996.

⁵ *International Herald Tribune*, 8-10 octobre 1995.

⁶ Government Statistical Service, *Households below Average Income*, 1994, cité in *Le Monde*, 30 juillet 1994.

⁷ Candidat à la présidence de la République, Jacques Chirac avait dénoncé la fracture sociale : « Cinq millions de nos compatriotes vivent dans la précarité ; des centaines de milliers de jeunes cherchent en vain de quoi nourrir ce qui leur reste d'espérance. Les pauvres s'appauvrissent, les bas salaires stagnent » (J. CHIRAC, *La France pour tous*, Paris, NIL, 1994, p. 10).

⁸ Les « pauvres » ou « très pauvres » représentent 5,6 % de ceux qui ont un emploi stable non menacé, 12,4 % de ceux qui ont un emploi stable menacé, 19,4 % de ceux qui ont un emploi instable, 26,6 % des chômeurs de moins de deux ans, 40,2 % des chômeurs de plus de deux ans (CERC 1993, p. iii).

⁹ Le risque de marginalité concerne de façon immédiate ou assez probable 3,4 % de l'ensemble des actifs (chômeurs compris). Il concerne de façon forte ou très forte 65,2 % des chômeurs de plus de deux ans (CERC 1993, p. 93). Créé en 1966 par le général de Gaulle, le Centre d'étude des revenus et des coûts a été supprimé en mai 1994 par le gouvernement BALLADUR.

Inégalités et puissants intérêts dominant notre monde. Et c'est à la nouvelle fatalité des mouvements des marchés et des rapports d'argent que sont confrontés travailleurs indépendants, salariés et retraités : régions dévastées par la mort d'une activité ; décision brutale, venue d'en haut, d'ailleurs, de fermer un établissement, de vendre ou liquider une entreprise, d'acheter ou non une récolte. Montée du chômage : si un PDG annonce d'importants licenciements, le cours de l'action de son entreprise monte ; et si le taux, de chômage baisse aux États-Unis, Wall Street fait grise mine.

Dans les villes et les banlieues des pays riches, des cadres licenciés, endettés avec villa, voitures et téléphones sont en risque de sombrer. Des groupes et des bandes ont appris à vivre aux dépens de sociétés qui n'ont pas su leur faire place. Dans des hangars, des caravanes ou de modestes appartements bien tenus meurent chaque année, de faim ou de froid, personnes âgées ou jeunes adultes.

Téléphone coupé, mobilier ou maison saisis, compte bancaire arrêté. Certains s'en tirent. D'autres s'enfoncent doucement. Parfois, un écho dans la rubrique « faits divers » un cadre licencié (un ouvrier, un technicien, un gérant... a, dans la nuit, tué ses enfants et sa femme avant de se suicider ; ultime pavé de désespoir ; puis, à la surface de la mare, les cercles s'effacent.

Là encore, un arc-en-ciel de pauvretés. Et, comme il y a cinquante ans, « il y a des voisins, des assistantes sociales, des Docteur Gillespie et des philosophes à domicile qui ont le cœur sur la main et qui interviennent généreusement auprès de chaque individu pour faire de la détresse perpétrée par la société des cas individuels guérissables ¹ ». Menacées par les forces centrifuges des marginalisations, nos sociétés s'appliquent à traiter leurs marges. Or c'est en leur cœur qu'elles sont atteintes.

Richesse et pauvreté : deux faces de la même médaille ?

[Retour à la table des matières](#)

« Il y a toujours eu des riches et des pauvres. » Pris à la lettre et au premier degré, cet adage énonce un constat difficilement réfutable, sauf à évoquer l'abondance frugale des sociétés de l'âge de pierre ou d'idylliques communautés égalitaires. Au-delà, il implique qu'il y aura toujours des riches et des pauvres : manière commune de justifier égoïsmes et iniquités et de s'accommoder des misères du monde. Moyen aussi de refuser de s'interroger sur les pauvretés contemporaines. Or, par-delà la continuité, celles-ci sont largement nouvelles.

¹ HORKHEIMER et ADORNO 1944, 1996, p. 159.

Dans les sociétés traditionnelles, la pauvreté résultait principalement de la médiocre efficacité du travail et des prélèvements effectués par différentes castes sur la faible production réalisée. Dans le monde contemporain, une partie de la pauvreté s'explique encore par de bas niveaux de productivité qui caractérisent de larges zones rurales de « pays en développement ». Cette pauvreté est aggravée de deux manières : d'abord par le déséquilibre entre croissance démographique et ressources (terres, eau) ; ensuite par le gonflement des besoins qu'engendrent les mutations actuelles.

Mais, dans les pays et régions caractérisés par des techniques efficaces et de hauts niveaux de productivité du travail, les sources de la pauvreté sont autres : il y a d'abord les processus de création destructrice qui entraînent l'incessante mise en difficulté de secteurs ou unités de production à moindre productivité ; il y a ensuite les multiples prélèvements opérés par les groupes industriels et financiers et les États, bureaucraties, technocraties, méritocraties, oligarchies et autres classes et couches dirigeantes ; il y a enfin la puissante dynamique de création de besoins nouveaux, qui transforme la course au bien-être en supplice de Tantale. Ainsi, c'est dans le cours même de son expansion que la machinerie sociale à produire des richesses crée de la pauvreté.

Dans les sociétés traditionnelles, la frontière passait entre l'ensemble des puissants et des riches et la grande masse des producteurs qui réussissaient, tant bien que mal, à assurer leur subsistance — avec une marge de « sans terre et sans ressources », condamnés à la mendicité et à l'errance. Dans nos sociétés, il y a toujours une minorité de puissants et de riches ; mais, dans le reste de la population, c'est une autre frontière qu'est en train d'instaurer la généralisation des rapports d'argent : une frontière entre les détenteurs de ressources monétaires qui réussissent, plus ou moins, à assurer la satisfaction de leurs besoins et de leurs désirs et ceux qui, sans ressources monétaires, ne réussissent pas à satisfaire leurs besoins fondamentaux et tendent à être, plus ou moins radicalement, plus ou moins massivement, marginalisés ou exclus.

Au total, dans le monde actuel, seul un petit nombre de sociétés vivent en osmose avec l'économie moderne, obligées de s'adapter à ses incessantes mutations, de larges couches des populations accédant au flot toujours renouvelé des marchandises tandis que d'autres subissent manques et frustrations. D'autres sociétés paraissent délaissées, comme débranchées, déconnectées, alors que, de diverses manières, elles subissent les effets de remous des développements capitalistes mondiaux. D'autres encore présentent de profondes distorsions, avec des fragments de villes et des activités en prise avec le monde riche et de larges zones, urbaines et rurales, marginalisées. D'autres enfin sont engagées dans un intense effort, dont les charges et les fruits sont inégalement répartis, mobilisant ressources, richesses, potentialités pour l'industrialisation, la modernisation, l'insertion dans l'économie moderne et finalement l'accès aux flots de la consommation.

Repères effacés, règles oubliées ou transgressées, familles et groupes — lieux essentiels de la reproduction humaine — disloqués. Surnage l'Argent, valeur commune, Être suprême. L'argent circulant, vecteur omniprésent, langage universel, source potentielle de tout, lien essentiel. Mais la fracture est dans le lien.

L'engrenage des inégalités et des croissances

[Retour à la table des matières](#)

Des fortunes immenses sont accumulées, des revenus insensés sont perçus. À l'opposé, des familles se retrouvent sans ressources, ni monétaires, ni productives. Débordant ce que les chiffres permettent de mesurer, les inégalités actuelles tendent vers l'infini.

Les coupes de l'inégalité

[Retour à la table des matières](#)

Selon les chiffres publiés par la Banque mondiale, les revenus individuels annuels moyens par pays s'inscrivent en 1994 dans une fourchette allant de 80 à 100 dollars pour le Rwanda, le Mozambique et l'Éthiopie à 37 930 dollars pour la Suisse : soit un écart de 1 à 400 ¹. Autrement dit, le « Suisse moyen » a pour revenu *quotidien* plus que le revenu *annuel* de l'« Éthiopien moyen » ².

¹ BANQUE MONDIALE 1996, p. 220-221.

² On sait qu'entre formations sociales profondément différentes, dans la durée historique ou dans l'espace, les comparaisons se heurtent à des difficultés méthodologiques difficiles à surmonter. Cependant, dans un monde où les processus de marchandisation et de monétarisation transforment profondément l'ensemble des sociétés, l'indicateur du produit ou du revenu permet de dégager des ordres de grandeur significatifs.

TABLEAU 5.1. —L'INÉGALITÉ EN INDE, AU BRÉSIL ET AUX ÉTATS-UNIS (PART DE CHAQUE QUINTILE ^a DANS LE REVENU OU LÀ CONSOMMATION)

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)

	Inde (1992)	Brésil (1989)	États-Unis (1985)
Quintile le plus riche	43 %	67 %	42 %
4 ^e quintile	21 %	16 %	25 %
3 ^e quintile	16 %	9 %	17 %
2 ^e quintile	12 %	5 %	11 %
Quintile le plus pauvre	8 %	2 %	5 %

^a Un quintile désigne une tranche d'un cinquième d'une population classée par rapport à un critère, ici le niveau de revenu (ou de consommation) par tête (ou par ménage).

Source : BANQUE MONDIALE 1996, p. 228-229.

Ces inégalités entre pays sont démultipliées par les inégalités propres à chaque pays. Toujours selon les chiffres de la Banque mondiale, le cinquième le plus pauvre de la population ne reçoit qu'une faible part des revenus (ou de la consommation) :

- dans les pays à faible revenu, entre 2 % et 10 % ;
- dans les pays à revenu intermédiaire, entre 2 % et 12 % ;
- dans les pays à revenu élevé, entre 4 % et 9 %.

À l'inverse, le cinquième le plus riche de la population reçoit une part bien plus élevée des revenus (ou de la consommation) :

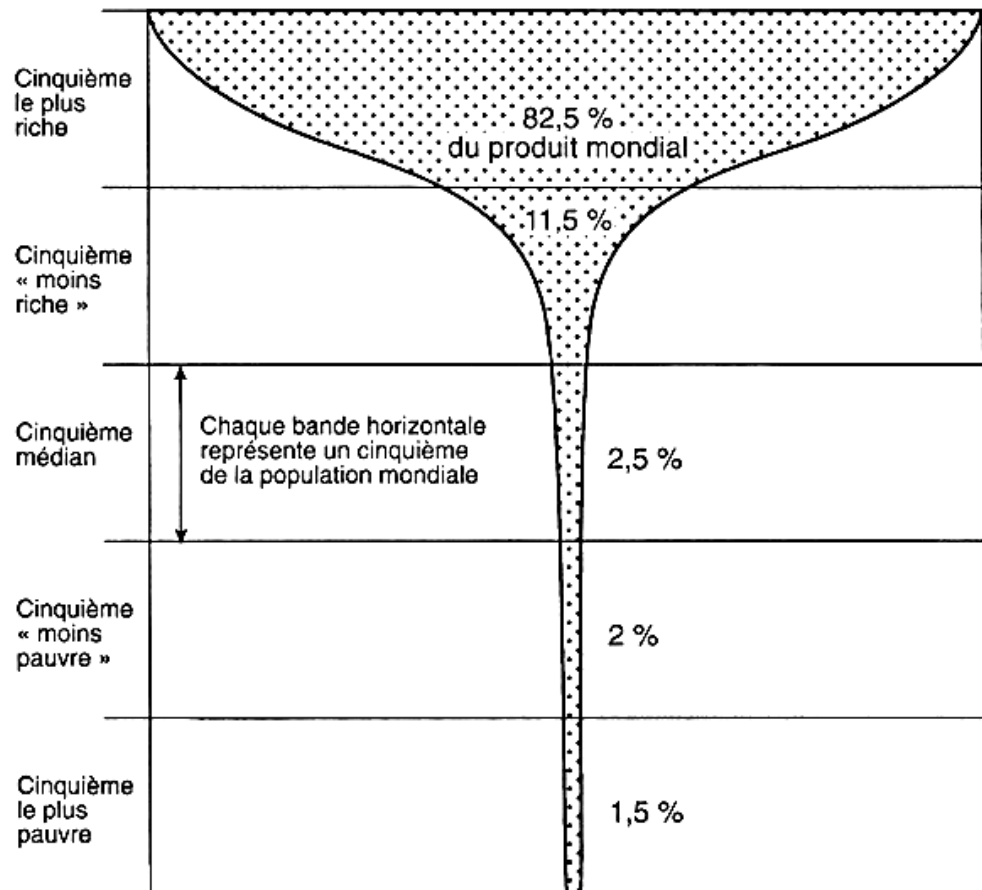
- dans les pays à faible revenu, entre 39 % et 62 % ;
- dans les pays à revenus intermédiaires, entre 31 % et 68 % ;
- dans les pays à revenu élevé, entre 36 % et 49 % ¹.

Chacun dans sa catégorie, le Brésil et les États-Unis apparaissent particulièrement inégalitaires ([tableau 5.1](#)).

¹ BANQUE MONDIALE 1996, p. 228-229.

SCHÉMA 5.1 — L'INÉGALITÉ DU MONDE EN 1989
Répartition du produit mondial en %, par quintiles de la population mondiale classée par niveaux de revenu.

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)



La « coupe ombrée » représente le produit mondial en 1989 et sa répartition entre les cinq quintiles

Source : D'après PNUD 1992, p. 39 et 40.

Inégalités entre pays et inégalités au sein de chaque pays se combinent en se démultipliant. La « coupe mondiale de l'inégalité » a été évaluée et dessinée, pour 1989, par le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le développement). Prenant en compte chaque quintile, du plus pauvre au plus riche (du bas vers le haut), elle se présente ainsi (voir page ci-contre) pour l'ensemble de la population mondiale,

— les 20 % les plus pauvres reçoivent un et demi pour cent du revenu mondial ;

— les 20 % des populations les plus riches reçoivent 82,5 % ¹.

À l'échelle du monde, le cinquième des humains les plus riches reçoit une « part de gâteau » cinquante-cinq fois plus grande que celle que reçoit le cinquième des humains les plus pauvres. Le cinquième le plus riche, cela fait un milliard de personnes : ce qui englobe bien sûr les titulaires de grandes fortunes et de revenus élevés de tous les pays de la planète ; mais aussi l'ensemble des classes vivant dans l'aisance et le confort dans les pays riches et des groupes et couches vivant selon les standards occidentaux dans les autres pays. Le cinquième le plus pauvre, un autre milliard, appartient pour une part essentielle aux trois milliards d'habitants vivant dans les pays à faible revenu.

Soulignons que, d'après les calculs les plus récents du PNUD, ces inégalités s'accroissent : la part dans le revenu mondial du cinquième le plus pauvre de l'humanité est passée de 2,3 % en 1969 à 1,1 % en 1994 ; dans le même temps, celle du cinquième le plus riche est passée de 69 % à 86 %.

Ces calculs sont significatifs en ce qu'ils portent sur des ensembles faisant masse ; mais ils gommement les extrêmes. Si l'on évoque des situations individuelles extrêmes, on se rapproche en un sens du réel, mais on s'écarte des voies recommandées par l'analyse statistique. Prenons-en le risque ².

Ainsi, aux États-Unis, entre l'ouvrière qui gagne 65 cents de l'heure dans un atelier clandestin de Brooklyn ³ et le président d'IBM qui a reçu en 1995 un revenu de 17,8 millions de dollars ⁴, l'écart est (selon la durée de travail de l'ouvrière) de 1 à 10 000 ou 15 000. En 1996, si l'on prend en compte leurs gains financiers, c'est en dizaines de millions de dollars que se comptent les revenus de divers dirigeants de firmes américaines, avec un maximum dépassant cent millions de dollars ⁵ : ce qui porte l'écart à un à plusieurs dizaines de milliers.

À l'échelle mondiale, les écarts entre revenus extrêmes sont abyssaux : quelques dollars par an pour les plus pauvres des pays les plus pauvres ; un plancher de dix millions de dollars pour les patrons américains les mieux payés ⁶ : l'écart de un à un million est aisément dépassé. Sans même parler des

¹ PNUD 1992, p. 40.

² À la fin du XIX^e siècle, Charles Gide observait qu'aux États-Unis certaines fortunes dépassent le milliard de francs, ce qui, note-t-il, « représente pour un seul homme un revenu égal à celui qui pourrait faire vivre 40 000 ou 50 000 familles. Personne n'oserait prétendre pourtant, pas même un quelconque de ces milliardaires eux-mêmes, que leur intelligence ou leurs capacités fussent 50 000 fois plus grandes que celles de la moyenne de leurs contemporains » (GIDE 1898, p. 400-401).

³ *Le Monde*, 26 juillet 1996.

⁴ *International Herald Tribune*, 16-17 mars 1996.

⁵ *Business Week*, 21 avril 1997.

⁶ *Fortune*, 23 avril 1990, *Le Monde*, 7 septembre 1990 et *Newsweek*, 26 février 1996.

très grandes fortunes du monde, des titulaires de très hauts revenus du monde riche reçoivent l'équivalent monétaire de ce que consomment un nombre immense — des centaines de milliers, un million ? — de familles très démunies du monde pauvre.

On peut discuter la prise en compte d'écart entre des extrêmes. On peut préférer les calculs établis sur les parités de pouvoir d'achat à ceux faits sur la base des taux de change. On peut mettre en avant les indicateurs du développement humain établis depuis quelques années par le PNUD. Cependant, dans leur brutalité et leur sécheresse même, ces chiffres sont significatifs d'un degré d'inégalité tel... qu'il est presque malséant de le mettre en lumière. Et pourtant, il s'agit là d'écart mesurables qui s'inscrivent, il faut le redire, dans une inégalité qui tend vers l'infini. C'est donc d'une fêlure, peut-être déjà d'une fracture, de l'humanité qu'il s'agit.

Traversant le Nord comme le Sud, traversant maintenant presque tous les pays, une faille sépare une petite minorité privilégiée qui tend à se situer « au-dessus » de la société, et des masses de plus en plus nombreuses vouées au dénuement et à l'exclusion — tandis que le reste de la population vit, selon les pays, dans l'espoir de sauvegarder ses ressources ou d'améliorer son mode de vie, ou dans l'angoisse d'en être dépouillé. Un tel degré d'inégalité, dans un monde de plus en plus peuplé et interdépendant, est explosif. S'il devait perdurer, ce ne pourrait être que dans le cadre d'une sorte d'apartheid mondial, dont nous pouvons déjà voir se mettre en place les premiers éléments ¹. Est-ce une telle Humanité que nous souhaitons ?

Plus concrètement, toute réflexion sur les grands problèmes de notre monde comme tout effort en vue de définir des stratégies d'action sont vides de sens s'ils n'intègrent pas ce problème crucial de notre temps : la profonde, l'insupportable inégalité du monde et de la plupart des sociétés.

Engrenages

[Retour à la table des matières](#)

Marshall Sahlins rapporte que, discutant les idées de Destutt de Tracy, Marx admettait que « dans les nations pauvres les gens sont à leur aise », alors que dans les nations riches « ils sont généralement pauvres » ². Ce paradoxe correspondait probablement assez bien à la situation du XIX^e siècle.

¹ Voir *infra*, chapitre 7.

² Cité par SAHLINS 1972, 1976, p. 38.

Les « sociétés riches » étaient en cours d'industrialisation. De nombreuses activités étaient déstabilisées ou détruites et le prolétariat mobilisé dans l'industrie était soumis à de très dures conditions salariales : beaucoup de gens étaient pauvres. Quant aux sociétés pauvres, c'étaient encore des sociétés où les activités de subsistance avaient gardé leur place : et beaucoup pouvaient s'y sentir à l'aise. Aujourd'hui, il y a encore des pauvres dans les pays riches ; mais, dans les pays pauvres, il y a de plus en plus de pauvres, et qui se sentent de plus en plus pauvres.

Croissance des populations, croissance des besoins et inégalités du monde se conjuguent : leur combinaison rend impossible tout retour en arrière et suscite des besoins de croissance économique dans pratiquement toutes les sociétés — besoins de croissance qui en quelque sorte verrouillent la soumission des sociétés à l'économie et contribuent à transformer en nécessité historique ce que nous avons nommé la « fatalité économique ».

Croissance des populations : de deux milliards en 1927 à six en 1999, l'essentiel de cet accroissement aura eu lieu dans l'ex-tiers monde.

Croissance des besoins : en un siècle et demi, un nouveau mode de vie s'est mis en place en Occident et étendu dans pratiquement toutes les aires de richesse et de pouvoir des autres régions du monde. Il est devenu une norme pour les classes moyennes et les salariés de presque tous les pays. Il fascine les plus pauvres, et notamment les jeunes, dans le monde entier. Cela signifie qu'il existe actuellement une immense masse de besoins, plus ou moins vivement ressentis, non satisfaits et donc un énorme besoin potentiel de croissances qui, avec les technologies actuelles aggraverait considérablement les dégradations environnementales. Mais, en même temps, qui, parmi ceux qui bénéficient de ce mode de vie, oserait dire que les autres — quatre milliards et demi aujourd'hui, six, huit ou dix milliards demain — n'ont pas vocation à y accéder ?

Ne prenons qu'un exemple : l'automobile, produit culte des croissances fordistes des années vingt et cinquante/soixante-dix. Elle a encore devant elle, à travers le monde, quelques nouvelles décennies glorieuses ([tableau 5.2](#)).

TABLEAU 5.2. — PARC DE VOITURES EN CIRCULATION
(en millions), 1913-2020

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)

Dans 44 pays (1913-1973) ^a				
	États-Unis	17 autres pays développés	26 pays du tiers monde	Total
1913	1,2	0,3	—	1,5
1950	40,3	8,6	1,7	50,6
1973	102,0	103,9	13,4	219,3
Dans le monde (1985-2020) ^b				
	Amérique du Nord	Autres pays développés	Ex-tiers-monde	Total
1985	140	192	43	375
2020	165 ^c	367 ^c	685 ^c	1217 ^c

a. MADDISON 1995, p. 76.

b. Benjamin DESSUS et François PHARABOD, *Quels systèmes énergétiques pour un développement durable ?*, doc. CNRS-PIRSEM multigraphié, Paris, sd.

c. Prévisions.

Et il n'y a pas que l'automobile : pensons à l'équipement des foyers, aux équipements urbains, aux chemins de fer et aux aéroports, au téléphone, au multimédia, à la santé, à la culture... Ainsi s'impose partout l'« impératif de croissance » : sauf bouleversements brutaux, la croissance économique va constituer une nécessité historique pour encore plusieurs décennies ; et sauf actions volontaristes fortes ou inflexions majeures, ce sera un type de croissance que nous connaissons bien, qui engendre ensemble richesses et pauvretés, exacerbe les besoins, dégrade l'environnement et suscite finalement de nouveaux manques, de nouvelles difficultés et de nouveaux besoins de croissance.

Une course sans fin ?

[Retour à la table des matières](#)

Dans les pays pauvres, innombrables sont ceux qui aspirent à accéder à l'essentiel, à sortir du dénuement, tandis que les oligarchies cherchent à s'enrichir autant et aussi vite que possible. Dans les pays dits « émergents », l'argent circule à flots dans les classes dirigeantes, tandis que des fractions croissantes des populations aspirent à accéder au mode de vie des pays industrialisés riches. Mais dans ces derniers pays, la croissance ne peut se

soutenir qu'en suscitant de nouveaux besoins, donc en transformant sans cesse le mode de vie.

Bien plus, confrontés au chômage, au renouveau de la pauvreté, au délitement du tissu social, c'est la croissance que se donnent comme principale perspective les pays les plus riches du monde, leurs dirigeants, leurs firmes et leurs places financières. Ainsi, le candidat Bill Clinton, en 1992, lors de sa première campagne pour la présidence des États-Unis, promettait de doubler le produit national d'ici à 2005 pour guérir les maux de la société américaine. Et un des thèmes de la campagne qui permit sa réélection en 1996 a été le pont à construire entre le présent et le futur : au cœur du dispositif proposé, une « stratégie pour la croissance et l'élévation du niveau de vie ¹ ».

Ainsi, une nouvelle fois, ce sera par la création de nouveaux besoins et par la transformation du mode de vie des couches et classes à pouvoir d'achat élevé que passera principalement la croissance. Croissance qui, loin de les faire reculer, s'accompagnera d'un renouvellement des pauvretés.

Riches ou aspirant à l'être, les sociétés sont comme prises dans les rouages et les spirales sans fin d'une machinerie économique à produire, distribuer et détruire des richesses. Une machinerie planétaire, c'est-à-dire à la fois locale, nationale, multinationale et mondiale. Une machinerie qui concerne presque la totalité de l'Humanité, et dans laquelle chacun ou presque est rouage : agent, bénéficiaire et/ou victime. Multitudes de victimes ; petit nombre de très grands bénéficiaires ; mais des classes et des couches de plus en plus nombreuses, à la fois victimes et bénéficiaires, qui n'ont d'autre choix pour subsister que de participer au fonctionnement de l'ensemble.

Titanesque machinerie, dont les laudateurs ne voient que les emplois et les richesses qu'elle crée, tandis que ses contempteurs ne voient que les chômeurs et les détresses qu'elle suscite. Alors que sont indissociables ces deux aspects.

Machinerie faite d'hommes et de sociétés à l'œuvre, qui a pu être maîtrisée à l'échelle nationale il y a quelques décennies, dans le cadre soit d'efforts de guerre, soit des compromis sociaux-démocrates, mais qui aujourd'hui, dans sa dynamique multinationale/mondiale, paraît devoir échapper à toute maîtrise.

La concurrence stimule, mais ses contraintes sont pesantes : pour s'en défaire, l'innovation permet, grâce aux nouveaux produits, procédés et marchés, de reconstituer des aires monopolistes. Les marchés se saturent, les besoins des détenteurs de pouvoir d'achat s'émoussent : il faut les réveiller, créer de nouveaux besoins, en faisant, s'il le faut, appel à la technoscience.

¹ US DEPARTMENT OF COMMERCE 1995, p. 15 *sq.*

Nouveaux marchés, nouvelles croissances, nouveaux besoins, nouvelles marchandises, nouvelles pauvretés, nouvelles frustrations, nouveaux chômeurs. Et donc besoin de nouvelles croissances, de nouveaux besoins, de nouvelles marchandises et de nouveaux marchés... À l'antipode de l'état stationnaire porteur de la possibilité pour l'homme, libéré de la nécessité, de développer d'autres dimensions de son humanité, nous sommes entraînés dans une course sans fin — qui à l'argent pour l'argent, qui à l'argent pour la subsistance, qui à la survie pour la survie.

Dès lors que l'économie domine les sociétés, les inégalités de notre monde et les dynamiques de l'inégalité rendent inexorable l'engrenage sans fin des croissances. Et dans un monde et des sociétés très inégalitaires, les dynamiques de l'économie reproduisent, souvent aggravent, pauvreté, chômage et exclusions.

La Terre en danger

[Retour à la table des matières](#)

Les Kew Gardens de Londres présentent la longue évolution dans le temps de la végétation terrestre. Avant l'entrée dans notre ère, on trouve ce panneau : « En moins de 300 000 ans, l'espèce humaine a bouleversé ce que la nature a mis des milliards d'années à construire ¹. » En fait, l'essentiel de ce bouleversement a eu lieu dans les trois cents dernières années, et le plus brutal, à l'échelle de l'ensemble de la planète, dans le dernier demi-siècle.

La Terre et les sociétés

Avec l'apport des rayonnements solaires, les cycles physico-chimiques, puis les cycles physico-chimico-biologiques, la Terre s'est reproduite à travers des millions de millénaires : reproduction à échelle constante, mais non reproduction à l'identique puisqu'elle a été le support de ruptures, de mutations, d'évolutions majeures. L'exubérance, la prolifération de la vie, parfois dévastatrices ou autodestructrices, ont été modérées par divers processus autorégulateurs.

Tant qu'elles sont demeurées peu nombreuses et limitées dans leurs capacités d'action, les sociétés humaines se sont insérées dans cette reproduction à échelle constante. Pour celles qui ont dégradé leur milieu et leurs ressources, le prix a été le déclin, la recherche d'autres territoires ou l'extinction. Presque toujours des équilibres ont été trouvés, auxquels

¹ Cité par Vincent TARDIEU, « Les végétaux ont mis 3,5 milliards d'années pour coloniser la planète », *Le Monde*, 13 juillet 1995.

contribuèrent connaissances accumulées, modération des besoins et régulation démographique. Quelles qu'aient été l'ampleur de ses œuvres et la gravité de ses dégradations, l'homme demeurait faible et dépendant sur sa Terre, terrible et nourricière.

Depuis deux millénaires, et d'une manière particulièrement marquée depuis cinq ou six siècles, des ruptures de rythme ont eu lieu. Des processus interdépendants se sont alimentés les uns les autres et ont débouché sur de fulgurantes accélérations : élargissement et approfondissement des savoirs, renforcement des capacités techniques démultipliées par la mécanisation, la motorisation et le traitement électronique des données ; multiplication et intensification des échanges, division du travail, élévation des productivités, augmentation des productions, des prélèvements et des rejets ; croissance des populations, démultiplication des besoins. L'accélération donne le vertige : en deux siècles, tout a changé d'échelle. Même s'il lui arrive d'en subir encore les dérèglements et les fureurs, l'homme, à travers les dynamiques de ses sociétés disparates et inégales, porte atteinte aux équilibres vitaux de la Terre ¹.

On peut mettre en cause le capitalisme : depuis deux siècles, le développement de tout un ensemble d'activités, mené dans la perspective de la rentabilité immédiate de chaque firme, s'est accompagné de ce que les économistes appellent joliment des « déséconomies externes » : gaspillages de ressources, destructions ou altérations graves de paysages, accumulation de déchets plus ou moins nocifs et pollutions de différents types. Cela continue sous de multiples formes, malgré d'indéniables efforts, inégaux selon les pays, de législation et de réglementation.

Sont à la source des pollutions toute la gamme des entreprises (industrielles, agricoles, énergétiques, de transport, de commerce, de construction et de tourisme), mais aussi les villes, les administrations, les forces armées. Plus largement, il faut également mettre en cause l'étatisme : dans la course au « rattrapage », industrialisation ou développement, les programmes et production étatiques ont aussi été à l'origine d'atteintes graves et profondes à l'environnement. Et cela aussi bien dans le cadre du « modèle soviétique » que sous la férule de dictatures de l'ex-tiers monde.

Enfin, dans certaines régions de pays à faible revenu, des populations vivent des situations d'extrême dénuement : les besoins essentiels ne sont pas satisfaits ; la croissance de la population conduit à une surexploitation du milieu (surpâturage, cultures intensives, recherche de bois de feu) et à une destruction des ressources (forêts, eau, sols) créant de graves handicaps pour le futur. Dans certaines zones de montagnes (Andes, Asie du Sud-Est), la destruction des sols liée à la déforestation peut être irréversible. Ailleurs

¹ Voir notamment BEAUD *et al.* (dir.) 1993, première partie : « Les hommes et la planète ».

(Afrique tropicale), les dommages sont amplifiés et aggravés par la désertification à laquelle ils peuvent contribuer.

Ainsi, la Terre est mise en danger à une échelle massive, planétaire, d'abord par les prélèvements, rejets et gaspillages irresponsables et imprévoyants liés au mode de vie « moderne », mais aussi, en d'autres lieux, par les efforts pour survivre de populations abandonnées dans le dénuement et le manque des ressources essentielles.

Depuis quelques décennies, l'ensemble des pays riches et démocratiques, mais aussi nombre de pays non démocratiques et de pays à revenus bas ou intermédiaires, ont adopté des législations et réglementations « pro-environnementales » : celles-ci visent à restreindre les effets externes négatifs des activités productrices sur l'environnement. Ce qui se traduit, d'une manière ou d'une autre, au moins dans un premier temps, par des coûts supplémentaires pour les entreprises. Face à ces contraintes, certaines firmes anticipent et s'engagent dans des voies pro-environnementales novatrices¹. D'autres respectent la réglementation (plus ou moins strictement). D'autres encore échappent à cette réglementation de diverses manières (chantage à la fermeture et au chômage, recours à des sous-traitants ou fournisseurs qui « se débrouillent », délocalisation dans des pays à « faibles contraintes environnementales » ou appel à des fournisseurs de tels pays).

Il ne faut donc pas trop se fier aux apparences ni à la « communication » des grandes firmes : une façade exemplaire, une réalisation modèle ou une fondation cultivant l'image de la nature et de son respect cachent encore trop souvent un ensemble de pratiques directement ou indirectement néfastes et destructrices. Ce qui n'est pas sans conduire à un certain nombre de contradictions : des viticulteurs (dont certains abusent des traitements chimiques) redoutent poussières et fumées ; les firmes d'eaux minérales (qui nous inondent de bouteilles et emballages en plastique) veillent à ce que leurs sources ne soient pas polluées ; et des villes et des promoteurs souhaitent que les autres respectent un paysage, que leurs propres développements souvent dégradent...

Au total, les forces qui concourent à l'aggravation des problèmes environnementaux sont puissantes et profondes : certains se bornent à mettre en cause l'augmentation, indéniable, du nombre des hommes ; mais jouent un rôle encore plus considérable le gonflement des besoins, les engrenages de croissance dans lesquels sont prises toutes les sociétés, et la profondeur des inégalités, tant entre les pays qu'au sein de chaque pays. La Terre supporte de

¹ Par exemple, la conception de véhicules automobiles dont la production serait peu polluante, dont l'utilisation serait économe en énergie et peu polluante et qui, en fin de vie, pourraient être quasi intégralement recyclés.

moins en moins nos croissances, alors que nos sociétés en ont de plus en plus besoin : car elles « marchent à la croissance ».

S'est donc engagé un véritable conflit entre la reproduction des sociétés humaines et la reproduction de la Terre. Les premiers symptômes se sont manifestés de plus en plus fortement au cours des dernières décennies. Depuis la seconde moitié des années quatre-vingt, nombreux sont ceux qui proclament la Terre en danger ¹. Dans la première moitié des années quatre-vingt-dix, les décisions à la mesure des enjeux n'ont pas été prises. Le conflit ne peut, dans les décennies qui viennent, que tendre à s'élargir et à s'aggraver.

Face à la pression des urgences, des nécessités, des rapacités, la Terre a toute chance de perdre, et, avec elle, les générations futures. Comme il résonne curieusement aujourd'hui, ce verset de l'Apocalypse : « Ils seront détruits, ceux qui détruisent la Terre. »

De nouveaux marchés

[Retour à la table des matières](#)

Dans le mouvement de généralisation des marchés et d'extension du capitalisme à tous les domaines, la dégradation de l'environnement — comme la maladie, la solitude, l'angoisse, l'insécurité, le manque d'eau — est devenue une occasion d'affaires. Pour bien des firmes les atteintes à l'environnement peuvent être à l'origine de marchés rentables. Après le traitement de l'eau, le recyclage et la valorisation des déchets, la dépollution des sols et le traitement des anciens sites industriels, le désamiantage des bâtiments sont devenus des activités rémunératrices.

Pour l'eau, il y a eu passage progressif d'un service (public ou marchand) de livraison d'eau par canalisations à domicile au service (payant) d'une livraison d'eau traitée industriellement : le prix de celle-ci tend à augmenter, à la fois du fait de la détérioration de la ressource (qu'une « bonne économie » aurait dû conduire à ne pas gaspiller et ne pas dégrader) et du fait de l'élévation des normes. Pour les déchets et les sites industriels, ce sont principalement les normes et réglementations qui créent un marché potentiel sur lequel vont, ou ne vont pas, s'exprimer les demandes solvables. Quant à l'amiante, le chiffre d'affaires du désamiantage en France devrait se situer entre cent et cent cinquante milliards de francs et l'activité du traitement de l'amiante devrait être soutenue dans les prochaines années.

¹ « Endangered Earth » affirmait la couverture du numéro de Time consacrant la Terre « planète de l'année » (« Planet of the Year », 2 janvier 1989).

Comme dans le cycle destructions de guerre-reconstruction, dans l'engrenage pollution-dépollution, ni la Terre ni les sociétés humaines ne gagnent. Seules des firmes en tirent profit. C'est la prévention et la mise en place de procédés productifs (de transport, de logement, etc.) non agressifs pour l'environnement qui doivent fonder une civilisation technique « durable ». Cette orientation a d'ailleurs ouvert de nouvelles perspectives de marché, dans lesquelles se sont déjà situées un certain nombre de firmes. Mais rien n'est joué ; beaucoup va dépendre d'une multitude de comportements, alors que chacun est souvent éclaté entre différentes attitudes : celle du consommateur (soucieux du prix et de la qualité, mais pas forcément de l'environnement), celle du membre d'une famille (attaché à sa santé), celle du citoyen (désirant un cadre de vie agréable), celle de l'automobiliste (qui exige voies rapides et parkings), celle du pollueur et celle de l'écologiste. Bien difficile de dire qui prendra le dessus.

Car elles ne manquent pas, les firmes qui continuent sous de multiples formes à minimiser leurs coûts en produisant d'une manière non respectueuse de l'environnement ou en fabriquant des produits qui eux-mêmes contribuent à polluer. Ne manquent pas non plus les experts qui sous-estiment les problèmes de pollution ou de santé, ni les techniciens et les scientifiques qui accèdent à l'idée qu'on saura bien un jour « régler tout ça » : sans jamais dire ni à quel coût ni à quel risque.

Dans certains cas, il peut même y avoir convergence d'intérêts entre firmes polluantes et firmes dépolluantes : ainsi pour les emballages et suremballages de produits, source importante des déchets ménagers. Dans certains pays, les pouvoirs publics ont imposé aux producteurs et distributeurs de biens de consommation de réduire au strict minimum nécessaire ces emballages et suremballages. Dans d'autres, comme en France, la réglementation est plus lâche : y trouvent leur compte et les fabricants d'emballages et suremballages, et les entreprises de traitement des déchets.

Tout désormais est l'enjeu d'intérêts. Quand une firme électronucléaire s'émeut, à pleine page de publicité, du problème de l'effet de serre, il est difficile d'être dupe. Quand la même firme présente la voiture électrique comme une voiture propre, sans parler ni des déchets ni des risques nucléaires, certains risquent d'être abusés. Quand des éleveurs industriels, après avoir abondamment pollué en Bretagne, notamment l'eau, forment le projet de s'installer dans le Massif central, il y a de quoi s'inquiéter. Et quand la Commission européenne adopte une directive rendant obligatoire le remplacement de l'ensemble des canalisations en plomb pour l'eau potable — un marché de 220 milliards de francs pour l'ensemble de l'Europe, dont la moitié en France —, on peut s'interroger : d'abord, parce que le lobby industriel de la plasturgie (notamment allemand) a fortement poussé en faveur de cette directive ; ensuite, parce que le comportement à moyen et long terme

des canalisations appelées à remplacer le plomb est mal connu ¹. Peut-être faudra-t-il les changer à nouveau dans quelques décennies.

Qu'y gagne la Terre ? Et qu'y gagnent les sociétés humaines ?

Prise de conscience

[Retour à la table des matières](#)

22 avril 1970, aux États-Unis : premier jour de la Terre (Earth Day).

1972, Stockholm : première conférence internationale des Nations unies sur l'environnement.

1979, Genève : première conférence internationale sur l'homme et le climat.

1985, Vienne : convention en faveur de la protection de la couche d'ozone.

1987, Montréal : protocole pour la protection de la couche d'ozone.

1987, rapport de la commission mondiale sur l'environnement et le développement : Our Common Future, traduit en français Notre avenir à tous.

1989, La Haye : déclaration de vingt-quatre chefs d'État ou de gouvernement « Notre pays, c'est la planète ».

1989-1990 : première conférence de Londres, conférence d'Helsinki et deuxième conférence de Londres pour la protection de la couche d'ozone.

1992, Rio de Janeiro : conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement ; convention sur les changements climatiques.

1995, Berlin : conférence sur l'effet de serre.

1997, Kyoto : conférence prévue sur l'effet de serre, où devrait être adopté un protocole, notamment sur les émissions de gaz carbonique.

À l'échelle de l'histoire et compte tenu des pesanteurs intellectuelles et institutionnelles, la prise de conscience et la mobilisation de la communauté internationale face aux risques environnementaux globaux ont été rapides.

Mais on peut raconter l'histoire autrement.

¹ *Le Monde*, 13 décembre 1996.

Menaces sur l'ozone

Depuis des millénaires, la « couche d'ozone ¹ » filtre les rayonnements solaires ultraviolets. Par là, elle a contribué à rendre possibles l'apparition et la reproduction de différentes formes de vie, du plancton à de multiples espèces végétales et animales.

Compte tenu de la fragilité de cette couche, de premières inquiétudes ont été formulées, dans les années soixante, face aux projets d'avions supersoniques civils. En 1974, dans un article de *Nature*, deux chimistes ² mettaient en cause le chlore contenu dans les chlorofluorométhane comme susceptible de détruire les molécules d'ozone. La mise en cause s'élargit assez vite à la famille des chlorofluorocarbones (CFC), produits que l'industrie chimique avait développés dans les années cinquante pour leurs qualités en matière de sécurité et de non-dangerosité. Très vite, l'industrie chimique américaine, menée par le premier producteur mondial DuPont de Nemours, entra en campagne pour combattre ces thèses.

Les observations mises en place montrant une « érosion » régulière de la « couche d'ozone » et les pressions écologistes s'intensifiant, quelques gouvernements prirent des mesures ponctuelles. Mais la constatation, en 1985, de l'existence d'un « trou d'ozone » (forte réduction de la densité — déjà faible — de l'ozone) au-dessus de l'Antarctique créa un véritable choc psychologique, tant chez les scientifiques que dans l'opinion publique. Signé en 1987 par les principaux pays producteurs et consommateurs, le protocole de Montréal prévoyait un gel à partir de 1989, puis une réduction des productions et consommations de CFC. Mais en 1988, DuPont, qui avait très tôt engagé des recherches de produits de substitution et qui, du fait de leurs résultats positifs, bénéficiait d'une avance technologique, annonçait son intention de raccourcir l'échéancier de Montréal et de viser la suppression de ses productions de CFC d'ici à la fin du siècle. S'ensuivit un coup d'accélérateur. Malgré leurs manœuvres de retardement, les autres entreprises américaines et européennes durent s'aligner. Quant aux objections émises par de grands pays du Sud du fait du surcoût qu'allait entraîner pour eux le recours aux nouveaux procédés, elles furent progressivement prises en compte lors de trois conférences tenues en 1989. Des échéanciers d'arrêt de la production de différentes catégories de CFC furent adoptés, avec deux concessions en faveur des pays du Sud : d'abord, des délais supplémentaires de dix ans sur l'ensemble des dates de

¹ En réalité, la présence à faible densité de molécules d'ozone dans l'atmosphère, entre 10 000 et 40 000 mètres d'altitude.

² L'Américain Frank S. Rowland et le Mexicain Mario Molina ont, pour ces travaux précurseurs, reçu en 1995 le prix Nobel de chimie.

l'échéancier ; ensuite, un soutien financier pour prendre en charge le surcoût tenant aux nouvelles technologies.

Pour autant, la menace est loin d'être écartée. D'abord, les CFC sont des molécules stables qui ne se dissocient qu'en haute altitude sous l'effet des rayonnements solaires ultraviolets. Un spécialiste a estimé que « 35 % seulement des CFC produits depuis 1950 étaient en 1992 parvenus dans la stratosphère ¹ ». Une fois arrêtée la production des CFC, la détérioration de la couche d'ozone se poursuivra pendant encore plusieurs décennies.

Ensuite, les pays de l'ex-tiers monde utilisent les délais qui leur ont été accordés pour produire des CFC, et parfois créer ou agrandir leurs capacités de production. Plus grave : selon divers indices, certaines firmes du Nord (et donc soumises dans leur pays aux échéanciers adoptés) sont associées (à travers des sous-filiales ou des partenaires) à des productions de CFC dans le Sud. En outre, un commerce clandestin de CFC est en train de se développer en Amérique du Nord. Enfin, certains substituts aux CFC sont suspectés d'être encore dangereux pour la couche d'ozone, tandis que s'allonge la liste des autres produits (à base de chlore, de brome, etc.) eux aussi dangereux.

Ainsi, malgré l'exceptionnelle rapidité de la prise en compte du problème, la couche d'ozone demeure en danger. En un sens, il s'agit d'un véritable cas d'école. D'abord, les activités humaines modernes portent atteinte à l'intégrité de la planète dans un domaine bien précis : la couche d'ozone ; et cela met en danger des espèces vivantes, y compris les hommes (cancers de la peau, atteintes aux yeux).

Ensuite, le problème est assez vite pris en charge par des mouvements pro-environnementaux, puis par quelques pays à sensibilité écologique. Mais ce sont les enjeux économiques qui vont être déterminants : la première réaction des industriels producteurs — avec DuPont et avec le soutien de leurs appareils étatiques (américain, britannique, français) — a été de nier le problème. Mais dès que DuPont, avec des substituts, s'est trouvé en position de reconquérir une avance technologique, il a changé de position, devenant même un partisan de la prohibition rapide des CFC. Et le front industriel s'est, pour un temps, disloqué.

Enfin, le clivage Nord-Sud est très vite devenu déterminant. Les grands pays du Sud ont facilement pu dire au Nord : « Ce sont vos CFC qui sont à l'origine des dégâts et ce n'est donc pas à nous d'en supporter les conséquences en termes de contraintes et de charges supplémentaires pour un développement qui est déjà suffisamment difficile à réaliser. » Mais là où les choses prennent

¹ Gérard MÉGIE, « Effets retard et effets de digue », in BEAUD *et al.* (dir.), 1993, p. 92-93 ; MÉGIE 1992.

une teinte de noire ironie, c'est quand des firmes du Nord utilisent des facilités accordées au Sud pour poursuivre d'autres manières leurs productions de produits à la dangerosité reconnue.

Conflits de reproduction imbriqués : entre les sociétés d'opulence, quelques grandes firmes et la Terre, avec des risques pour le vivant et les hommes ; entre les firmes entre elles ; entre les grands pays du Sud et des pays du Nord ; et peut-être, demain, entre les sociétés du Sud et la Terre.

Changement climatique ?

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire des risques d'un changement climatique est assez différente, même si l'on retrouve les mêmes enjeux fondamentaux. La Terre bénéficie d'un « effet de serre naturel » : des rayonnements reçus du soleil et qui se réfléchissent sur la surface terrestre et les océans sont renvoyés par des couches nuageuses et gazeuses de l'atmosphère, ce qui a contribué à l'établissement du système de climats et de températures qui a permis le développement de la flore, de la faune et de l'Humanité.

Depuis l'industrialisation et l'utilisation massive d'énergies fossiles, les activités humaines se sont traduites par l'émission de gaz qui contribuent à accentuer cet effet de serre, ou, pour reprendre le jargon des spécialistes, suscitent un « effet de serre additionnel d'origine anthropique ¹ ».

Pressentie ou prédite par différents scientifiques depuis la fin du XIX^e siècle, l'accentuation de l'effet de serre fait l'objet d'études systématiques depuis les années soixante-dix. Tout au long de la période 1980-1995, malgré des voix discordantes, un consensus a convergé sur un diagnostic, auquel s'est ralliée la quasi-totalité de la communauté scientifique concernée : les activités humaines récentes contribuent à accentuer l'effet de serre. D'ici à 2100, l'augmentation moyenne de la température devrait être comprise entre 1°C et 3,5°C, avec comme valeur la plus probable 2°C ; l'élévation du niveau des océans devrait être comprise entre 15 et 95 cm, avec comme hauteur la plus probable 50 cm, ce qui est préoccupant pour les îles au ras de l'eau et les basses terres des grands deltas, souvent très peuplées.

Ce changement climatique s'inscrit dans le mouvement long des évolutions des climats ² : il n'est donc pas aisé à déceler avec certitude ¹. En outre, il

¹ C'est cet « effet de serre additionnel d'origine anthropique » que l'on nomme couramment « effet de serre ». Parmi les « gaz à effet de serre » d'origine anthropique, les uns se trouvent déjà dans les cycles biochimiques de la planète (bioxyde de carbone CO₂ méthane CH₄ oxyde nitreux N₂O) et d'autres non (notamment les CFC et leurs substituts).

² DUPLESSY et MOREL 1990.

devrait s'accompagner de la multiplication d'événements météorologiques anormaux. Quant à ses impacts par régions, ils seront hétérogènes (accentuation de la pluviosité ou de la sécheresse, relèvements relativement accentués ou atténués des températures) et demeurent encore largement imprévisibles.

Les petits États îliens et des pays pauvres d'Asie (Bangladesh, Viêt-Nam) sont les plus menacés, mais ils pèsent peu dans le concert international. Aux États-Unis, les lobbies de l'automobile et du pétrole ont étouffé toutes les velléités de réduire la consommation pétrolière. Les pays pétroliers du Golfe soutiennent la même position. Et les pays producteurs de charbon (comme la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud) sont contre toute limitation des consommations de combustibles fossiles, en tout cas pour le Sud. Rien de contraignant n'a donc été décidé ni à Rio en 1992, ni à Berlin en 1995, les discussions devant reprendre à la conférence de Kyoto de 1997.

Vers le milieu du XIX^e siècle, un grand économiste britannique, Stanley Jevons, avait annoncé une grave pénurie de charbon pour le milieu du XX^e siècle. Un peu plus tard, certains s'inquiétaient de la croissance de la circulation hippomobile dans les villes et prévoyaient que Londres serait submergée par l'accumulation de crottin. Ne tombons pas dans ces erreurs : de nouvelles énergies seront certainement mises en œuvre. Mais tout aussi certainement, la masse des gaz à effet de serre que nous avons émis dans le dernier demi-siècle et de ceux que nous émettrons dans les prochaines décennies va entraîner un certain réchauffement, donc un ensemble de changements climatiques. En soi, ce n'est peut-être pas dramatique, mais, s'ajoutant aux nombreuses sources de tensions et de difficultés existantes, cela aggravera certainement les difficultés de telles ou telles régions du monde.

Là encore, conflits imbriqués de reproduction : entre les sociétés de consommations du Nord, des firmes et des pays producteurs d'énergies fossiles et la Terre, qui n'est guère défendue que par quelques mouvements et pays à sensibilité écologique, ainsi que par les pays les plus manifestement menacés (avec l'encombrant soutien de l'électronucléaire). Mais aussi conflit entre l'ensemble du Nord, responsable de l'essentiel de l'effet de serre d'origine anthropique jusqu'à nos jours, et l'ensemble du Sud qui est susceptible d'y contribuer très puissamment dans les prochaines décennies.

Le principe de précaution² ne pèse guère. Un petit nombre de puissants intérêts l'ont jusqu'ici emporté, avec le soutien d'un petit nombre de puissants pays. Pauvre planète !

¹ ROQUEPLO 1993.

² Voir GODARD (dir.) 1997.

L'enjeu Nord-Sud

[Retour à la table des matières](#)

Couche d'ozone, effet de serre : en ces deux domaines, comme en beaucoup d'autres, l'enjeu Nord-Sud va être décisif.

Le Nord a incontestablement été la principale source de prélèvements, de pollutions et de déséquilibres environnementaux. Depuis une vingtaine d'années, et d'abord sous la pression du mouvement écologique, il a commencé à réduire les atteintes les plus brutales, ce que facilitent le reflux du capitalisme industriel et la délocalisation de certaines activités dans des pays de l'ex-tiers monde. Le capitalisme technologique s'annonce moins polluant, même si l'on peut redouter certains effets des nouvelles technologies, manipulations de la vie et de la matière notamment. Double responsabilité du Nord, donc : pour les atteintes provoquées par les pollutions de l'ère industrielle, et pour les risques à venir découlant des nouveaux procédés de l'ère technologique.

Mais c'est désormais des pays du Sud, avec leurs populations nombreuses et industrielles, leurs nouvelles croissances, l'urbanisation, la modernisation, l'attrait pour la société de consommation, que va, dans les prochaines décennies, se développer l'essentiel des processus déstabilisateurs. Les dirigeants de ces pays ne sont pas prêts à freiner ou infléchir leurs dynamiques de développement pour contribuer à la sauvegarde d'une planète, dont les équilibres ont jusqu'ici été principalement mis à mal par l'insouciance et l'égoïsme des pays les plus riches.

D'ailleurs, même si elles paraissent endiguées, les pollutions du Nord restent massives. Bien plus, une partie des pollutions localisées dans le Sud sont en fait, d'une manière ou d'une autre, de la responsabilité de firmes du Nord : déchets (urbains, industriels, chimiques ou nucléaires) « exportés » dans des pays pauvres du Sud ; délocalisations d'activités polluantes ou dangereuses ; vente de produits ou mise en œuvre de procédés interdits au Nord.

Mais le cœur du problème est ailleurs : le mode de consommation et de vie « moderne », sous sa forme actuelle, n'est pas « soutenable ». Il ne peut ni se perpétuer dans les pays qui en bénéficient, ni s'étendre à tous les hommes et femmes du monde qui en rêvent ou le souhaitent ; cependant que, dans tous les pays du monde, des couches ou des classes sociales tentent d'y accéder ou y aspirent.

Une seule illustration qui, par elle-même, forme argument : les habitants des pays à revenu élevé consomment, en moyenne 5,2 tonnes d'équivalent

pétrole par tête ; les habitants des pays à revenu intermédiaire, 1,6 tonne ; et les habitants de la Chine et de l'Inde, 174 kilos ¹. Si chaque humain consommait autant qu'un habitant du Nord, la consommation mondiale annuelle serait de 29 milliards de tonnes d'équivalent pétrole, près de quatre fois la consommation mondiale effective.

Pas plus que celles des pays riches, sur lesquelles elles sont calquées, les croissances du Sud ne sont soutenables. Mais, pas plus que le Nord n'est prêt à remettre en cause son mode de vie, les pays du Sud ne sont prêts à renoncer à leurs croissances. C'est un nouveau cours qu'il aurait fallu choisir et mettre en œuvre dans les années quatre-vingt-dix. Disposant des principales ressources financières, industrielles, techniques et scientifiques, les pays à revenu élevé auraient dû engager les efforts nécessaires pour promouvoir un autre mode de consommation et de vie. Ils auraient dû élaborer et proposer une stratégie mondiale pluridécennale d'équipement en matériels à haute efficacité énergétique pour limiter les risques, économiser de l'énergie et laisser la planète en meilleur état dans quelques décennies. Ils auraient dû en assumer l'essentiel des charges, soit au titre de la compensation des dégâts qu'ils ont causés à la planète, soit tout simplement du fait de leurs capacités financières. C'était une des perspectives ouvertes lors de la Conférence de Rio de 1992. Mais les hommes d'État et de gouvernement et les dirigeants des grandes firmes et des grands organismes mondiaux n'ont eu ni la vision ni le courage de cela.

Face à des problèmes touchant la planète entière, et dont les effets sont multiples et incertains, le principe de précaution aurait dû prévaloir. Mais ce sont les intérêts de certaines firmes, de certains pays et de quelques dizaines ou centaines de millions de consommateurs qui l'ont emporté... pour conduire à ne rien faire. Nos pays ont été deux fois capables, dans ce siècle, de mobiliser en quelques mois, pour la guerre, 40 % de leurs capacités productives. Ne serions-nous pas capables d'en mobiliser la moitié pour l'avenir de la Terre, du vivant et des hommes ?

Avons-nous besoin d'une catastrophe ? Malheureusement, si elle se produisait, la note à payer serait infiniment plus lourde et la réaction risquerait fort d'être : chacun pour soi !

¹ Autre manière de décrire la même réalité et autre manière de saisir l'inégalité du monde : les 850 millions d'habitants des pays à revenu élevé, 14 % de la population mondiale, consomment en 1994 plus de la moitié (54 %) de l'énergie commerciale mondiale. Face à cela, 1,6 milliard d'habitants des pays à revenu intermédiaire, 28,6 % de la population mondiale, consomment 30,8 % de cette énergie ; et les 2,1 milliards d'habitants de la Chine et de l'Inde, 37,5 % de la population mondiale, en consomment 12,3 % (chiffres BANQUE MONDIALE 1996, p. 220-221 et 234-235).

6

ENJEUX MAJEURS

[Retour à la table des matières](#)

Savant et philosophe des Lumières, Condorcet écrivait en 1793 : « Tout nous dit que nous touchons à l'époque d'une des grandes révolutions de l'espèce humaine. [...] L'état actuel des Lumières nous garantit qu'elle sera heureuse ; mais aussi n'est-ce pas à condition que nous saurons nous servir de toutes nos forces ¹ » À l'évidence, nous n'avons pas su « nous servir de toutes nos forces » : nous nous en sommes mal servis et devrions aujourd'hui les appliquer à donner sens aux bouleversements en cours.

Une question clé est celle de l'inégalité. D'abord parce que, nous l'avons vu, le degré d'inégalité atteint est extrême. Ensuite parce que la question de l'inégalité rejaillit sur tous les problèmes contemporains, comme sur leurs solutions. Certes, presque toutes les sociétés humaines ont été inégalitaires ; mais aucune n'a fonctionné en privant durablement un nombre élevé de ses membres de l'accès aux moyens de subsistance. Alors qu'aujourd'hui, en s'élargissant, la machinerie économique détruit des formes sociales et leurs capacités productrices, jusqu'à laisser sans subsistance de très nombreux hommes et femmes. En outre, toutes les sociétés inégalitaires avaient développé des systèmes de solidarité et de redistribution. Les nôtres sont en train d'affaiblir ou de démanteler ceux qu'elles avaient construits.

Au total, les inégalités anciennes se situaient, pour l'essentiel, dans des sociétés où l'extension des rapports marchands et d'argent était limitée : les pauvres avaient accès à des biens gratuits (eau, bois) et à des biens communs (pâtures, forêts) et avaient la possibilité de produire hors marché l'essentiel de leur subsistance. Avec la généralisation des rapports marchands, tout cela — biens gratuits et communs, autosubsistance — tend à disparaître. L'inégalité change de nature : elle fait partie du fonctionnement même de la machinerie économique qui sans cesse reproduit des disparités au sein des diverses populations participant à son fonctionnement et son développement. Elle

¹ CONDORCET 1793, 1988, p. 89.

conduit à un clivage entre une société d'opulence et de consommation et des lambeaux de sociétés marginalisés, avec, à la limite, le risque d'un apartheid fondé sur l'argent.

En un sens, le spéculateur George Soros et les sœurs de Saint-Joseph se rejoignent. George Soros met en cause les sommes excessives que peut gagner un spéculateur : « Je reconnais qu'il y a quelque chose d'obscène dans le fait qu'on puisse, comme moi, gagner autant d'argent avec de l'argent par comparaison avec le salaire d'un ouvrier ¹. » Quant aux sœurs de Saint-Joseph, tout comme une organisation syndicale américaine (le NLC, National Labor Committee), elles mettent en cause l'écart faramineux entre les bas salaires payés par des sous-traitants de Disney à Port-au-Prince et les revenus du président de l'entreprise ².

Dans les prochaines décennies, les inégalités peuvent encore s'aggraver. Mais elles peuvent aussi être réduites. C'est un enjeu décisif à l'échelle du monde comme dans chaque société. Des choix qui seront faits dépend la manière dont sera assuré l'ordre des sociétés, dont seront résolus les problèmes environnementaux, et refondée la cohérence au monde.

La nouvelle alliance du capitalisme et de la technoscience

Une nouvelle mutation

[Retour à la table des matières](#)

On a parlé de crise du fordisme, de désindustrialisation. D'autres évoquaient la troisième révolution industrielle. Certains, après Colin Clark, ont estimé qu'on entrait dans l'ère du tertiaire ³ ; d'autres ont mis l'accent sur les services, l'immatériel, l'information ou la connaissance ⁴. Chacune de ces interprétations éclaire un aspect de la réalité, mais aucune ne va à l'essentiel.

Les pays industrialisés, les pays capitalistes développés sont à l'évidence en train de sortir de l'ère industrielle. La part de l'industrie dans l'emploi total est tombée entre 1950 et 1992, aux États-Unis de 33,6 % à 23,3 %, au Royaume-

¹ SOROS 1995, 1996, p. 33.

² Selon le NLC, « Michael Eisner, le PDG de Disney, a gagné 203 millions de dollars en 1993, 325 000 fois le salaire d'un ouvrier haïtien » (*Le Monde*, 28 janvier 1997).

³ CLARK 1940, 1960.

⁴ Ces thèmes ont fait l'objet de nombreux débats ; nous ne les aborderons pas ici, nous réservant de les examiner dans un prochain ouvrage.

Uni de 44,9 % à 26,2 %, en Hollande de 40,2 % à 24,3 % ¹. Comme cela a été le cas pour l'agriculture, la place de l'industrie, tant dans l'emploi que dans la production, est, dans les pays occidentaux, en train de passer au deuxième rang. Mais la mutation en cours a d'autres dimensions.

D'abord, après celle de l'Antiquité et celle des XVIII^e-XIX^e siècles ², s'est engagée une nouvelle phase de la division du travail et de la marchandisation : celles-ci touchent désormais l'ensemble des activités qui visent à assurer tant l'entretien et le bien-être des hommes eux-mêmes, la marche des entreprises, le fonctionnement des systèmes d'information et de décision, que la gestion du politique, des systèmes urbains, de l'environnement. Dans tous ces domaines apparaissent et se développent des activités de plus en plus spécifiques, de plus en plus fines, utilisant le plus souvent de récentes avancées technologiques.

En même temps, la plupart des activités déjà existantes connaissent de profondes transformations : de l'agriculture aux transports, des industries aux différentes activités tertiaires (santé, culture, information, loisirs, administrations, etc.). Partout sont mobilisés de nouveaux savoirs scientifiques et techniques (concernant la matière, l'énergie, le vivant, l'électromagnétique, et particulièrement le stockage et la transmission des informations) et se multiplient, souvent liés à un grand système technique, les équipements intégrant de récentes avancées technoscientifiques. L'aspect central de la nouvelle mutation est donc la transformation de la quasi-totalité des activités sociales et de pratiquement tous les aspects de la vie (individuelle, familiale, sociale), par le recours à de nouveaux produits, équipements et procédés façonnés par l'intégration ou l'insertion d'un nouveau savoir technique à base scientifique.

Troisième révolution industrielle, diagnostiquent certains. Pour l'essentiel, la première révolution industrielle — avec le charbon, la métallurgie, la mécanisation et le moteur à vapeur — avait fondé le passage du capitalisme manufacturier au capitalisme industriel du XIX^e siècle. Et la deuxième révolution industrielle — avec l'électricité et le pétrole (et donc les moteurs électriques et à explosion), avec les télétransmissions et la chimie dure — a donné ses traits au deuxième capitalisme industriel, qui a dominé ce « court XX^e siècle » allant de 1917 à 1987 ³. Et effectivement, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, on a pu penser qu'avec le nucléaire, le moteur à réaction, l'électronique et l'informatique, les innovations de la chimie et de la biologie, s'était engagée une nouvelle révolution industrielle.

¹ En France (de 43,9 % à 28,1 %) et en Allemagne (de 43,0 % à 37,8 le recul est moindre. Dans le même temps, la part de l'emploi industriel progresse au Japon (de 22,6 % à 34,6 %) et très fortement en Chine (de 7,0 % à 22,0 %). Cf. MADDISON 1995, p. 38.

² Voir SMITH 1776 et DURKHEIM 1893.

³ BONNAUD 1992 (*Les Tournants*) p. 220.

En fait le changement est plus profond : il constitue le passage de l'ère industrielle — qui privilégiait la mobilisation d'énergies et de techniques dures pour la production de biens et équipements matériels — à une ère dominée par le couple science-technologie. La science orientée vers les applications technologiques, la technoscience, est en effet au cœur de la mutation en cours : non pas la technoscience considérée comme force exerçant d'une manière autonome ses effets dans les transformations économiques et sociales et l'évolution de la civilisation ¹, comme dans la « révolution scientifique et technique » vue par Richta à la fin des années soixante ; mais une technoscience de plus en plus systématiquement mobilisée par les grandes firmes, comme Karpik l'avait observé dès le début des années soixante-dix ². Ainsi s'est engagé le passage du deuxième capitalisme industriel à un capitalisme qui doit être qualifié de « technoscientifique ³ » et qu'il nous arrivera d'appeler, pour alléger, « néotechnologique » ou tout simplement « technologique ⁴ ».

En fait, à l'échelle du monde, comme les stades de développement économique sont très disparates, plusieurs transitions sont en cours simultanément : des activités manufacturières aux activités (capitalistes ou étatiques) industrielles ; des premières industrialisations déjà réalisées vers la mise en place (capitaliste ou étatiste) de la deuxième industrie ; et enfin de l'industrie moderne vers le capitalisme technologique. Ainsi s'accroît encore la disparité du monde : ce qui fournit aux très grandes firmes mondiales un damier toujours plus diversifié permettant un jeu toujours plus fin et plus mobile.

Le capitalisme technologique

[Retour à la table des matières](#)

Au cœur du capitalisme technologique, il y a une nouvelle marchandise. Ni simple produit matériel (comme un marteau, une machine à écrire, une voiture ou un ordinateur personnel) que l'on peut utiliser en toute autonomie dès lors qu'on en a la jouissance, ni simple service (comme celui que l'on peut acheter à un laveur de carreaux, un réparateur ou un notaire), cette nouvelle marchandise est une marchandise complexe : produit(s) matériel(s) et service(s), liés par une

¹ Voir RICHTA 1968, 1974.

² Voir KARPIK 1972.

³ Cf. supra, chapitre 3, p. 86, note 42.

⁴ Tout en sachant qu'utiliser une pierre cassée est déjà une technologie. Mais de même que le mot industrie avait au XVIII^e siècle le sens très large d'activité (industrie agricole, industrie marchande, etc.) et a pris au XIX^e son sens moderne, de même, le mot technologie, tout en gardant son sens le plus large, a déjà commencé à prendre un nouveau sens se référant aux technologies les plus récentes : les « hautes technologies », qui ont un contenu fondé dans les savoirs scientifiques nouveaux.

combinaison de technologies que maîtrisent et renouvellent sans cesse un petit nombre d'entreprises (très grandes ou très pointues). Il peut s'agir d'un ensemble de marchandises (matériels, logiciels, abonnements à des réseaux, contrats connexes divers, etc.) que l'on peut se procurer séparément mais dont aucune ne vaut sans les autres ou qui ne peuvent fonctionner qu'insérées dans un grand système technique qui leur impose sa structure, sa logique et ses normes.

Les « macrosystèmes techniques » de l'ère industrielle (électricité, chemins de fer, télécommunications, transports aériens) ¹ avaient ouvert la voie. Les nouveaux « macrosystèmes techniques » reposeront plus largement sur la technoscience et seront donc entièrement dépendants des groupes et grandes firmes qui en ont la maîtrise. Par exemple, en matière de santé sont diffusés des matériels intégrant la numérisation de l'information et qui peuvent être rattachés à des réseaux offrant de nouveaux services : télémaintenance (des appareils et des logiciels), télédiagnostic (du patient) et bientôt téléintervention d'équipes spécialisées (sur le patient).

Ce capitalisme est porté par les nouvelles vagues technologiques qu'il contribue à susciter et à entretenir : informatique (avec la gestion des systèmes complexes), télétransmission (avec les nouvelles perspectives de la numérisation), biotechnologies (avec les cartographies et thérapies génétiques) — technologies qui, pour de nombreuses applications, peuvent ou doivent se combiner.

Dès lors, être à la pointe de ce capitalisme généralisé implique d'être maître des nouvelles avancées technologiques ou de leurs combinaisons. Ainsi existent deux espaces stratégiques qui se recoupent de multiples manières : l'espace des technologies mères (informatique, télécommunications, biotechnologies et notamment génie génétique, sciences de la matière, etc.) et l'espace de leurs combinaisons, conçues pour des marchés porteurs de demandes solvables exprimées ou potentielles (spatial, information et multimédia mondialisé, santé, anti-pollution, etc.).

Dans l'un et l'autre de ces espaces, seules de très grandes firmes (liées de diverses manières à de puissants États) sont en mesure de mobiliser, maîtriser et orienter la technoscience pour la conception, la réalisation, la mise en œuvre des systèmes techniques et des diverses marchandises qui leur sont liées. Car ce nouveau processus productif et la nouvelle compétition technologique dans laquelle il s'insère impliquent des investissements sans cesse plus lourds, pour la recherche, les équipements, la formation des hommes.

¹ Voir GRAS 1993.

Dans chaque secteur stratégique domine un petit nombre de firmes : pour le matériel médical seulement sept firmes, et pour les gros ordinateurs dix firmes assurent neuf dixièmes de la production mondiale ; pour la commutation publique, quatre firmes couvrent sept dixièmes du marché mondial ; pour les services informatiques, huit firmes représentent 54 % du marché mondial ¹.

Ces firmes ne pèsent pas seulement sur les productions et les marchés : elles orientent les recherches, conçoivent les produits, structurent les systèmes, suscitent les demandes, et finalement prédéterminent les modes de vie et les formes des sociétés à venir. Elles le font, guidées par la seule cible de besoins solvables, existants ou anticipés. Cette nouvelle alliance du capitalisme et de la science risque donc d'accentuer encore la projection dans l'à-venir et d'aggraver la fracture de l'Humanité entre détenteurs et non-détenteurs de pouvoirs d'achats.

Un capitalisme sans limites ?

[Retour à la table des matières](#)

Bien sûr, le capitalisme industriel ne disparaîtra pas comme toujours dans la grande évolution par stratifications successives des sociétés humaines, les anciennes strates (des capitalismes manufacturier et industriel) vont simplement s'amenuiser, tandis que va se renforcer la nouvelle strate (du capitalisme technologique).

Parallèlement se produit un nouvel élargissement du capitalisme, peut-être l'émergence d'un « capitalisme généralisé ». Déjà est en place le terreau, la « généralisation de la marchandise » : la marchandisation de l'homme (santé, commerce du sang, des organes, de la procréation, avec, pour demain, le marché de la gestion génétique de toute l'existence d'un individu) ; la marchandisation des fonctions sociales (éducation, loisirs, information, connaissance et gestion de l'opinion, avec les marchés de la gestion de la décision politique, des tensions et des conflits) ; la marchandisation des activités humaines supérieures (recherche scientifique, élaboration des savoirs, des œuvres intellectuelles et artistiques, avec déjà l'exploitation marchande des sentiments humanistes et humanitaires, des principes et des valeurs) ; la marchandisation des relations à la nature (antipollution, production et urbanisation non polluantes, avec les marchés de l'eau, de l'air, du vivant et de la gestion de la nature et de la planète)...

Dans certains de ces domaines, où la reproduction ne se heurte pas aux contraintes du monde matériel (l'informationnel, le culturel, le traitement et la transmission de l'information et de l'image), l'abondance était à la portée d'une

¹ CHESNAIS 1994, p. 73, 74, 149, 169.

Humanité qui aurait hiérarchisé ses fins et maîtrisé ses besoins. Dans d'autres, c'était un nouveau souffle de la démocratie et un nouveau type de services publics qui auraient été souhaitables. Dans d'autres encore, la mise en œuvre du principe de précaution et une attitude de responsabilité et de respect de la Terre auraient permis d'éviter dégradations et pénuries.

Mais les firmes ont su créer de nouvelles raretés, exacerber et multiplier les besoins, susciter des demandes solvables, imposer des monopoles. Et nous voici pris, à nouveau, dans presque tous les moments de notre vie dans la dépendance de nouveaux matériels, de nouveaux logiciels, de nouveaux besoins d'information, de nouvelles attentes, de nouveaux espoirs, qui nous enserment dans des rets innombrables : nouvelles dépendances, nouvelles aliénations... Ce « nous », on l'a vu, concerne une part limitée de la population mondiale : s'il y a 1,3 milliard de téléviseurs et 680 millions d'abonnés au téléphone dans le monde, seulement 200 millions de téléviseurs sont câblés (et 60 millions branchés sur un bouquet numérique) et il y a 200 millions d'ordinateurs, dont 30 millions connectés à Internet ¹.

Il y a plus : la plupart de ces nouvelles activités recèlent des risques encore inconnus. La course à l'innovation et à l'avance technologiques conduit la plupart des firmes à ne pas respecter les principes de prudence et de précaution. Ainsi, quand des risques, s'étant concrétisés, finiront par être reconnus par le pouvoir techno-industriel, des firmes, peut-être celles-là qui en auront été cause, proposeront d'en chercher et d'en vendre les remèdes. Et s'il le faut, de nouveaux remèdes pour les maux qu'auront causés les précédents.

Plus largement, les risques, les périls, les dangers de la modernité sont devenus porteurs de fructueux marchés. Et, quand un nouveau péril est mis en avant par un laboratoire ou une firme, il est de plus en plus difficile de savoir si c'est pour tirer profit d'inquiétudes peu fondées ou pour combattre un fléau qui réellement menace.

Là où il aurait pu s'enliser, le capitalisme a trouvé un nouveau souffle. C'est l'ensemble des domaines des reproductions des individus et des sociétés, du vivant et de la Terre, ce sont les champs infinis de la connaissance, du beau, du spirituel, de l'idéal, de l'angoisse, de la solitude, de la vie et de la mort, qu'est en train d'investir le capitalisme technologique. Et c'est d'une manière encore plus brutale qu'avant que se concrétise la double tendance du capitalisme à se projeter dans le futur, fût-ce au détriment du présent ², et à négliger les besoins non solvables ³.

¹ Ignacio RAMONET, « Apocalypse médias », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

² RACHLINE 1993.

³ Une seule illustration : 92 % des personnes infectées par le virus du sida sont dans les pays dits « en développement » ; 90 % des moyens de lutte sont mis en œuvre dans les pays industrialisés (*Libération*, 8 juillet 1996). Dit autrement : que peut signifier le

L'incessante prolifération des besoins

La pauvreté dans l'opulence

[Retour à la table des matières](#)

Né en, 1873, Charles Péguy écrivait des temps de son enfance : « Dans ce temps-là, on ne gagnait, pour ainsi dire, rien. Les salaires étaient d'une bassesse dont on n'a pas idée. Et pourtant tout le monde bouffait. Il y avait dans les plus humbles maisons une sorte d'aisance dont on a perdu le souvenir [...]. Il n'y avait pas cette espèce d'affreuse strangulation économique qui à présent d'année en année nous donne un tour de plus. On ne gagnait rien ; on ne dépensait rien ; et tout le monde vivait. Il n'y avait pas cet étranglement économique d'aujourd'hui, cette strangulation scientifique, froide, rectangulaire, régulière, propre, nette, sans une bavure, implacable [...], où il n'y a rien à dire, et où celui qui est étranglé a si évidemment tort ¹. »

Après la Première Guerre mondiale, il y a eu la Grande Crise, au cours de laquelle la « strangulation économique » a joué à large échelle. Il y a eu la Seconde Guerre mondiale et l'après-guerre et les privations qui les accompagnèrent.

Crise et guerre ont-elles été des écoles de frugalité ? En France, dans les années quarante, presque tout le monde se privait. Très peu d'argent circulait, mais on ne jetait rien ; enfant ou adulte, on avait peu, mais on en prenait soin. Les besoins se réduisaient à l'essentiel : manger, s'abriter, se vêtir. Et chaque fois que possible, on cherchait à y répondre sans dépenser. Chaque dépense était comptée, jaugée, décidée au plus juste. Presque tout le monde vivait ainsi, chacun, sans doute étant soutenu par le souvenir d'un parent mort, la pensée d'un proche prisonnier ou simplement une muette réaction à la présence des troupes d'occupation — et, les années suivantes, par la mémoire vive des années noires.

Un demi-siècle plus tard, la France s'est considérablement enrichie : le produit par tête a plus que triplé de 1950 à 1992 ² ; le confort matériel, les moyens de transport et de communication ont connu plusieurs vagues de novations et se sont largement diffusés dans la population ; l'argent paraît

développement de thérapies qui coûtent des milliers ou des dizaines de milliers de dollars, pour des pays où les dépenses publiques annuelles de santé par tête sont d'un ou de quelques dollars ?

¹ PÉGUY 1913, 1948, p. 12.

² D'après MADDISON 1995, p. 20

abonder. Et pourtant, un quart à un tiers de la population connaît la pauvreté ou la gêne, n'a pas accès au confort standard et doit rogner jusque sur les dépenses d'alimentation et de santé ; un tiers à une moitié a accédé au niveau de vie qui constitue le standard généralement admis dans la période, mais demeure à la merci d'un accident économique et s'interdit nombre d'achats ou de dépenses de loisirs et de consommation qui lui sont proposés. Non seulement la « strangulation économique » met en profonde difficulté une forte minorité de la population, mais encore la menace qu'elle représente inquiète, parfois jusqu'à l'angoisse, de très nombreuses familles.

Dans l'ensemble, on vit plus confortablement. Qui peut dire si l'on vit mieux ? Le stress quotidien, l'inquiétude du lendemain, l'incertitude pour l'avenir pèsent, dans certaines couches, encore plus lourdement que les manques. Et il y a ces pauvretés qui coexistent, nouvelles ou anciennes, dans un pays plus riche que jamais.

Il en est de même dans tout l'Occident riche : de 1500 à 2000, la production par habitant aura été multipliée par plus de cinquante (par 3,5 de 1500 à 1820 et par plus de 14 de 1820 à 1992¹). Ces chiffres sont lus ou entendus, aujourd'hui, comme n'ayant rien d'exceptionnel : des statistiques parmi d'autres. Alors qu'ils sont, dans la longue chaîne de millénaires de l'histoire humaine, proprement exceptionnels. Aurait-on annoncé à un économiste libéral ou à un réformateur social, au tournant des XVIII^e, et XIX^e siècles, que la production par tête allait être multipliée par plus de dix en moins de deux siècles, on se serait heurté à un mur d'incrédulité. Aurait-on insisté, certains se seraient laissés aller à rêver : qui à des sociétés d'opulence, qui à l'accession à une nouvelle plénitude humaine, qui à un état stationnaire² de bien-être généralisé.

Avec de telles richesses, il ne pouvait plus y avoir place pour la pauvreté. Or nous avons aujourd'hui l'opulence et la pauvreté : de multiples pauvretés dans nos sociétés d'opulence. Cela tient en partie au fait que nos sociétés sont demeurées inégalitaires mais en partie aussi à la diversification et la multiplication des besoins. Car les besoins subis ou ressentis par chacun ont très probablement crû aussi vite, peut-être même plus vite, que la production par tête.

¹ D'après MADDISON 1995, p. 20, et BANQUE MONDIALE 1996.

² Si David Ricardo évoquait la perspective d'un état stationnaire, qu'il voyait découler d'un ralentissement du progrès économique, c'était pour s'en inquiéter (RICARDO, 1817, 1992, p. 128).

Nature et sources des besoins

[Retour à la table des matières](#)

Curieusement, la question des besoins, cruciale dans nos sociétés, a largement été éludée par les économistes. Elle aurait pourtant dû être approfondie par les tenants de la science économique réductionniste, actuellement prédominante : les choix du consommateur constituant un pilier important de cette approche et l'indépendance des choix étant un de ses postulats majeurs, ses théoriciens auraient dû s'intéresser aux besoins et examiner si le producteur peut, ou non, influencer leur formation. Mais ils évitent ces points. Même Raymond Barre, qui pourtant ne s'enferme pas dans l'économie réductionniste, posait au début de son manuel d'économie : « La notion économique de besoin est éminemment subjective : c'est l'individu et lui seul qui décide s'il y a besoin et dans quelle mesure ¹. »

Certes, quelques-uns, de l'économiste Carl Menger ², fondateur du marginalisme autrichien, au philosophe radical germano-américain Herbert Marcuse ³, ont essayé de distinguer vrais et faux besoins. Mais cette piste débouche sur des impasses. L'anthropologue britannique d'origine polonaise Bronislaw Malinowski ouvre une piste plus fructueuse en distinguant « trois ordres de besoins — biologiques, dérivés et intégrants ⁴ » ; hélas, cette typologie paraît trop succincte pour rendre compte des besoins dans les sociétés capitalistes modernes. Pour l'essentiel, c'est à Lao-Tseu, Platon, Marx et Veblen qu'il faut revenir.

Comme on l'a vu ⁵ Platon avait esquissé la distinction entre les désirs nécessaires et les désirs superflus, parmi lesquels il qualifiait certains de légitimes, d'autres de déréglés et illégitimes ⁶. Cela ouvre deux pistes :

— l'une, sur le caractère extensible des besoins humains ; « L'homme se distingue de tous les autres animaux par le caractère extensible et illimité de ses besoins ⁷ », a écrit Marx en travaillant au *Capital* ;

— l'autre, sur une classification des besoins entre ceux qui sont vitaux (fondamentaux, nécessaires, essentiels) et ceux qui sont superflus (inessentiels, illégitimes) ; mais autant il est aisé de donner des exemples des uns et des

¹ BARRE 1957, vol. 1, p. 7.

² MENGER 1871, 1923.

³ MARCUSE 1964, 1968, p. 30.

⁴ MALINOWSKI 1944, 1970, p. 147.

⁵ Voir *supra*, chap. 3, « Besoins essentiels et inessentiels ».

⁶ PLATON 1988, p. 318-319 et 333 *sq.*

⁷ MARX 1963 et 1968, vol. 2, p. 1676.

autres, autant il est difficile de faire entrer tous les besoins dans l'une de ces deux catégories.

C'est que, comme l'avait souligné Marx, « nos besoins et nos jouissances ont leur source dans la société ; la mesure s'en trouve donc dans la société, et non dans les objets de leur satisfaction. Étant d'origine sociale, nos besoins sont relatifs par nature ¹ ». De ce fait, les besoins de chacun « sont déterminés par sa situation sociale, laquelle dépend elle-même de l'organisation sociale tout entière ² ». Troisième piste.

Cependant, malgré l'énormité du travail et de l'effort d'analyse de Marx, il faut bien reconnaître avec Marshall Sahlins qu'autant il a bien mis en lumière la relativité des besoins de société à société ³, autant il a laissé ouverte la question du *système des besoins* propre à chaque Société ⁴ de sa formation et de son évolution. Dans cette perspective, Thorstein Veblen, économiste institutionnaliste américain d'origine norvégienne, ouvre et explore une quatrième piste : dans la construction du système des besoins de chaque société, une classe, la « classe de loisir », joue un rôle éminent. En effet, on tend à rapporter « les diverses normes de consommation aux habitudes de comportement et de pensée en honneur dans la classe la plus haut placée tant par le rang que par l'argent — celle qui possède et richesse et loisir. C'est à cette classe qu'il revient de déterminer, d'une façon générale, quel mode de vie la société doit tenir pour recevable ou générateur de considération ⁵ ». Dès lors, pour une large part de la société, « le confort matériel une fois assuré », ce qui va orienter les choix, c'est « le désir de vivre conformément à une norme conventionnelle, prescrivant ce qui décentement se consomme en qualité et en quantité ⁶ ».

Ces analyses de Veblen constituent un apport marquant à la compréhension des besoins dans nos sociétés, même s'il faut l'amender quelque peu pour la période actuelle. D'une part, la norme de consommation ne se diffuse pas seulement dans le cadre d'une société, d'un pays, mais aussi, à partir de certains pays, à l'échelle mondiale. D'autre part, dans les sociétés plus diversifiées qui sont les nôtres, il y a d'autres couches sociales qui, avec la classe la plus haut placée par le rang et l'argent, sont à l'origine de la diffusion de la norme : le groupe des stars médiatiques des mondes de la culture, du spectacle et du sport et, pour certains besoins (on pense à l'ordinateur individuel, à Internet) une partie de l'intelligentsia universitaire et scientifique.

¹ *Ibid.*, vol. 1, p. 217.

² *Ibid.*, vol. 1, p. 18.

³ SAHLINS 1976, 1980, p. 170.

⁴ *Ibid.*, p. 214.

⁵ VEBLEN 1899, 1970, p. 69.

⁶ *Ibid.*, p. 68.

En outre, d'autres causes contribuent au foisonnement des besoins.

D'abord, et c'est une cinquième ligne de réflexion, la transformation même de la société est source de besoins nouveaux. La transformation des structures matérielles des sociétés (par exemple la constitution d'agglomérations de très grandes dimensions), comme la dégradation de ressources essentielles ou d'aménités, les pollutions et la naissance de nouveaux périls suscitent de nouveaux besoins, qui s'imposent à nous avec autant de force que les besoins biologiques vitaux.

Ensuite, et c'est la sixième ligne de réflexion, le capitalisme, avec ses dynamiques liées d'innovation et d'élargissement des aires de la marchandise, avec le crédit, la publicité et les stratégies modernes de communication, contribue aussi à la prolifération des besoins. Mais, plutôt que de création *ex nihilo*, il s'est surtout agi, jusqu'ici, d'exploiter au mieux les différents gisements de besoins résultant des sources évoquées plus haut, en incitant les consommateurs à décider l'achat de telle ou telle marchandise. Les choses sont probablement en train de changer avec l'émergence du capitalisme technologique où la conception d'une nouvelle marchandise va souvent être indissociable de l'« invention » de besoins nouveaux.

Enfin, septième et dernière ligne de réflexion, on ne peut s'en tenir aux seuls consommateurs individuels. Une large part des besoins sont couverts par des dépenses collectives, semi-publiques ou publiques. Or, dès lors qu'associations, fondations, sociétés d'économie mixte, collectivités locales, administrations étatiques, organismes internationaux peuvent contribuer à répondre à des besoins, ils peuvent tout aussi bien contribuer à en faire émerger, voire à en susciter. Et il est probablement bien des organismes dont l'existence tient à ce que continue d'être reconnu le besoin auquel ils sont en charge de pourvoir.

Cette pluralité des sources et des processus de création des besoins devrait aider à comprendre leur foisonnement.

Typologie des besoins

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, les besoins, trop souvent présentés ou tenus comme une réalité qui ne mérite guère qu'on s'y attarde, sont diversifiés, hétérogènes, relatifs et, à l'image de nos sociétés dont ils sont partie intégrante, en incessante évolution, diversification et expansion.

En outre, ils s'inscrivent dans trois dimensions une dimension de nécessité, d'exigence voire de contrainte (biologique, matérielle ou sociétale), une

dimension marquée par la détermination sociale (donc par la place, la fonction, le rôle dans la société) et une dimension individuelle ou familiale (liée à la dynamique propre de chaque famille et de chaque personne). Ces trois dimensions sont à un degré ou à un autre présentes dans tout besoin, quelle que soit la nature de sa (ou ses) source(s).

On peut avancer encore dans l'analyse de ce champ foisonnant, en y portant deux regards distincts : le regard humaniste et le regard économiste réducteur. Dans l'approche humaniste s'impose comme une évidence l'existence de deux pôles qui structurent le monde complexe des besoins : le pôle des besoins vitaux ou essentiels et celui des besoins superflus ou inessentiels. Dans l'approche économique réductrice, seules importent les demandes solvables (c'est-à-dire susceptibles de se traduire par des dépenses monétaires) qui n'expriment que les seuls besoins solvables.

Ainsi doivent être croisées deux typologies : la distinction entre besoins solvables et besoins non solvables ; et la distinction des besoins vitaux et des besoins superflus, avec entre les deux un fouillis d'autres besoins.

Les besoins solvables sont ceux pour la satisfaction desquels peut être engagée une dépense monétaire. Les besoins non solvables sont ceux pour lesquels le manque de ressources ne permet pas d'engager cette dépense : en leur sein, on doit encore distinguer ceux qui peuvent être satisfaits sans dépense monétaire (accès à des biens gratuits, autoproduction) et ceux qui restent insatisfaits.

TABLEAU 6. 1. — GRILLE DE LECTURE DES BESOINS

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)

	Besoins solvables	Besoins non solvables	
		Satisfaits hors dépense monétaire	Non satisfaits
Pôle des besoins vitaux	11	21	31
Fouillis des autres besoins	12	22	32
Pôle des besoins inessentiels	13	23	33

Pour l'économiste réducteur, comme pour l'entrepreneur, le marché et le capitalisme, seuls comptent les besoins solvables (11 + 12 + 13) ; les besoins

non solvables ne valent que comme gisement potentiel de besoins solvables (pour les cas où une réaffectation des ressources ou une injection de pouvoir d'achat engendrerait de nouvelles demandes monétaires).

Pour l'humaniste, méritent d'être pris en compte avant tout les besoins vitaux (11 + 21 + 31). Et il paraît non éthique que les besoins de la case 13 (inessentiels mais solvables) soient satisfaits et même cultivés, entretenus, alors que des besoins de la case 31 (vitaux mais non solvables) demeurent non satisfaits ; or, dans la mesure où la case 21 tend à se rétrécir dans un monde où se généralisent les relations marchandes, la case 31 tend à grandir.

Ce tableau permet déjà d'éclaircir un malentendu : du fait qu'il constitue une puissante machinerie sociale à produire des richesses, certains pensent ou disent que le capitalisme constitue le meilleur moyen de satisfaire les besoins. Mais ce n'est pas si simple : par essence, il ne répond qu'aux besoins solvables ; donc, dans une société très inégalitaire, il privilégiera les besoins solvables de la petite minorité riche. Le champ des besoins non solvables lui est extérieur.

Par ailleurs, la distinction entre besoins solvables et besoins non solvables ne prend son plein sens que par rapport à une économie où prédominent les rapports monétaires et marchands. Dans les sociétés où ne régnait pas ce type d'économie, une part des besoins qui, dans ce tableau, entrent dans la colonne « non solvables » (colonne 21-22-23) étaient satisfaits soit par l'accès direct aux biens (chasse, cueillette, eau du puits ou de la fontaine), soit par une production non marchande (familiale, communautaire, collective). Et une des causes de pauvreté dans le monde aujourd'hui est que sont détruites des formes sociales assurant ces types de satisfaction des besoins sans que soient créées des ressources monétaires équivalentes ; d'où un élargissement des besoins essentiels auxquels il n'est possible de répondre d'aucune manière (case 31).

Enfin, dans les sociétés marchandisées et monétarisée, inégalitaires, les besoins vitaux sont multipliés et se diversifient au cours de l'évolution de la société. Ainsi, même avec une progression des « pouvoirs d'achat » de couches ou groupes pauvres, il peut y avoir, pour eux, élargissement de l'aire des besoins vitaux non solvables : donc une certaine forme d'appauvrissement relatif.

En fait, dans nos sociétés développées et plus largement dans le monde, coexistent deux dynamiques des besoins :

- 1) la dynamique des besoins solvables, qui concerne au premier chef les couches ayant prééminence par l'influence et par le rang, les classes et couches détentrices de pouvoir d'achat, les administrations et institutions disposant

d'importantes ressources ; elle est essentielle, en ce sens qu'elle est à la charnière de la société et de la machinerie économique ;

2) la dynamique des besoins vitaux, qui dépend, avec une certaine inertie, de toute l'histoire de la société et des sociétés plus riches ; elle est essentielle pour les couches ou classes modestes ou pauvres : car c'est d'elle que dépend leur vie quotidienne, leur degré d'aisance ou leurs difficultés de subsistance et le fait d'être prises (ou non) dans les engrenages de la gêne, du dénuement et de l'exclusion.

Ainsi s'explique mieux pourquoi, dans une société dominée par le capitalisme, la pauvreté accompagne l'opulence et pourquoi la croissance, par elle seule, ne suffira jamais à faire reculer la pauvreté.

Pour autant, rien n'est définitivement scellé. Avec des économies capitalistes, le compromis social-démocrate avait contribué à faire se recouvrir au mieux ces deux dynamiques, en solvabilisant autant que possible l'ensemble des besoins vitaux ; solvabilisés, ces besoins étaient désormais pris en considération par les entreprises. Au contraire, le regain libéral en cours et le creusement des inégalités accentuent les discordances entre ces deux dynamiques : d'où l'aggravation de la pauvreté et de l'exclusion dans des sociétés qui s'enrichissent.

Croissances des besoins

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons à diverses reprises, dans cet ouvrage, parlé de la création, de la multiplication ou de la prolifération des besoins. Comme ces idées sont loin d'être admises dans l'univers des économistes, donnons-en une présentation plus complète.

Les causes de la croissance des besoins sont multiples. Certaines tiennent tout simplement à la croissance des populations. D'autres tiennent aux transformations du mode de vie, aux fantaisies, désirs et fantasmes des couches prééminentes, puis aux nouvelles normes qui se diffusent, d'une part, dans chaque société, de la classe prééminente vers les autres et d'autre part, à travers le monde, de la société prédominante vers les autres.

L'évolution des modes d'organisation et de fonctionnement des sociétés contribue aussi à susciter ou accroître des besoins. Ainsi de la structuration matérielle de la société : tant que, dans les agglomérations, les distances se comptaient en un petit nombre de kilomètres, on pouvait s'y déplacer à pied ; mais dès lors qu'elles se comptent en dizaines de kilomètres, les transports motorisés deviennent des besoins fondamentaux, tant pour le travail que pour

toutes les activités sociales. De même, tant que les maisons étaient construites selon des conceptions adaptées au climat et en matériaux adéquats, elles permettaient, pour l'essentiel, d'y vivre toute l'année ; mais dès lors que l'on met en place des immeubles de très grande hauteur avec larges surfaces vitrées, sont créés des besoins particuliers de chauffage, climatisation et approvisionnement en air respirable.

Changement de la configuration spatiale, évolution des normes et complexification de la vie sociale contribuent de manières liées à créer de nouveaux besoins : c'est ainsi que les chômeurs, dans les années quatre-vingt-dix, ont besoin pour retrouver du travail d'utiliser téléphone, micro-ordinateur et imprimante, fax (ou courrier électronique), voiture, tous biens dont beaucoup sont privés au bout d'une certaine durée de chômage.

En outre, les destructions causées et les périls suscités *le basculement du monde* par les croissances et les inégalités de nos sociétés engendrent aussi des besoins : l'insécurité crée le besoin de sécurité (qui peut donner lieu à des actions publiques ou à des dépenses privées) ; la pollution des nappes phréatiques et des cours d'eau suscite le besoin incontournable de traiter les eaux ; la pollution par le bruit oblige à construire des murs antibruit ou à insonoriser plus encore les immeubles,

Plus largement, l'ensemble des activités nucléaires, passées ou en cours, va imposer à des dizaines ou des centaines de générations l'astreignante nécessité d'entretenir les installations en place et les systèmes d'armes et de gérer les zones contaminées et les stocks de déchets. De même les pollutions chimiques des sols et des océans, les risques liés à la réactivation encore mal expliquée des virus et prions, la menace de probables « accidents » découlant de manipulations génétiques conduites sans la prudence et la patience nécessaires vont créer de nouveaux « besoins » auxquels individus et sociétés seront bien obligés de faire face. Les croissances conduites sans esprit de responsabilité créent donc des « anti-richesses » : des charges qui vont peser sur les prochaines décennies et les prochaines générations.

Mais les entreprises aussi concourent, par les publicités, mais surtout par leurs stratégies de création et de diffusion des marchandises, à créer, entretenir, aviver les besoins. Cela ne signifie pas que des entreprises peuvent créer des besoins *ex nihilo* : pour l'essentiel, elles travaillent sur l'ensemble des besoins qui se forment par les différents canaux évoqués plus haut et elles visent surtout à susciter chez le détenteur de pouvoir d'achat, la décision de consacrer des ressources pour répondre à tel besoin pour lequel elles proposent des marchandises. Ainsi, sauf « niches » très particulières, le capitalisme industriel a moins mis au cœur de sa stratégie la création de besoins nouveaux que

l'accompagnement de la formation et du développement des besoins solvables ¹.

Mais il peut en aller différemment avec le capitalisme technologique : en effet, dès lors qu'entreprises et équipes scientifiques travaillent ensemble pour innover et créer une situation monopoliste, la nouvelle marchandise technique peut aussi bien constituer une nouvelle réponse à un besoin préexistant et ressenti comme tel, qu'être la réponse à un besoin aujourd'hui non ressenti parce que encore inconcevable. Dès lors, les projets de recherche sur de nouvelles marchandises technoscientifiques seront indissociablement des projets visant aussi à imaginer, concevoir, inventer de nouveaux besoins. Encore faudra-t-il que ceux-ci soient solvables : il s'agira donc principalement de concevoir de nouveaux besoins susceptibles d'être ressentis et pris en charge par des couches et groupes détenteurs de pouvoir d'achat. C'est ensuite dans un processus unique que seront conçus et définis le besoin, la marchandise destinée à y répondre et les marchés correspondants.

Au total, si l'on admet que, parallèlement aux processus de croissance des populations, des productions et des richesses, il y a aussi croissance et diversification des besoins, on comprend mieux que, dans un monde inégal, des croissances réalisées peuvent très bien à la fois permettre d'accroître les pouvoirs d'achat et entraîner un plus large accès au confort matériel, sans pour autant faire reculer significativement la pauvreté et même parfois en accentuant l'insatisfaction et la pauvreté.

Comme l'aurait peut-être dit Monsieur de La Palice, s'il s'agit de faire reculer la pauvreté et l'insatisfaction, que ce soit dans la croissance ou avec un « atterrissage en douceur » sur un éventuel état stationnaire, la question de l'inégalité demeure décisive.

¹ Mais on retrouve là une contradiction qu'avait mise en lumière Marx. Chaque entreprise cherche à réduire ses frais salariaux, donc le pouvoir d'achat distribué. Alors que l'intérêt de l'ensemble des entreprises est qu'un large pouvoir d'achat soit distribué, ce qui permet de susciter une demande soutenue, portée par des besoins devenus solvables. C'est ainsi qu'au lendemain des deux guerres (qui sont de puissantes opportunités, pour les grandes firmes, d'être assurées de demandes massives et durables et dont les reconversions qui les suivent sont difficiles pour le capitalisme) la mise en place du compromis fordiste aux États-Unis puis des compromis sociaux-démocrates en Europe a ouvert un immense « gisement » de besoins solvables pour les industries du bâtiment et des biens de consommation dans ces deux régions du monde. Monde du travail et patronat y ont chacun trouvé leur compte.

L'inaccessible fin du travail

De l'utopie à la réalité : la réduction de la durée du travail

[Retour à la table des matières](#)

En 1833, Grignon, ouvrier tailleur, membre de la Société des droits de l'homme, élabore un projet d'association où il est proclamé : « Il faut que nous puissions arriver progressivement à ne plus travailler que pendant dix heures au plus [...]. Bien des gens se récrieront [...] [et] trouveront notre demande exorbitante ¹. » Cette demande se nourrit à deux sources : d'abord la réaction à des durées de travail quotidiennes insupportables, pouvant atteindre quatorze ou seize heures ; ensuite la tradition utopique, pour laquelle le travail nécessaire ne devait occuper qu'une place mineure dans une société humaine.

Dans l'*Utopie* (1516) du très catholique Thomas More, qui fut chancelier d'Angleterre, six heures par jour d'un travail soigné suffisent. Dans la *Cité du soleil*, texte de 1602 du moine dominicain Campanella, hommes et femmes travaillent quatre heures. Quant à Fourier, contempteur de la « fausse industrie, morcelée, répugnante et mensongère », au début du XIX^e siècle, il prône l'association et préconise huit séances, courtes et diversifiées, de travail par jour.

Cette tradition se prolonge avec Paul Lafargue, gendre de Marx, qui, dans la conclusion du *Droit à la paresse* (1880), exhorte la classe ouvrière à se lever « dans sa force terrible », « non pour réclamer le *Droit au travail* qui n'est que le droit à la misère, mais pour forger une loi d'airain, défendant à tout homme de travailler plus de trois heures par jour » ; et il enchaîne : « La Terre, la vieille Terre, frémissant d'allégresse, sentirait bondir en elle un nouvel univers... Mais comment demander à un prolétariat corrompu par la morale capitaliste une résolution virile ² ? »

D'une certaine manière, le plus important économiste de notre siècle, John Maynard Keynes, le rejoint : estimant, au début des années trente, qu'« à supposer l'absence de grandes guerres et d'importants progrès démographiques, le *problème économique* peut être résolu ou que sa solution peut au moins être en vue d'ici à cent ans ³ ») il prévoit, pour satisfaire le « besoin de travail » qui est en nous, « trois heures de travail chaque jour par roulement ou une semaine de quinze heures » (p. 137) ; ainsi, n'ayant plus à faire face au problème de la

¹ Cité in BEAUD 1982, 1985, p. 43.

² LAFARGUE 1880, 1969, p. 149 ; les italiques et les points de suspension sont de Lafargue.

³ KEYNES 1931, 1978, p. 134 ; les italiques sont de Keynes.

subsistance, « pour la première fois depuis sa création, l'homme fera-t-il face à son problème véritable et permanent : comment employer la liberté arrachée aux contraintes économiques ? » (p. 136).

Dans les années soixante-dix, des syndicalistes et intellectuels français publient, sous la signature collective Adret, *Travailler deux heures par jour*. On peut y parvenir, pensent-ils, en réduisant la production, en augmentant la productivité, en transformant du travail lié en travail libre et en augmentant la population active ¹.

On pourrait multiplier les citations : toutes ces prises de position expriment la conviction que, pour faire face à l'essentiel, on pourrait travailler beaucoup moins. Mais toutes font l'impasse sur la croissance des besoins. Or, comme on l'a vu, depuis un siècle et demi, et particulièrement dans les dernières décennies, il y a eu foisonnement des besoins. Et malgré la croissance des productions, destinées à satisfaire la partie solvable de ces besoins, la durée de travail des salariés a sensiblement baissé.

En France, la durée annuelle moyenne de travail dans l'industrie, qui était de plus de 3 300 heures en 1836, tombe en dessous de 3 000 à la fin du siècle, de 2 600 en 1913 et de 1 800 en 1938 ; remontée au-dessus de 2 000 heures après la Seconde Guerre mondiale, elle est de 1 673 heures en 1989, la moitié de ce qu'elle était un siècle et demi plus tôt. Parallèlement, cette durée annuelle de travail a moins reculé dans l'agriculture : elle est passée de plus de 3 000 heures dans la première moitié du XIX^e siècle, à 2 228 en 1989 ².

Le mouvement est le même dans l'ensemble des pays capitalistes industriels.

Dans la dynamique du développement des capitalismes de ces pays, ces réductions de la durée du travail sont, pour l'essentiel, dues au mouvement ouvrier qui, à travers luttes et épreuves, a obtenu par étapes des améliorations, tant pour la longueur de la journée de travail que pour le congé hebdomadaire et les congés payés. La mécanisation, la motorisation, le progrès technique, l'automatisation en ont facilité la mise en œuvre. Mais les travailleurs en ont aussi largement supporté le prix avec toutes les méthodes permettant d'augmenter intensité de l'effort, cadences et productivité : l'organisation scientifique du travail et, pour certains emplois, la rigoureuse astreinte de la chaîne.

¹ ADRET 1977, p. 173.

² MARCHAND et THELOT 1991, p. 190.

TABLEAU 6.2. — NOMBRE D'HEURES ANNUELLES DE TRAVAIL PAR PERSONNE DISPOSANT D'UN EMPLOI

[Retour à la table des cartes, schémas et tableaux](#)

	1870	1938	1992
France	2 945	1 848	1 542
Allemagne	2 941	2 316	1 563
Royaume-Uni	2 984	2 267	1 491
États-Unis	2 964	2 062	1 589
Japon	2 945	2 391	1 876

Source : MADDISON 1995, p. 266.

Le tourment ¹ et la nécessité : travail et capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

N'oublions pas. Il y a un siècle et demi, alors que le processus était déjà bien engagé au Royaume-Uni, l'industrialisation capitaliste commence à transformer la France. L'industrie entre en compétition avec l'artisanat. Un monde ouvrier se développe à l'écart des beaux quartiers, très largement à partir du monde paysan mais en rupture avec lui : longues journées de travail, insalubrité, sous-alimentation, travail des enfants, maladies, accidents, la misère ouvrière de cette époque a maintes fois été décrite.

De l'ouvrier, un médecin de Nantes écrit : « Vivre, pour lui, c'est ne pas mourir. Au-delà du morceau de pain qui doit nourrir lui et sa famille, au-delà de la bouteille de vin qui doit lui ôter un instant la conscience de ses douleurs, il ne prétend à rien, il n'espère rien ². »

Face à une telle situation, des artisans menacés, des ouvriers instruits, typographes notamment, aspirent à un monde meilleur. Parmi eux, l'ouvrier tailleur Grignon, déjà cité, souhaite que son projet d'association, élaboré en 1833, permette d'assurer, outre la journée de dix heures, « 1) un salaire qui permette des économies pour la morte-saison et les dépenses accidentelles ; 2) le temps de repos nécessaire à la santé et à l'instruction ; 3) des rapports d'indépendance et d'égalité avec nos maîtres ³ ».

¹ Travailler vient du latin *tripaliare*, « torturer, tourmenter avec le *tripalium* » (*Dictionnaire Robert*, 1964, vol. 6, p. 825).

² A. GUÉPIN, *Nantes au XIX^e siècle*, 1825, cité par DOLLÉANS 1936, t. 1, p. 16-17.

³ Cette citation et les deux suivantes sont reprises de BEAUD 1982, 1985, p. 43 *sq.*

C'est très largement dans la solidarité quotidienne, à l'usine et dans le voisinage, dans les organismes d'entraide, fraternités et mutuelles, dans le mouvement syndical et coopératif, dans des luttes ignorées ou de grandes grèves historiques, que se crée la culture ouvrière, faite d'esprit collectif, de fierté du travail, d'attachement à l'outil de production, de conscience d'appartenir à une classe. Le travail est à la fois la condition première de la vie (le travail salarié), et la référence, la valeur commune d'une classe par beaucoup d'aspects hétérogène. Et c'est aussi en référence au travail que se mettent en place tant le réformisme social que le paternalisme et la participation.

Le travail est donc au cœur de presque tous les projets de société nouvelle. Charles Noiret, ouvrier de Nantes, écrit en 1841 : « Le travail étant l'unique source de toute production, chacun doit avoir en entier, à lui, le fruit de son labeur [...]. Cela ne peut se faire qu'en nous associant entre nous pour, nous-mêmes, recueillir les matières premières, les préparer, les travailler et les livrer à la consommation. » Proudhon, dans le *Manuel du spéculateur à la Bourse*, de 1857, oppose à la « féodalité industrielle » d'alors le projet d'une « démocratie industrielle » qu'il qualifie ainsi : « Commandite du travail par le travail, ou mutualité universelle — fin de la crise. » Et pour le Marx des *Manuscrits de 44*, dans la phase supérieure de la société communiste, « le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ». On n'est, en un sens, pas loin de Fourier qui, en établissant en 1835-1836 l'esquisse du *Phalanstère*, proclamait l'avènement de « l'Industrie [activité] naturelle, attrayante, véridique »... Ceux qui rejetaient la logique d'une économie qui tendait, pour instrumentaliser le travail, à se soumettre les travailleurs, se rejoignaient dans l'espérance d'une société construite autour du travail, par les producteurs.

Aujourd'hui, la société française a été radicalement transformée, à la fois par les multiples conquêtes du monde du travail et par le développement capitaliste de l'industrie et l'extension à de nombreux autres domaines (loisirs, culture, information, santé, recherche) de la logique du marché et du profit. Ceux qui ont entre quinze et trente ans considèrent comme allant de soi l'école publique, les soins gratuits, la protection sociale, la législation du travail, les congés, les loisirs et les retraites. Et, comme ils ont grandi avec la montée du chômage, la multiplication des emplois précaires et l'installation du chômage massif, ils acceptent sans réserve la qualification d'« âge d'or » appliquée à la période de l'après-guerre, dont on ne retient que la croissance, le plein emploi, l'amélioration du pouvoir d'achat : les « trente glorieuses » de Jean Fourastié, le « cercle vertueux fordiste » des économistes régulationnistes.

Mais n'idéalisons pas ces « trente glorieuses ». N'oublions pas qu'à la fin des années soixante 11 % seulement des ouvriers sont mensualisés : l'écrasante

majorité d'entre eux est encore payée au temps ou au rendement (avec de multiples systèmes de primes). Parmi les ouvriers des industries de transformation, trois sur dix travaillent en équipe et un sur dix à la chaîne¹. Et l'automatisation commence à entraîner la multiplication d'emplois déqualifiés tant dans l'industrie que dans diverses activités tertiaires.

« Métro-boulot— dodo » : c'est l'engluement dans une vie sans horizon qu'ont dénoncé les soixante-huitards. Ce qui s'exprimait alors, c'était le rejet d'un travail devenu pour beaucoup insupportable : cadres pris dans l'ordre implacable des entreprises géantes² ; mineur vivant comme une libération l'accident auquel il devait de ne pas redescendre au fond (« J'étais délivré. C'est comme si j'étais sorti de Buchenwald³ ») ; ouvriers de l'aluminium dénonçant, dans un tract, leur situation (« Les conditions de travail à Pechiney-Noguères ont fait, d'hommes de 35 à 40 ans, des invalides. Des travailleurs jeunes et en bonne santé sont entrés dans cette entreprise avec leurs illusions. Après quinze ans, ils se retrouvent usés, malades, diminués, handicapés, désabusés⁴ ») ; ouvrières du textile soumises aux « cadences infernales » (« J'avais peur de me réveiller, j'étais angoissée, je me disais : ça va recommencer, est-ce que je vais tenir ? Hier, je n'ai pas gagné assez : il faut que je fasse plus d'efforts⁵ »).

C'est que, fille de Fayol et de Taylor, l'organisation scientifique du travail avait atteint en France un degré élevé d'application. Et l'accentuation de la concurrence internationale, la recherche d'une productivité toujours plus élevée à la fin des années soixante et dans les années soixante-dix⁶ en avaient durci la mise en œuvre, suscitant une flambée de luttes sociales qu'étoufferont peu à peu les effets conjugués des concessions patronales, de l'automation et de la montée du chômage. Et des intellectuels radicaux reprenaient les termes de Marx pour dénoncer la « division capitaliste du travail » qui « bouleverse la base de toutes les anciennes conditions de production et de commerce [...] estropie l'ouvrier et fait de lui une espèce de monstre : [...] subdiviser un homme, [...] c'est l'assassiner... La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple⁷ ».

¹ BEAUD 1983, p. 161 *sq.*

² René-Victor PILHES, *L'Imprécauteur*, Paris, Seuil, 1974.

³ Louis LENGRAND, *Mineur du Nord*, Paris, Seuil, 1974, p. 133.

⁴ Cité par LENGRAND, *ibid.*, p. 20.

⁵ Jean-Pierre BAROU, *Gilda je t'aime, à bas le travail !*, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1975, p. 14-15.

⁶ Les progrès de la productivité apparente du travail (par actif occupé) sont tout à fait exceptionnels dans la période 1949-1973 : plus de deux fois supérieurs à ce qu'ils avaient été dans la période 1896-1930, plus de quatre fois supérieurs à ce qu'ils avaient été entre 1821 et 1896 et entre 1931 et 1949 (voir MARCHAND et THÉLOT 1991, p. 143 *sq.*).

⁷ Cité in GORZ (dir.) 1973, p. 9. Déjà Adam Smith avait indiqué cet effet de la division du travail.

Apparemment, de semblables situations ont reflué en France et en Europe. Mais ce n'est qu'en partie sous l'effet de la mise en place de modes moins oppressants d'organisation de la production ; pour le reste, leur ont trop souvent été substitués des délocalisations qui permettent, dans des pays pauvres et émergents, d'utiliser sans limites une main-d'œuvre sans parole et sans droits, ou tout simplement, en pleine opulence occidentale, le repli dans les zones obscures d'« usines de la peur », d'ateliers clandestins, du travail à domicile ou à la tâche et de toutes les formes du travail noir. Ainsi, comme la richesse, comme la pauvreté, comme l'exclusion, comme la précarité — et avec elles —, la surexploitation du travail progresse jusque dans ses formes les plus brutales et les plus dégradantes dans le monde d'aujourd'hui et, trop souvent, dans des filières productives dominées par des firmes du Nord. Et qui, des internés des prisons-usines de Chine ou d'ailleurs aux jeunes campagnardes des pays pauvres échouées dans un bidonville, des immigrés illégaux aux grands handicapés de la précarisation et de l'exclusion, pourrait prendre le risque de se plaindre ?

Contrairement à ce qu'affirme Viviane Forrester, il n'y a pas « une logique planétaire qui suppose la suppression de ce que l'on nomme le travail, c'est-à-dire des emplois ¹ ». Il y a une fois de plus dans l'histoire du capitalisme une mutation qui détruit des emplois et en crée d'autres (déindustrialisation du Nord, plus ou moins liée au rôle nouveau de la technoscience ; destructions de formes agricoles dans le Sud, plus ou moins liées aux processus de modernisation et d'industrialisation). Il y a les bouleversements entraînés par les stratégies de pouvoirs économiques d'une puissance jusqu'ici inégalée, par le jeu d'une compétition rendue sans règles par la disparité des situations et des trajectoires, par la nouvelle vague d'un capitalisme sauvage dont les dégâts sociaux et humains avaient déjà marqué l'Europe des XVIII^e et XIX^e siècles, puis l'Amérique des XIX^e et XX^e siècles, et qui s'étend aujourd'hui au monde entier.

Fin du travail : le nœud du problème

[Retour à la table des matières](#)

Face au chômage et à l'exclusion, à la mutation des activités, à la diversification des formes de mobilisation du travail, la question de la fin du travail a été à nouveau soulevée vers le milieu des années quatre-vingt-dix. Elle l'a été avec suffisamment de fracas pour qu'elle émerge quelque temps du brouhaha médiatique. Y ont contribué le titre du livre de Jeremy Rifkin, *La Fin du travail* (titre quelque peu provocant d'un ouvrage sur les mutations de l'emploi), et quelques exclamations de *L'Horreur économique* de Viviane

¹ FORRESTER 1996, p. 14.

Forrester pour qui, entre autres, le travail « n'est plus aujourd'hui qu'une entité dénuée de substance » (p. 10).

L'affirmation n'est pas mince : une page serait désormais tournée non seulement sur quelques siècles de nécessité économique mais sur des millénaires de nécessité productive. Moment crucial de l'évolution humaine, tant a été importante la place du travail dans la structuration des sociétés et la vie des individus. Freud lui-même l'avait souligné : l'individu, « dans son travail, est solidement attaché à une partie de la réalité : la communauté humaine. Le travail a d'importantes conséquences au moins autant en donnant (par lui-même et par les relations humaines qu'il implique) l'occasion d'une décharge considérable aux impulsions fondamentales de la libido [...] qu'en dispensant à l'individu ses nécessaires moyens de subsistance et en justifiant son existence dans la société ¹ ».

Le travail, « entité dénuée de substance » : le propos est insignifiant tant il est excessif. Mais dans le désarroi actuel, il risque de marquer des esprits, crédules ou malléables, de jeunes adultes confrontés à la galère de la précarité et de l'exclusion, d'étudiants, de lycéens ou de collégiens. Il faut donc en débattre.

Hannah Arendt avait déjà exprimé une semblable crainte face aux effets du progrès technologique dans une société dominée par les rapports marchands : « C'est une société de travailleurs qu'on va délivrer des chaînes du travail et cette société ne sait plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté [...]. Ce que nous avons devant nous c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire ². »

Et effectivement, il y a, aujourd'hui, le chômage, massif dans certains pays riches. Il y a, dans d'autres pays riches, les bas salaires, tellement faibles qu'au lieu d'inciter à travailler, ils en dissuadent. Il y a la précarisation et le retour de beaucoup d'employeurs aux pires pratiques du capitalisme sans règles. Mais rien de tout cela ne signifie la fin du travail. Il s'agit au contraire essentiellement des conséquences de l'affaiblissement du monde du travail face à un pôle dur du patronat qui tire tout le parti possible des mutations économiques en cours, des opportunités offertes par la mondialisation et de l'émergence des nouvelles technologies.

Mais toute mutation économique signifie, sauf pour les pays qui se résignent au déclin, non seulement destruction, mais aussi création d'emplois.

¹ FREUD 1930, 1934, p. 18-19.

² ARENDT 1958, 1961, p. 11-12.

De même, l'émergence de nouvelles technologies s'est toujours accompagnée d'une accentuation de la division du travail, qui engendre de nouvelles activités et de nouveaux emplois. Rien, là, qui permette d'entrevoir la fin du travail. À l'inverse, il y a au moins trois raisons déterminantes pour que le travail demeure, encore pendant des décennies et probablement des générations, une composante majeure de nos sociétés.

D'abord, la généralisation des rapports monétaires et marchands implique pour chacun l'obtention d'un revenu monétaire. Or aucun pays riche n'est en mesure d'assurer à l'ensemble (ou à une très large part) de sa population une rente monétaire ou un revenu garanti à la hauteur des aspirations à consommer. Le travail demeure donc la principale source de revenu. Et, si les emplois offerts dans les secteurs officiellement patentés ne suffisent pas à accueillir tous ceux qui souhaitent l'être, ce sont les secteurs « informels » qui se développent, de la zone grise de la débrouille individuelle ou familiale à la zone noire où prédominent mafias et trafics criminels.

Ensuite, comme on l'a vu, plusieurs phénomènes, liés pour partie aux transformations de modes de vie et pour partie aux dynamiques de la marchandise et du capitalisme, concourent au foisonnement des besoins : besoins solvables dès aujourd'hui, auxquels ce sont bien des emplois et des activités qui vont répondre ; et, engendrés par les précédents, besoins qui vont demeurer non satisfaits parce que non solvables, mais dont certains se traduiront un jour, sur la base de la formation de nouveaux pouvoirs d'achats, par des demandes monétaires auxquelles répondront encore travail et activités. L'immense masse actuelle de besoins non solvables non satisfaits et l'incessante croissance de toutes les catégories de besoins interdisent pour longtemps d'envisager la fin du travail.

Enfin, les pays, les continents qui sont en train d'émerger ou de réémerger dans le champ de l'économie, de s'industrialiser, de se moderniser, le font en mobilisant des travailleurs par dizaines ou centaines de millions. La plupart de ces travailleurs n'ont guère le choix, mais beaucoup acceptent de sacrifier une large part de leur vie pour atteindre — eux-mêmes ou leurs enfants — de meilleures conditions de vie.

Dans un tel contexte, il y a un sérieux risque de malentendu à parler de « fin du travail » dans des pays où les créations d'emplois sont insuffisantes, et c'est une confusion dangereuse que de considérer comme équivalent, à l'instar de Viviane Forrester, manque d'emplois, fin des emplois et fin du travail ¹.

Certes, ils ont en un sens raison ceux qui disent qu'avec les moyens technologiques dont nous disposons, nous pourrions, dans les pays riches, sans

¹ *Op. cit.*, p. 14.

travailler beaucoup, satisfaire tous les besoins essentiels. Mais, dans un monde où l'achat de marchandise est devenu la principale manière de répondre à chaque besoin et où le pouvoir d'achat monétaire est la condition non seulement du « vivre » mais encore du « subsister », la croissance multiforme des besoins renouvelle sans cesse et renforce la soumission des hommes et des sociétés à l'économie.

Alors que s'élargit l'empire de la marchandise et de l'argent, alors que rien n'est fait pour limiter la destruction des ressources essentielles et des productions non marchandes, alors que se poursuit la multiplication des périls et des besoins dans un monde de plus en plus complexe, il y a grand danger à remettre en selle l'utopie de la fin du travail. Car nos sociétés sont aujourd'hui intégrées dans la machinerie économique, hétérogène et mouvante, du capitalisme national/mondial ; c'est dans cette machinerie que se créent et se distribuent emplois et revenus, insertion ou exclusion, besoins, chômage, opulences et pauvretés. Les hommes et les sociétés conservent des marges de manœuvre et des possibilités de choix ; mais, dans les engrenages où ils sont pris, la plupart des changements qui font reculer les besoins de travail, loin d'apparaître libérateurs, accentuent l'emprise de la nécessité économique ¹.

Pour parler sérieusement de la fin du travail, il ne suffit pas de dire qu'avec les moyens techniques disponibles une manière d'abondance est à portée de main sur la base d'une très faible durée de travail. Il conviendrait aussi de dire qu'il faudra non seulement modérer nos besoins, mais tailler très vigoureusement dans leur foisonnement ; et qu'il faudra aussi engager un processus durable de réduction des inégalités sur une base qui assure la satisfaction des besoins fondamentaux : ce qui implique de se dégager de l'emprise quasi totale de la marchandise, des rapports d'argent et de la logique du profit. On mesure l'ampleur des remises en cause que de tels choix signifient.

Les classes riches et très riches bénéficient de l'abondance, une abondance fondée sur l'inégal partage des ressources, mais aussi du travail, du chômage, de l'exclusion, du bien-être et de la sécurité. Pour elles, il n'y a rien à gagner, mais beaucoup à perdre, à s'engager dans une telle voie.

Cependant, la bifurcation existe. Sur la lancée actuelle, avec les dynamiques de l'inégalité et de la création de besoins pour les détenteurs de

¹ Hannah Arendt présentait le risque d'un « retour de la nécessité à son niveau le plus élémentaire », avec ce paradoxe « que l'émancipation du travail à l'époque moderne non seulement échoue à instaurer une ère de liberté universelle, mais aboutisse au contraire à courber toute l'humanité pour la première fois sous le joug de la nécessité » (ARENDR, 1958, 1993, p. 146 et 147). Selon nous, l'émancipation du travail n'est ici qu'un révélateur ; c'est la généralisation de l'empire de la marchandise, de l'argent et du capitalisme qui est à l'origine de la nouvelle nécessité économique.

pouvoir d'achat, on va vers un monde et des sociétés profondément fracturés, avec la perspective ultime d'un nouvel apartheid. L'autre voie est celle d'un monde plus humain, non dominé par l'argent et la marchandise : le temps consacré au travail contraint et à tout ce qui l'environne pourrait encore se réduire fortement, laissant du temps pour les autres ordres d'activité. Mais, redisons-le, cela implique une très forte réduction des inégalités, l'arrêt de la prolifération des besoins, le renoncement à un certain nombre de besoins superflus, l'arrêt des gaspillages, des destructions et dégradations de ressources et de la multiplication des menaces et périls liés à la fuite en avant techno-industrielle.

Il est donc faux de penser que la voie d'une société où le temps consacré au travail aurait fortement reculé pour laisser plus de place au temps de vivre est parsemée de pétales de roses. Cette voie, si elle existe, sera difficile. À supposer qu'on sache l'ouvrir et qu'on s'y engage, elle sera ardue, ne serait-ce que parce que le monde dans lequel nous sommes est un monde dur, et qui va encore se durcir. En outre, elle impliquera plusieurs décennies de sacrifices et de désintoxication pour ceux (individus, groupes, sociétés) qui vivent pour consommer (au lieu de consommer pour vivre).

Mais elle offrirait, comme première perspective, un monde moins déchiré, moins inégal, donc moins agressif et moins violent ; et, comme perspective ultime, les chances d'accéder à un nouvel épanouissement des hommes et de l'Humanité. Dividendes certes bien lointains pour des pouvoirs myopes et timorés placés devant des décisions difficiles à prendre.

Une irresponsabilité illimitée ?

Menaces des temps présents

[Retour à la table des matières](#)

« La peur panique de midi, moment où les hommes prenaient conscience de la nature comme d'une totalité, a trouvé son équivalent dans la panique prête à surgir à tout moment aujourd'hui : les hommes attendent que ce monde sans issue soit mis à feu par une totalité qu'ils constituent eux-mêmes et sur laquelle ils ne peuvent rien ¹. » Disposant d'énormes moyens techniques et financiers, l'Humanité a surmonté bien des craintes et maîtrisé bien des menaces du passé, mais se trouve confrontée aux nouveaux périls nés de sa nouvelle puissance.

Longtemps ce fut la peur de la guerre nucléaire, aujourd'hui lovée quelque part dans les profondeurs de l'inconscience. Aujourd'hui, pour les hommes

¹ HORKHEIMER et ADORNO 1944, 1996 p. 45.

d'affaires les plus en vue, comme pour des fragments de familles réduits à dormir sous des porches, c'est l'insécurité de tous les instants. Les sociétés riches s'inquiètent de risques pour la santé, même infimes en probabilité, provenant de systèmes d'alimentation ou de soins. Des sociétés pauvres, en cours d'industrialisation et de modernisation, commencent à découvrir les menaces, pour la santé ou la vie, de pollutions ou d'accidents industriels, de malfaçons dans les constructions ou d'usage de matériaux ou de produits dangereux.

Il y a aussi les risques sociétaux, tenant aux effets des guerres et des chaos armés, aux nouveaux comportements des générations des pays riches qui ont été rejetées durablement dans le chômage et la précarité, aux nouveaux comportements des générations des pays pauvres qui ont grandi dans la misère, la lutte pour la vie et la violence ; et aussi les risques tenant aux dégénérescences de la démocratie (engagements non tenus, enrichissement personnel des élus, détournement des moyens publics, corruption)...

En outre, depuis plusieurs années, des responsables d'organismes internationaux, des experts laissent percer, en termes choisis, l'inquiétude que leur inspirent de possibles crises sur les marchés monétaires et boursiers. Le spéculateur George Soros, orfèvre en la matière, est plus explicite : « L'histoire a montré qu'il arrive bel et bien que les marchés financiers s'effondrent, entraînant dépression économique et troubles sociaux ¹ ». Et encore : « Les marchés sont fondamentalement instables, contrairement à ce que prétendent les idéologues du laisser-faire [...]. J'affirme que notre système risque de s'effondrer [...]. L'effondrement du marché global serait un désastre dont on ne saurait imaginer les conséquences ². »

Et puis, il y a les risques découlant des nouvelles technologies, du nucléaire aux manipulations génétiques. D'autant que l'on sait maintenant que ces technologies ne restent pas strictement enfermées dans des laboratoires jusqu'au jour où leur maîtrise est parfaitement assurée.

On sait aussi que la raison d'État ignore et l'éthique et le principe de précaution. Aux États-Unis, dans les années quarante et cinquante, des expériences ont été faites sur des êtres humains pour tester leurs réactions à la radioactivité ; des enfants handicapés mentaux, des vétérans de la guerre et des civils pauvres et peu instruits ont été utilisés comme cobayes : au total, au moins huit cents personnes. L'administration de la Défense et celle de l'Énergie atomique, des équipes de l'université Harvard et du MIT (Massachusetts Institute of Technology) semblent avoir initié et réalisé ces

¹ George SOROS, « L'ennemi, c'est le capitalisme », *Le Nouvel Observateur*, 30 janvier-5 février 1997, p. 79.

² SOROS 1995, 1996, p. 29, 30 et 37.

recherches, dont la plupart ont eu lieu dans le cadre de centres d'hospitalisation et de soins : en bref, l'État a permis l'utilisation d'hommes pour la recherche scientifique. De même, après la guerre et les bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki, les États-Unis ont utilisé, notamment autour de Bikini, des populations civiles du Pacifique pour évaluer les effets sur l'homme d'explosions nucléaires. L'URSS de Staline a fait de même et à une plus grande échelle.

La logique marchande aussi a ses raisons qui ignorent l'éthique. Les avancées de la recherche médicale rendent possible une très large variété de choix dans le domaine de la procréation : possibilité de maternité offerte à des femmes ménopausées, possibilité d'inventorier sur l'embryon des indications concernant des anomalies ou maladies génétiques, mais aussi d'effectuer sur lui des modifications génétiques. Déjà, des femmes ou des couples ont exprimé leurs demandes ; et déjà des médecins, des équipes, des cliniques y ont répondu et se préparent à développer leur offre. Si tout ce qui est techniquement possible est permis et si tout ce qui se traduit par une offre et une demande est légitime, se mettent en place des modes marchands de reproduction des hommes. Avec de multiples risques possibles pour les individus à naître comme pour les sociétés.

Déjà les manipulations génétiques ont commencé à être mises en œuvre à plus ou moins large échelle à travers le monde, pour les végétaux et les animaux. Après le « sang contaminé » et la « vache folle », l'irresponsable complexe sciento-industrialo-étatique est en train de préparer les peurs et les drames des années 2000.

Rappelons-nous l'épidémie (anglo-européenne) d'encéphalopathie spongiforme bovine. Pour produire plus de viande et à un moindre coût, la technoscience a proposé une réponse : substituer à l'herbe et aux fourrages traditionnels des farines justement dosées — fussent-elles produites à partir de cadavres d'animaux. Quelques oligopoles, dont certains qui avaient soutenu les recherches visant à une telle réponse, la mettent en œuvre, en proposant à leurs clients éleveurs nouveaux équipements et nouvelle alimentation du bétail.

Ainsi se constitue un « mégasystème technologique » qui intègre toute une chaîne d'acteurs : éleveurs, abattoirs, producteurs de viande de boucherie (et de ses déchets), fabricants de farines pour élevage, concepteurs-réalisateurs d'installations d'élevage industriel, vétérinaires, éleveurs... Prises dans la double contrainte de ne pas gêner l'activité (le progrès, l'emploi) et de respecter le marché, les administrations, nationales ou européennes, laissent faire dans le cadre de normes plus précises ici, plus laxistes là.

Et lorsque le problème éclate, c'est l'ensemble d'un système qui est mis en cause : les frontières ne sont pas nationales (viande française contre viande

anglaise) elles passent entre deux conceptions de la modernité celle qui s'asservit la nature jusqu'à aller contre elle et celle qui recherche une coopération et une coévolution avec elle.

Le paradoxe est que, face aux périls et aux problèmes qu'ils ont suscités, le capitalisme et la technoscience promettent aujourd'hui de trouver et de mettre en œuvre demain les solutions appropriées. Demain, face aux pénuries les plus graves (eau douce, sols, énergies...), aux dégradations les plus sérieuses (pollutions radioactives et chimiques, atteintes à la couche d'ozone, changement climatique...) et aux problèmes environnementaux, de santé publique, d'alimentation ou de société, nés de la mise en œuvre de technologies non contrôlées, de grands groupes mondiaux proposeront de nouvelles réponses technoscientifiques. Mais seuls pourront y avoir recours les groupes sociaux, États et organismes internationaux disposant de ressources suffisantes.

Sans doute serait-il plus sage de ne pas s'enfermer dans cet absurde engrenage. Et d'y échapper avant qu'une nouvelle génération désespérée prenne au mot l'appel « DÉMASQUEZ LES PHYSICIENS, VIDEZ LES LABORATOIRES » qu'avaient signé en 1958 André Breton et ses amis surréalistes : « Rien, plus rien aujourd'hui ne distingue la science d'une menace de mort permanente et généralisée. [...] La pensée révolutionnaire [...] doit se retremper à ses sources de révolte, et, en deçà d'un monde qui ne sait plus que nourrir son propre cancer, retrouver les chances inconnues de la *fureur*¹ »

Irresponsabilité

[Retour à la table des matières](#)

Vous avez bien raison, vous qui occupez des postes élevés à irresponsabilité illimitée, de vous agacer de cette petite inquiétude que vous sentez parfois vriller au fond de vous : cette crainte que dans les prochaines décennies, à la suite d'un grand ravage ou d'une dramatique pénurie, vous vous retrouviez à votre tour mis en cause sur ce que l'on nommait jadis le banc d'infamie. Car les temps qui viennent risquent d'être tragiques, et il n'y a pas de sauveur suprême.

La science ? Mais quelle science ? Celle de la violence faite aux hommes, à la Terre, au vivant ? Celle de in-conscience, ruine de l'âme ? Comment s'en remettre à de savants scientifiques, qui après avoir annoncé un progrès sans dégâts, promettent aujourd'hui des progrès qui réparent les dégâts des précédents progrès, sans savoir ou sans dire de quels nouveaux dégâts ils peuvent être porteurs ?

¹ André BRETON, *La Lampe dans l'horloge*, Robert Marin, Paris, 1948, cité par Annie LE BRUN, « Préface » à « UNABOMBER » 1996, p. viii-ix.

L'État ? Mais qui ne voit à quel degré les États sont désarmés face à des problèmes nationaux de plus en plus englobés dans des dynamiques mondiales sur lesquelles ils n'ont pas prise ? N'a-t-on pas vu, en 1989, des chefs d'État et de gouvernement se réunir à La Haye pour lancer un appel en faveur de la Terre ? Et à peine l'appel lancé, rentrer chez eux pour vaquer à leurs occupations, soucieux de ne pas trop déranger pétroliers, entreprises de l'électronucléaire, firmes de biotechnologie et chasseurs de tourterelles ?

N'a-t-on pas vu les chefs d'État et de gouvernement du monde entier se réunir en 1992 à Rio, à grands frais d'autoroutes neuves, de ballets aériens et d'orgies de documents et d'images ? L'enjeu de la conférence, l'environnement et le développement, était immense ; un espoir s'était levé. Mais chacun est rentré dans son palais, après discours d'usage, signatures officielles et cadrages de télévision. Volant de continent en continent, des experts largement rétribués dissertent avec modération sur les pustulences de notre modernité. Et moins d'un an après Rio, la Norvège de Mme Brundtland, promotrice du développement durable, soutenait la reprise de la chasse à la baleine.

Les organisations internationales, les ONG ? Après des décennies vouées au développement, elles ont senti tourner au « développement soutenable » et à l'humanitaire le vent des financements. Ne doivent-elles pas vivre des problèmes qu'elles ont en charge ? Pourront ainsi se poursuivre voyages d'experts, colloques, rencontres, rédactions de rapports, avec le chapelet programmé des « sommets » mondiaux.

Les firmes multinationales ? Certes, depuis une quinzaine d'années, elles ont fait de notables efforts pour améliorer leurs images ; elles ont même gommé ou atténué leurs pollutions les plus manifestes là où les citoyens, l'État de droit ou la concurrence l'exigent ; certaines s'offrent des fondations pour glorifier la nature qu'elles détruisent. Mais, dans l'ex-tiers monde, trop d'entre elles ont installé des filiales polluantes, recourent à des sous-traitants sans scrupules ou vendent des installations vétustes, des procédés nocifs, des produits interdits dans les pays riches.

L'Occident, qui détient les quatre cinquièmes des ressources du monde n'a-t-il pas conquis la planète, au nom de Dieu, de la civilisation et du progrès ? N'a-t-il pas pillé, asservi, déporté, soumis les sociétés, disloqué les cultures ? Lui-même est aujourd'hui asservi par son nouveau Dieu : l'argent. Négligeant le bien-être des hommes, il s'est pris, dans un casino planétaire livré aux calculs infantiles et pervers des initiés, au jeu sans fin des rapports entre monnaies, des taux d'intérêt et des cours de bourse. Et pour tenir le monde des pauvres, il s'est assuré le concours des oligarchies les plus brutales, des dictatures les plus féroces, des mafias les plus débridées.

Irresponsabilités associées et complices, enracinées dans l'égoïsme de nos générations.

Irresponsabilité et acratie ¹

[Retour à la table des matières](#)

À propos de deux ouvrages récents ², un collaborateur de la revue *Royaliste* commente : ces essais suscitent « un pessimisme inhibant l'action : nous n'avons prise sur rien. Nous ne comprenons plus rien. Nous allons vers le chaos. Alors que simplement nous ne voulons plus rien faire ³ ». Sans doute est-ce là un point décisif. Évidemment, nous ne retirons rien de ce que nous avons dit sur l'empire des logiques sociales et la force des intérêts. Mais l'histoire a montré que ces logiques et ces intérêts peuvent être intégrés, voire mobilisés, dans les efforts ou programmes nationaux : effort de guerre (lors des deux guerres mondiales), politique de reconstruction et de modernisation (après la Seconde Guerre mondiale), compromis social-démocrate et construction de l'État-providence (également dans l'après-guerre). Mais les sociétés les plus puissantes et les plus riches n'ont aujourd'hui pas de projet : prédominent donc le jeu des logiques sociales et les stratégies des grandes firmes.

Pourtant les hommes qui nous gouvernent connaissent bien les problèmes et les menaces. Il suffit de les écouter. Le 8 juin 1992, à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, Michel Camdessus, directeur du FMI, le Fonds monétaire international, prônait pour tous les pays une croissance menée « dans le respect de l'environnement et des ressources naturelles » et englobant « une large gamme d'objectifs sociaux, d'objectifs humains ». Compte tenu de « l'ampleur des investissements nécessaires pour relever ces défis planétaires », c'est un « ajustement universel » qu'il estimait indispensable ; il fallait « réaffecter nos ressources à des fins plus productives et plus utiles », accentuer l'aide publique du Nord au Sud pour atteindre l'objectif de 0,7 % du PIB « avant la fin du siècle », et finalement que « tous — les gouvernements comme les simples citoyens — acceptent de reconsidérer sérieusement leur style de vie. Voilà ce que j'entends par ajustement universel ⁴ ». En ce début de 1997, l'aide publique au développement fournie par le Nord est à son plus bas niveau historique ; rien n'a été amorcé pour modifier le mode de vie des pays riches ; les problèmes soulevés dans l'allocation demeurent entiers. Et, s'il n'est pas une nouvelle fois reconduit à la

¹ Acratie : incapacité à gouverner, à prendre les décisions, à exercer le pouvoir.

² BONIFACE 1996 ; SALAMÉ 1996.

³ *Royaliste*, 21 octobre 1996, p. 8.

⁴ *FMI Bulletin*, 29 juin 1992, p. 193-203.

direction du FMI, M. Camdessus se verra certainement confier d'autres hautes fonctions.

Lisons Al Gore : alors sénateur des États-Unis, il a publié en 1992 un livre bien charpenté, plein d'humanité, de religiosité et de sens éthique : *Earth in the Balance. Forging a New Common Purpose*. Il y passe en revue les grands problèmes environnementaux et en analyse les causes, au-delà de l'économie, dans les dysfonctionnements de notre civilisation, et il débouche — se référant à l'aide que les États-Unis avaient apportée à la reconstruction de l'Europe — sur la nécessité d'un plan Marshall mondial dont « l'envergure et la complexité » devaient largement dépasser celles du modèle ¹. Depuis, Al Gore a été choisi par Bill Clinton comme vice-président des États-Unis et il a commencé, début 1997, sa seconde vice-présidence. Rien de sérieux n'a été fait pour réduire la contribution des États-Unis — la première du monde — à l'effet de serre et aucun plan Marshall mondial pour la Terre et l'Humanité n'a encore été lancé. Mais on parle d'Al Gore comme candidat possible du parti démocrate à la présidence des États-Unis en 2000...

Victoires de l'irresponsabilité et de l'acratie.

Irresponsabilité : dès lors que le marché pourvoit à tout, c'est au consommateur de faire le bon choix ; dès lors que l'argent est la valeur suprême, ceux qui n'en ont pas sont hors jeu ; dès lors que les marchés, notamment financiers, sont mondiaux, les dirigeants nationaux ont bien des excuses pour « laisser faire ». Firmes, gouvernements, professionnels (de la santé ou de la finance), savants ne lésinent certes pas sur les appels, les déclarations, les codes (de bonne conduite ou d'éthique). Mais, face aux processus en cours qui déstructurent nos sociétés, mettent en péril la Terre, menacent les humains, nul lieu où soit réellement élaborée et mise en œuvre la stratégie pluridimensionnelle dont nous avons besoin.

Acratie : incapacité des hommes au pouvoir à l'assumer réellement, à affronter les enjeux majeurs, les problèmes les plus graves, à définir et engager les stratégies nécessaires et à imposer les efforts que les choix faits impliquent. Et même ceux dont les discours montrent qu'ils ont bien vu l'essentiel se révèlent incapables de le prendre en charge ou de mettre en œuvre les processus ou les procédures qui s'imposent.

¹ AL GORE 1992, p. 297.

Démocratie et acratie

[Retour à la table des matières](#)

Irresponsabilité et acratie : le mal est sans doute profond. Deux portraits de chefs d'État de notre temps permettent d'en éclairer quelques aspects.

D'abord, Bill Clinton : lors de sa réélection, en novembre 1996, le président du plus puissant pays du monde est décrit par Richard Bernstein comme « formidablement intelligent et encore plus formidablement ambitieux ». « Il a tout du type bien, de celui qui cherche toujours à faire de son mieux et, très souvent, il a été un bon président. Mais il lui manque une boussole morale. Il s'est montré prêt à tout pour gagner. [...] Et puis, une fois installé à la Maison-Blanche, il passe pour n'avoir fait aucun geste, pris aucune initiative qui n'ait eu sa réélection pour objet. Il aura été en campagne pendant quatre ans ¹. »

Quant à François Mitterrand, la complexité de l'homme est reconnue par tous. Les portraits publiés au lendemain de sa mort font ressortir d'autres traits. Ainsi, pour Régis Debray, « Mitterrand tergiverse et compose. Il préfère biaiser avec les effets secondaires que briser avec les causes premières. Contre les abus, dans le système ² ». Et pour Jean-Marie Colombani : « Produit [...] d'un demi-siècle ambigu, François Mitterrand le fut aussi lui-même, ô combien. [...] Le bilan peut donc se lire en négatif sans que les seules contraintes objectives excusent les manquements aux promesses. Le lyrisme social a pour envers l'enracinement du chômage ; l'engagement antiraciste, l'installation à demeure du Front national [...] ; la fidélité aux amis, la tolérance à l'égard de dérives où des intérêts privés profitèrent de privilèges publics ³. » Et l'encre de Debray s'aigrit : « Voir un génie de l'action s'enliser dans l'anodin ; un grand lutteur terminer un long petit règne dans une arène de sous-préfecture, faute d'incarner plus que lui-même, rend triste. [...] De Gaulle avait mille ans d'histoire au-dessus de sa tête, Mitterrand a eu Mitterrand, ce qui n'était pas rien, mais pas assez » ; d'où — après le discours de Cancun, les diatribes contre l'argent ou l'appel de La Haye — l'inexorable enlèvement « des moyens sans fin, du pragmatisme sans foi ⁴ ».

Mais comment mener sans boussole morale le long combat qu'imposent les inégalités et les périls de notre temps ? Comment appeler électeurs et entreprises aux sacrifices si l'on n'a d'autre finalité que sa propre réélection ?

¹ Richard BERNSTEIN, « Bill Clinton, le « président ado » », *Le Monde*, 7 novembre 1996, p. 16.

² Ainsi pour Vichy, l'Afrique noire, l'OTAN, l'argent (Régis DEBRAY, « Meilleur géographe qu'historien », *Le Monde*, 12 janvier 1996).

³ Jean-Marie COLOMBANI, « La fin du siècle », *Le Monde*, 12 janvier 1996.

⁴ Régis DEBRAY, « L'or et le plomb », *Le Monde*, 14-15 janvier 1996.

Comment obtenir l'inflexion nécessaire du cours de notre histoire si l'on n'est pas prêt à briser avec les causes premières ? Comment trouver le souffle et le courage sans une vision de l'histoire et la capacité de concrétiser dans l'action refus, choix et priorités ?

La démocratie grecque était celle d'hommes libres dans des cités en guerre. La cité était le lieu de la cohésion. La guerre en était l'axe.

Les démocraties villageoises, dont on trouve des formes très diverses dans presque toutes les parties du monde, à presque toutes les époques, étaient des démocraties de paysans. Le village était le lieu de la cohésion. La gestion des problèmes et des conflits du village, pris entre des conditions naturelles (plus ou moins favorables) et des pouvoirs (plus ou moins exigeants) en était l'axe.

Les démocraties censitaires des cités ou des petits pays du temps des premiers capitalismes étaient des démocraties de banquiers et de négociants. Leurs intérêts et leur connaissance réciproque en faisaient la cohésion ; avec, quand il existait, des relations complexes avec le pouvoir royal, indispensable soutien face aux concurrents extérieurs.

Les démocraties du suffrage universel de l'ère du capitalisme industriel se sont formées dans des luttes : pour la république ou pour la démocratie. L'État-nation en était le cadre : la cohésion en a longtemps été faible comme en témoignent révolutions, contre-révolutions ou guerres civiles (aux États-Unis comme dans certains pays d'Europe). Guerres extérieures, détestation de l'ennemi extérieur, nationalisme ont contribué à forger des éléments de cohésion. L'enseignement, l'apprentissage du droit et des libertés, la protection sociale et, dans certains pays, la négociation de compromis sociaux durables ont fondé plus solidement les cohésions. Sauf en période de conflits, où l'axe était la guerre, ces cohésions ont principalement eu pour axe la prospérité nationale.

Comme en beaucoup de pays, la démocratie, en France, souffre aujourd'hui de n'avoir plus guère de cadre ni d'axe.

Le cadre : il y a comme un trop-plein. Simplement pour la démocratie politique — la commune, le canton, le département, la région, l'État national, l'Europe : six niveaux. À quoi s'ajoutent les votes pour les organismes sociaux, les organes professionnels, les syndicats, les copropriétés, les associations, les assemblées d'actionnaires... La commune, le quartier peuvent être les lieux où la vie démocratique est la plus active, mais les enjeux y sont limités ; et très souvent, ce sont des formes présidentielles, monarchiques ou autocratiques de la démocratie qui s'imposent. L'Union européenne n'a pas trouvé sa légitimité démocratique : un président de Commission équilibré, une escouade de

commissaires, des bataillons de technocrates et un Parlement intermittent ne font pas une démocratie.

Reste l'État. Sa souveraineté d'antan est morte. Entre les collectivités territoriales et les organismes internationaux, il n'a pas su retrouver sa mission propre, sauf lorsque est précisément en jeu l'intérêt national ou le rang du pays. Face au développement de la machinerie multinationale/mondiale du capitalisme, il est déstabilisé : ici, il a essayé de soutenir des productions nationales, mais cela coûte vite cher ; ailleurs, il soutient des activités d'avenir, mais cela ne rapporte pas toujours suffisamment pour le pays ; partout, il doit gérer « ses » problèmes, qui sont de plus en plus les impacts sur « son » territoire des jeux et des conflits des très grandes firmes et de la machinerie multinationale/mondiale. Ces firmes, comme les grands opérateurs des marchés financiers, lui demandent beaucoup : de bas salaires et de faibles charges, pas ou peu d'impôts, l'ordre social, des sites d'activité sur un plateau d'argent, des finances saines, une monnaie stable. Elles promettent parfois, mais se sentent déliées de leurs engagements à tout changement de conjoncture.

Mais surtout, il existe une différence radicale, aujourd'hui, entre les firmes mondiales et beaucoup d'États des pays riches de cette fin de siècle. Les firmes ont en permanence un objectif : renforcer, élargir, renouveler leurs marchés pour les prochaines années et les prochains lustres, en réalisant les rentabilités les mieux adaptées ; c'est simple et clair, source d'efficacité. Les États sont comme des truies qui doutent : ils se désintéressent de tout, de leurs enfants et de leur avenir ; ils n'ont plus de projet ; et le tour de force auquel sont contraints les hommes politiques, c'est de faire rêver suffisamment pour obtenir une majorité, mais pas trop pour ne pas susciter de trop brutales désillusions.

À cela s'ajoute que les firmes ont le monde, un monde disparate et fractionné, comme terrain de jeu stratégique. Alors que les États sont irrémédiablement liés à leurs territoires, où ils doivent tout faire : garde-malade, assistante sociale, garde-chiourme, grand frère, conciliateur, bouc émissaire, percepteur, précepteur, renfloueur, aideur universel, porte-fanion de la solidarité et de l'humanitaire, porte-parole et porte-verge. Mais où est donc l'État ?

Une des fonctions des firmes, comme de la spéculation, c'est de faire de l'argent ; et leurs patrons en gagnent autant qu'ils peuvent, certains, aux États-Unis, jusqu'à plusieurs dizaines de millions de dollars par an. Les hommes politiques, s'ils, aiment le pouvoir, ne dédaignent pas l'argent ; en outre, il leur en faut beaucoup, de plus en plus, énormément, pour leurs partis, leurs campagnes, leurs équipes, leur communication et leur faux frais. États-Unis, Japon, Corée, Inde, Espagne, Italie, France, Royaume-Uni : les affaires éclatent de toutes parts) dans la classe politique, dans les sphères du pouvoir et

alentour. Beaucoup sont étouffées ; d'autres laissent apparaître un morceau plus ou moins grand de l'iceberg. Ce qui se dégage est inquiétant : un *continuum* de relations entre la haute administration, le monde politique, les hauts dirigeants de firmes travaillant avec l'État ou de grandes collectivités territoriales et des milieux d'affairistes en liaison avec le milieu. À l'instar de dirigeants d'entreprise qui font financer par des filiales des travaux dans leurs maisons, des dirigeants politiques font loger leurs familles à bon compte ou font financer leur personnel par des budgets publics. Mais où est la démocratie ?

Un État déglingué. Une démocratie mal en point. Le fond du problème est probablement que nos pays n'ont plus de projets ; ils ne se projettent plus dans l'avenir. Entre des firmes qui courent sans cesse vers le même horizon toujours renouvelé du profit et des pays de l'ex-tiers monde engagés sans frein dans une course à la croissance et à la puissance, les hommes politiques européens gèrent à court terme problèmes et difficultés, tout en tenant compte des sondages, des échéances électorales et du calendrier européen. Là s'enracine l'acratie dont souffre notre temps : les seuls pays qui ont les ressources financières et les moyens scientifiques, techniques, économiques à la dimension des problèmes à traiter sont englués dans le très court terme, incapables de projets et de vision

Dans le vide ainsi créé, les très grandes firmes deviennent les principaux acteurs, efficaces parce que mobilisés sur des combats bien bordés : tenir la dragée haute aux concurrents, gagner des parts de marché, préparer les marchés d'après-demain. Et peuvent se déployer sans frein des logiques du marché, de l'innovation, du profit et de l'inégalité.

Le problème central est bien celui du manque de vision, de projet, de volonté, et de la démission des acteurs qui, jusqu'ici, se sentaient en responsabilité (hommes d'État, intelligentsias, élites modernisatrices).

C'est d'acratie, de l'impuissance du pouvoir, de la perte de volonté politique que souffre fondamentalement notre monde.

L'ombre sur le trottoir

[Retour à la table des matières](#)

« Il est une photographie, on ne peut plus banale et cependant hallucinante, la plus bouleversante qui nous soit parvenue d'Hiroshima. C'est à deux cents mètres de l'explosion. Deux marches, un petit mur, l'avancée d'un pilastre. Le bas d'une terrasse ? Le contrefort d'un jardin ? Un homme était assis sur les marches. Il a été volatilisé. Mais comme son corps, le temps de se réduire en fumée, a fait écran au rayonnement atomique, son ombre est restée imprimée

sur le trottoir. Une forme indécise, une ombre d'homme, la trace obsédante d'une terrifiante absence, un reproche physique à une folie de l'esprit ¹. »

Symbolique, cette ombre résume les périls de notre temps.

Depuis 1945, dans tous les domaines, connaissances scientifiques et capacités techniques se sont multipliées, renforcées, approfondies. Les possibilités d'agir sur les individus, les sociétés, le vivant, la planète s'étendent à l'extrême. Mais manque le sens : après les croyances, peut-être avec elles, s'enlisent valeurs et idéaux.

Dieu sait combien, dans la préhistoire et l'histoire, la monstruosité a pu l'emporter sur l'humanité. Guerres mondiales, camps de la mort et goulags, massacres de civils : avec notre siècle, la monstruosité a, elle aussi, changé d'échelle ; c'est par millions ou dizaines de millions qu'il faut compter les victimes. Les arsenaux disponibles peuvent plusieurs fois ruiner l'ensemble de la Terre et nous travaillons sans cesse à de nouvelles armes. Pour satisfaire des besoins systématiquement renouvelés et exacerbés, nous détruisons l'énergie, les espèces vivantes, la matière, souillons l'eau, l'air, les sols, portons atteinte aux équilibres de notre planète.

Apathie, anomie, acratie gangrènent notre monde. Avec la puissance croît l'irresponsabilité. Plus que jamais, la « Voie du Progrès » est indissociablement la « Voie du Pire » : même le sachant, nous continuons d'avancer. Ainsi se creuse le gouffre de tous les périls.

Si advenait l'ultime pire, il resterait peut-être, ici ou là, deux marches, un petit mur, l'avancée d'un pilastre, le bas d'une terrasse, le contrefort d'un jardin, ailleurs des ruines d'autoroutes, d'aéroports, de villes et de centrales nucléaires, des gisements de déchets, des statues souriantes, des lumières et des ombres. Mais nul ne sera là pour déplorer la terrifiante absence des hommes.

¹ Emmanuel MOUNIER, « L'ombre qui a perdu son homme », numéro d'*Esprit* consacré à l'arme atomique, janvier 1947, p. 24.

7

PISTES (pour la réflexion et l'action)

[Retour à la table des matières](#)

Il y a deux siècles, Condorcet concédait que « les travaux de ces derniers âges ont beaucoup fait pour le progrès de l'esprit humain, mais peu pour le perfectionnement de l'espèce humaine ; beaucoup pour la gloire de l'homme, quelque chose pour sa liberté, presque rien pour son bonheur ¹ ». Il poursuivait, doux-amer : « L'ami de l'humanité ne peut goûter de plaisir sans mélange qu'en s'abandonnant aux douces espérances de l'avenir » (p. 260). Et il précisait : « Nos espérances sur l'état à venir de l'espèce humaine peuvent se réduire à ces trois points importants : la destruction de l'inégalité entre les nations ; les progrès de l'égalité dans un même peuple ; enfin le perfectionnement réel de l'homme » (p. 265-266).

Deux siècles plus tard, l'inégalité s'est accrue tant entre les nations que dans chaque peuple. Si les améliorations matérielles ont été nombreuses, ni le « perfectionnement réel » de l'homme ni l'épanouissement de son bonheur ne paraissent caractériser notre temps. Quant à l'avenir, bien rares sont les « douces espérances » auxquelles il est possible de s'abandonner.

Pourtant, les mises en garde n'ont pas manqué.

Avertissements

De nombreux auteurs ont souligné l'ampleur, la profondeur, la gravité de la mutation en cours.

Horkheimer et Adorno, en 1944 : « L'histoire naturelle ne s'attendait pour ainsi dire pas au joli coup qu'elle réussit en créant l'homme. La capacité de destruction de celui-ci promet de devenir si grande que si cette espèce venait à disparaître il ne resterait rien. Ou bien elle se déchirera elle-même, ou bien elle

¹ CONDORCET 1793, 1988, p. 260.

entraînera dans sa perte toute la faune et la flore de la Terre et, si la Terre est encore assez jeune à ce moment, il faudra — pour paraphraser un mot célèbre — recommencer toute la chose à un niveau beaucoup plus bas ¹. »

André Breton, peu après Hiroshima : « Cette fin du monde n'est pas la nôtre ². »

Emmanuel Mounier, en 1946-1947 : « jusqu'ici, [l'humanité] était encore condamnée à un avenir [...]. Maintenant l'humanité comme telle va devoir se choisir et il lui faudra, de toute évidence, un effort héroïque pour ne pas choisir la facilité, le suicide ³. »

Herbert Marcuse, en 1967 : « Nous pouvons faire du monde un enfer, et nous en prenons le chemin, comme vous le savez ⁴. »

Jacques Monod, en 1970 : « Les sociétés modernes, tissées par la science, vivant de ses produits, en sont devenues dépendantes comme un intoxiqué de sa drogue. Elles doivent leur puissance matérielle à cette éthique fondatrice de la connaissance et leur faiblesse morale aux systèmes de valeurs, ruinés par la connaissance elle-même, auxquels elles tentent encore de se référer. Cette contradiction est mortelle ⁵. »

Edgar Morin, en 1981 : « Le progrès est [...] un des visages, et un visage incertain, du devenir. Il est remarquable que sur la ruine de la providence divine l'humanité laïque, la philosophie des Lumières, l'idéologie de la raison aient pu hypostasier et réifier l'idée de progrès en Loi et Nécessité de l'histoire humaine ; et cette idée a été à ce point désincarnée, détachée de toute réalité physique et biologique, qu'elle a fait ignorer le principe de corruption et de désintégration en œuvre dans « physis », « cosmos », « bios ». Plus aveugle encore fut le mythe techno-bureaucratique du progrès qui régna pendant deux décennies. Il conçut la croissance industrielle comme l'opérateur du progrès humain. Dès lors, la croissance, vouée à progresser indéfiniment, devenait la preuve, la mesure, la promesse d'un progrès généralisé et infini ⁶... »

René Dumont, en 1988 : « L'humanité court à sa perte, si elle se montre incapable d'infléchir totalement l'évolution de notre société de consommation ; en somme, si elle continue à se révéler irresponsable [...]. Il nous reste peu de temps pour sauver l'honneur et l'espoir d'une humanité en grand danger ⁷. »

¹ HORKHEIMER et ADORNO 1944, 1996, p. 240.

² Cité par Annie LE BRUN, « Préface » à « UNABOMBER », trad. fr. 1996, p. vii.

³ *Esprit*, janvier 1947, p. 18.

⁴ MARCUSE 1967, p. 7.

⁵ MONOD 1970, p. 191-192.

⁶ MORIN 1981, p. 336-337.

⁷ DUMONT 1988, p. 9 et 282.

Tony Anatrella, en 1993 : « Une ambiance de mort et l'idée d'un univers privé de perspective semblent être le fait de nos sociétés [...]. Entraînés dans cet effondrement, nombreux sont ceux qui se plaignent de "craquer", d'être "vidés", "épuisés" et ne parviennent pas à retrouver leur dynamisme vital. [...] Nos sociétés se sont idéalisées (comme si elles pouvaient être à elles seules leur propre idéal) sans autre vis-à-vis que leur propre image, et dans le credo triomphateur en la science et la technologie. En voulant se libérer de Dieu, elles ont souvent produit des idéologies aliénantes et désespérantes pour l'homme. Mais, au moment de "faire les comptes", l'utopie du progrès a perdu de sa superbe et l'on en a mesuré le coût pour l'homme et son environnement, au présent mais aussi pour les générations à venir ¹. »

Jürgen Habermas, en 1993 : « Nous devrions, sans gémir, nous rendre compte tout à la fois de la tournure ironique propre à un progrès social et culturel qui ne cesse de se démentir lui-même, et du prix à payer pour une modernisation à laquelle nous refusons néanmoins de renoncer ². »

André Franquin (mort au début de 1997), créateur de Gaston Lagaffe, lors d'un entretien en 1993 : « Avec l'âge et malgré les moments de bonheur, je suis convaincu que l'homme ne sera jamais civilisé. Il se détruira. Mais il ne faut pas le dire, il ne faut pas gâcher la vie des gens ³. »

Et finalement, on peut dire du monde ce que Murtaza Bhutto, frère du Premier ministre du Pakistan d'alors, disait en 1995 de son pays : « Nous avons rendez-vous avec la catastrophe. Une catastrophe d'une telle dimension que nous n'osons même pas l'envisager ⁴. »

Canevas d'un scénario noir

[Retour à la table des matières](#)

Ce scénario est structuré par quelques caractéristiques majeures de notre monde — sa profonde inégalité, notamment — et quelques tendances lourdes observables. Il vise à décrire une gamme de futurs non seulement, possibles mais fortement probables si rien n'est fait pour les éviter.

Décrire comme noir le monde qui est en train de se faire ne signifie évidemment pas qu'on en souhaite l'avènement. Ni même qu'on pense qu'il se

¹ ANATRELLA 1993, p. 9-10.

² Jürgen HABERMAS « Entretien », *Le Monde*, 14 septembre 1993.

³ *Le Monde*, 7 janvier 1997.

⁴ *Le Monde*, 6 septembre 1995.

réalisera. C'est au contraire une manière de dire : « Attention, si nous continuons comme ça, voilà comment ça peut finir ! » C'est donc, en quelque sorte, l'expression d'un optimisme fondamental : « Le pire peut encore être évité. »

Tendances lourdes

[Retour à la table des matières](#)

Gary Becker, « prix Nobel de sciences économiques », s'inquiète de la pénurie d'organes pour des greffes aux États-Unis. C'est dans la rationalité économique unidimensionnelle qu'il trouve la solution : « Quand la demande excède l'offre pour des biens ordinaires, explique-t-il, le prix proposé aux offreurs est relevé pour les inciter à accroître les quantités offertes. L'usage de semblables incitations conduirait plus de gens à autoriser qu'après leur mort on utilise leurs organes pour des transplantations » ; dès lors, « pourquoi ne pas accroître l'offre en proposant de l'argent aux donateurs » ? Cela sonne mieux en anglais : « Why not increase the supply by offering money to donors ¹ » ?

Certes, Gary Becker sent qu'il touche là à des limites. Il reconnaît que certains pourraient être « horrifiés » par sa proposition et son caractère immoral. Il envisage donc qu'une autorité, désignée par le gouvernement fédéral, soit chargée des achats d'organes et de leur allocation aux hôpitaux et cliniques. Gageons, si cela se fait, qu'avant dix ans un économiste dénoncera la faible efficacité de cette agence publique et réclamera qu'on laisse strictement jouer le marché. Car pour quelques adeptes de l'efficacité ponctuelle, calcul économique réducteur et jeu de l'offre et de la demande sont la réponse à tout problème.

Totalitarisme de la marchandise et des rapports d'argent : il n'est évidemment pas pleinement installé, mais il a commencé à se mettre en place, avec le culte de l'efficacité et du gain et le calcul économique appliqué à tout. Hommes, femmes, enfants, organes, sang, tissus humains, vivant breveté, vivant génétiquement manipulé, couples d'espèces protégées, assassinat, protection, tout est à vendre.

L'antisolidité ? C'est une marchandise : au Japon, où des hommes d'affaires solitaires et stressés achètent les joies d'une après-midi ou d'une fin de semaine dans une famille heureuse. La paix de l'âme ? C'est une marchandise : des sectes l'ont bien compris, qui vendent à prix élevés les différentes étapes d'un retour programme à la sérénité. Le rêve d'éternité ? C'est une marchandise : aux États-Unis, où des sociétés de cryogénéisation vendent pour un petit million

¹ Gary BECKER, « How Uncle Sam could ease the organ shortage », *Business Week*, 20 janvier 1997, p. 10.

de francs l'éventualité (non garantie) d'une résurrection à venir. Qui dit marchandise, dit offre et demande, donc prix. Et s'il y a prix, achat, vente, calcul économique sont légitimes. Dès lors tout problème peut être traité en termes de coûts et d'avantages.

Dans un monde aux inégalités abyssales, la légitimation du rapport d'échange et d'argent comme premier rapport social débouche sur le fait que tout ne sera qu'affaire de prix. Il y aura de plus en plus d'extrêmes démunis qui seront victimes de touristes sexuels, pédophiles, sadiques ou préleveurs d'organes. Il y aura toujours des pays dont les gouvernants, les administrations, les polices, corrompus ou non, laisseront faire. Il y aura toujours des mafias et des organisations criminelles qui serviront d'intermédiaires. La règle du professeur de l'université de Chicago — « Why not increase the supply by offering money to donors ? » — s'appliquera à tout.

Caracas, années soixante-dix : sur plusieurs centaines de mètres, les baraques agglutinées d'un bidonville réputé très dangereux jouxtent les grilles d'un luxueux ensemble tennis-piscine. À Rio, de lustre en lustre, les murs de protection se surélèvent, les défenses se perfectionnent, les postes de garde s'étoffent. D'année en année, la liste des villes dangereuses en Afrique s'allonge. Aucune partie du monde n'est épargnée, et partout, riches et privilégiés, touristes et voyageurs en mesure de payer ont leurs aires protégées.

République dominicaine, années quatre-vingt-dix. Zone interdite, toute une partie de la côte est enclose de murs : derrière, les propriétés de détenteurs de très grandes fortunes de différentes régions du monde. Ailleurs, sur un immense domaine, a été édiflée une résidence pour clientèle aisée du Nord, avec golfs, tennis et plages ; l'entrée dans l'ensemble résidentiel est strictement contrôlée : carte magnétique de rigueur. Pendant la période de la coupe de la canne, des clandestins haïtiens sont tolérés dans un petit nombre de villages ; après la récolte, ils sont expulsés par dizaines de milliers.

Manille, 1997. Comme beaucoup de villes de l'ex-tiers monde, l'agglomération de Manille a connu une forte croissance ; elle dépasse les 9 millions d'habitants. De larges zones d'entassement dans des baraques insalubres et crasseuses, privées des services essentiels (eau, électricité, voirie, police), subissent la puanteur des immondices et sont livrées à l'insécurité, au chaos et au crime. Mais quelques aires résidentielles ont été aménagées pour les très riches, « enfermées dans un menaçant système de défense qui ne permet l'accès qu'en des points de contrôle placés sous la garde d'agents de sécurité armés. Des murs entourent non seulement toute l'aire, mais presque chaque maison » ; le résident d'une telle aire accueille des invités de Singapour par ces mots : « Bienvenue à Johannesburg ¹. »

¹ « City Limits », *Far Eastern Economic Review*, 6 février 1997, p. 36.

Bien sûr, nous ne vivons pas dans un monde d'apartheid généralisé. Mais ici ou là, à vrai dire presque partout, par quartier, par zone, par territoire, il se met en place, à petits pas. On en accepte les contraintes, et parfois, à l'occasion d'un voyage ou de vacances, on est soulagé par la tranquillité qu'il assure.

L'apartheid en gestation s'annonce comme principalement fondé sur l'argent. Il s'installe dans l'ancien tiers monde comme dans les pays dits développés. Il se caractérise par une séparation radicale entre les espaces du pouvoir et des grandes fortunes, ceux de l'opulence, et les zones où sont cantonnés les lambeaux de sociétés rongés par la misère et le manque. Schématisant à l'extrême, le film *Soleil vert* l'avait pressenti.

Pour les végétaux comme pour les animaux, les manipulations génétiques sont mises en œuvre à large échelle, dans le système agroproductif des États-Unis. Elles le sont aussi dans des pays de l'ex-tiers monde soit par des propriétaires de très grands domaines, soit par des firmes multinationales. Les États-Unis ont obtenu en 1996, sous la menace de représailles commerciales, que l'Union européenne accepte l'importation de maïs transgénique : ce maïs est livré mélangé à du maïs ordinaire. De grandes firmes de l'agroalimentaire utilisent des produits transgéniques sans l'indiquer sur l'emballage. Il semble que les firmes concernées cherchent à ce que le consommateur n'ait pas d'information claire sur le caractère génétiquement manipulé ou non des produits qu'il achète. Or, ces manipulations génétiques ne sont pas sans risque.

Ainsi, certains gènes sont implantés sur des animaux pour les rendre résistants à des antibiotiques réputés favoriser la prise de poids. Cela ne peut qu'encourager une pratique dont beaucoup pensent qu'elle contribue à rendre des consommateurs de viandes ainsi obtenues résistants à des antibiotiques. En outre ces gènes peuvent se transmettre à de nouvelles générations d'animaux désormais génétiquement résistants à des antibiotiques.

De même, des gènes sont implantés sur des végétaux, le colza par exemple, pour les rendre résistants à certains herbicides. Premier risque, pour le consommateur : que les produits contiennent plus d'herbicide ou des herbicides plus actifs. Second risque, pour les végétaux et les producteurs environnants : que les plantes traitées transmettent le caractère de résistance aux herbicides à d'autres espèces.

Les experts liés aux firmes nient ces risques, ou assurent qu'ils sont infimes. Mais cela fait un siècle qu'ils le font. Et on peut être sûr qu'avant vingt-cinq ans une catastrophe génétique aura lieu. Des firmes auront fait de l'argent avec la mise en œuvre hâtive des manipulations génétiques. D'autres firmes, ou les mêmes, feront de l'argent en vendant des produits ou procédés qui permettront de combattre les fléaux provoqués par elles.

Volonté de faire tout ce que la science et la technique permettent de réaliser, et de vendre tout ce pour quoi peut se former un marché ; non-respect du principe de précaution ; refus d'informer le consommateur ; forcing exercé pour briser les résistances qui tentent de s'affirmer en Europe : redoutables pouvoirs du capitalisme allié à la technoscience.

L'air du temps

[Retour à la table des matières](#)

Fonctionnaires nationaux, internationaux, plurinationaux et mondiaux, dirigeants et permanents d'organisations non gouvernementales n'en peuvent mais : le rythme des grandes réunions mondiales ne permet plus de souffler — les femmes, les enfants, la pauvreté, la faim, la population, l'environnement et le développement, la ville, l'alimentation, le sida... Avec quelques années de réunions préparatoires et quelques années pour tenter de préciser ce qui a effectivement été dit et comment interpréter les recommandations émises, courriers diplomatiques, télécopies et échanges électroniques foisonnent. Pendant ce temps, les destructions sociales, culturelles, environnementales et humaines se poursuivent.

Sans projet, sans culture, sans valeur et sans goût, les nouveaux riches de la planète prônent le culte de ce qu'ils vendent : le n'importe quoi, l'éphémère, le factice et maintenant le virtuel. Et ils entraînent dans une course effrénée cadres sans repères d'un monde changeant trop vite, jeunesses dorées de toutes les parties du monde, hommes et femmes de communication et intellectuels médiatiques paniqués à l'idée de ne pas être dans le vent. Les plus pauvres s'appauvrissent ; la misère et le dénuement s'étendent. Sauf ici, où des États continuent à assurer le minimum de redistribution indispensable, ou là, où des cultures fortes, souvent des religions, offrent la résistance de profondes cohérences, des sociétés du monde entier se désagrègent.

Si l'on continue à ne rien décider et à ne rien faire de sérieux, dans dix, vingt, trente ans, tout aura encore empiré. Dénoncées dès le début du siècle, les fumées fluorées des usines d'aluminium n'ont été sérieusement combattues en France qu'à partir des années soixante-dix ¹, sous la pression des écologistes et d'une opinion mieux informée. Les dangers de l'amiante, connus depuis des décennies par les spécialistes, dénoncés publiquement dans les années soixante-dix, sont pris en compte dans le discours officiel en France dans les années quatre-vingt-dix : à quand la mise en œuvre des mesures annoncées ?

¹ Voir BEAUD C. 1976.

Le premier tiers du XXI^e siècle aura à faire face aux effets cumulés de plus d'un demi-siècle de pollution chimique (industrielle, énergétique et agricole) et radioactive, aux catastrophes annoncées dues à l'abus des médicaments (souches microbiennes résistantes), à la dénaturation des soins, de l'alimentation et de la santé (virus, prions) et à la diffusion, sans la prudence et la patience nécessaires, d'organismes génétiquement manipulés. En outre, les déséquilibres globaux se manifesteront plus brutalement ; ils seront bien plus difficiles à endiguer et leurs effets se révéleront très coûteux tant à supporter qu'à contrebattre.

Esquisse

[Retour à la table des matières](#)

À la limite, et en cédant un peu à la tentation de la fiction, une image possible du monde dans la première moitié du XXI^e siècle peut être esquissée.

Avec le double mouvement du rééquilibrage géopolitique et de la mondialisation, la réalité des États s'est profondément diversifiée. Moins de dix États-continentaux ont la capacité de définir des stratégies qui pèsent sur le devenir du monde. Encore quelques-uns, parmi eux, consacrent-ils l'essentiel de leurs capacités d'action à parer aux explosions sociales et aux diverses forces d'éclatement qui couvent en leur sein. La plupart d'entre eux en sont venus à prôner ce qu'ils appellent une « mondialisation positive » : en clair, une mondialisation qui s'impose à l'ensemble des pays petits et moyens, et de laquelle les pays continents tirent le meilleur parti en lui concédant le moins possible. Chaque État-continent assure un soutien sans faille à quelques très grandes firmes à travers lesquelles sont assurés une présence dans le monde, le contrôle économique et financier d'une aire d'influence et des stratégies d'alliance à la fois face aux risques régionaux et globaux et pour le développement de nouvelles applications, très coûteuses, de la technoscience.

Pour les autres États, certains gèrent, avec plus ou moins de malheur, le chaos social légué par des erreurs développementalistes de la fin du XX^e siècle ou par la brutale mise en coupe réglée, par ou pour de grandes multinationales, de ressources non ou difficilement renouvelables. D'autres sont devenus les correspondants territoriaux de grandes firmes qui gèrent la principale ressource du pays (tourisme, énergie, sites de lancement de satellites ou de relais télématiques régionaux, production à haut risque, etc.). D'autres encore, grâce à une longue tradition étatique, une solide cohésion nationale et probablement aussi une forme ou une autre d'isolement, assument la mondialisation en tempérant les effets par une multitude de stratagèmes individuels, collectifs, informels ou officiels. D'autres enfin, mais dont la liste change de décennie en décennie, bénéficient pendant de courtes périodes de conjonctures favorables

leur permettant de fulgurants « miracles » liés au développement d'une activité pour laquelle ils sont les mieux placés.

Plus personne ne cherche à évaluer les liens existant entre États et mafias. Comme l'avaient fait avant elles celles des États-Unis, les mafias de la fin du XX^e siècle (tant d'Amérique centrale et du Sud, que de l'est de l'Europe et de l'Asie) ont su construire des façades honorables, multiplier les fondations et envoyer les héritiers dans les collèges les plus convenables.

Pour 2,5 à 3,5 milliards d'humains, rien n'est vraiment sous contrôle. La violence règne, entre individus, familles ou voisins, mais aussi entre bandes, groupes ethniques, religieux ou d'affinité, parfois entre régions ou entre pays ; de multiples pouvoirs armés se font ou se défont. Beaucoup de tensions ou d'affrontements sont en fait suscités par les grands acteurs mondiaux. Mais ceux-ci n'interviennent qu'en cas de débordement, c'est-à-dire quand sont menacées des aires d'opulence ou des zones ou activités cruciales. En fait, ce sont les technomercenaires qui agissent et, selon les rares témoins, grâce aux nouveaux moyens biotechnologiques et radiatifs, les populations classées « dangereuses » sont massivement « neutralisées ».

La Ligue pour l'humanisme du XXI^e siècle, née de la confédération d'une très grande variété de mouvements antérieurs, a créé un Forum permanent sur la misère et la violence. Ses courants les plus radicaux réclament une commission intercontinentale d'enquête sur la nature et les effets des moyens de « neutralisation » utilisés par les technomercenaires.

Pour 2 à 3 milliards d'humains, rien ne va vraiment mal, mais rien n'est vraiment assuré : le marché juge. Embauche, niveau du revenu, licenciement et chômage dépendent de l'offre et de la demande. Bien sûr, chacun est libre de l'usage de ses gains. Dans l'ensemble, officiellement, les choses vont de mieux en mieux : le rapport annuel du Fonds mondial pour le développement humain, qui a unifié l'ensemble des organismes internationaux autres que monétaires et financiers antérieurs, proclame d'année en année que l'indicateur du développement humain s'est amélioré dans tous les États conventionnés, c'est-à-dire ayant passé une convention avec le Fonds. Certains de ceux-ci, cependant, ont de moins bons résultats du fait qu'ils ont maintenu des systèmes de solidarité territoriale ; quelques-uns ont même créé des « réserves humanitaires » pour les exclus qui peuvent justifier de suffisamment de « crédits de reconnaissance territoriale ». Car la règle, pour les exclus des aires d'abondance est, après constat par une juridiction *ad hoc* de leur « auto-exclusion », la relégation dans les zones de violence.

C'est ainsi que les grands acteurs mondiaux — quelques dizaines de très grandes firmes et un petit nombre d'États — continents — gèrent l'opulence et confinent le chaos. Les meilleurs dirigeants des très grandes firmes sont

souvent appelés à participer au gouvernement de leur État-continent et, si tout se passe bien, reviennent au conseil de gérance de la firme. Toutes ces firmes ont des relations de coopération/compétition, soumises à des règles très strictes. Ces règles ont été mises en place après le grand krach boursier, monétaire et financier du début du XXI^e siècle, krach qui, en appauvrissant sensiblement les États-continentaux les plus riches, avait facilité l'établissement d'un meilleur équilibre entre grandes puissances et finalement renforcé l'empire des très grandes firmes.

De fait, les très grandes firmes techno-industrielles détiennent l'essentiel du pouvoir. Elles ont imposé leurs conditions lorsque le Conseil des grands États a tenté de les réquisitionner. C'était pendant la crise des Trois Périls, comme l'ont nommée les dirigeants chinois : il fallait tout à la fois assurer les fonctions vitales (l'eau, l'air, l'alimentation, l'assainissement, la télématique mondiale, l'approvisionnement énergétique, etc.), endiguer la montée du chaos et de la violence, et trouver la réponse aux principales menaces planétaires (outre les risques globaux repérés à la fin du XX^e siècle, un large spectre de dérèglements biologiques et électromagnétiques encore mal identifiés).

Le Consortium, qui gère l'Union des très grandes firmes et que certains nomment la « Coupole » et d'autres l'« Oligopole », était prêt. Il affirmait pouvoir réussir en trois ans. Mais il exigeait : 1) l'intégration dans les firmes de toutes les équipes scientifiques (pour des raisons de sécurité, compte tenu de l'extrême dangerosité des nouvelles technologies) ; 2) le contrôle de la gestion des ressources financières (une fois affectés aux États leurs budgets d'équipement et de fonctionnement) ; 3) carte blanche pour la mise en œuvre des réponses aux Trois Périls. Après un baroud d'honneur, le Conseil des grands États accepta l'accord (une clause secrète assurant toutefois la circulation des hommes entre directions des firmes, gouvernement des États et conseils de gérance des firmes).

Quoique, pour l'essentiel, elle ne faisait qu'entériner un état de fait, des scientifiques tentèrent de résister à leur intégration dans les firmes. Pour sauver la face, ils exigèrent l'adoption d'une Charte de Heidelberg, qui reprenait certains thèmes de l'Appel de Heidelberg lancé et diffusé en 1992 par quelques-uns de leurs prédécesseurs, déjà soutenus par des firmes des chimio-biotechnologies. La Charte a repris *in extenso* cet alinéa de l'Appel : « Nous soulignons que nombre d'activités humaines essentielles nécessitent la manipulation de substances dangereuses ou s'exercent à proximité de ces substances, et que le progrès et le développement reposent depuis toujours sur une maîtrise grandissante de ces éléments hostiles, pour le bien de l'Humanité¹. »

¹ « Appel de Heidelberg » du 14 avril 1992 (troisième version) ; texte diffusé par les signataires. À l'« Appel de Heidelberg » (*Le Monde*, 3 juin 1992), il a été répondu de Rio

Elle a aussi repris l'affirmation selon laquelle les instruments qu'offrent la science, la technologie et l'industrie, « dans la mesure où ils sont gérés de façon adéquate, sont des outils indispensables qui permettront à l'Humanité de venir à bout, par elle-même et pour elle-même, de fléaux tels que la surpopulation, la faim et les pandémies ¹ ». Le texte de la Charte a allongé la liste des fléaux, y incluant la violence, la misère et les déséquilibres globaux.

Un autre alinéa de la Charte, élargissant ce que l'Appel disait du contrôle des ressources naturelles, précisait que le contrôle de la science, de la technologie et de l'industrie ne pouvait se fonder que « sur des critères scientifiques et non sur des préjugés irrationnels ». Peu après, à la demande du Consortium, le Tribunal des grands États et de l'Humanité, jugea que « les références à l'éthique, à l'humanisme, à de prétendus droits du vivant ou des générations futures, sans pouvoir être taxées de "préjugés irrationnels" ne pouvaient être considérées comme des "critères scientifiques" et donc ne pouvaient être en aucun cas évoquées pour l'évaluation et le contrôle de la Science, de la Technologie et de l'Industrie ² ».

Enfin, le Consortium fit admettre par le Conseil des grands États, « à titre transitoire et pour une durée maximale de trois ans », le confinement de la violence dans des zones dites d'exception, qui seraient ramenées à la civilisation une fois l'aisance rétablie dans le reste du monde. L'aisance a été rétablie depuis plus de trois ans pour la moitié de l'Humanité ; mais nul ne parle plus de ramener les zones de violence à la civilisation. Selon des rumeurs, de nouveaux procédés de contrôle et de répression y sont massivement et systématiquement expérimentés.

Incertitudes

[Retour à la table des matières](#)

Cette esquisse de scénario combine les principaux traits du monde qui, selon nous, est en train de se faire. Généralisation des rapports d'argent, inégalités abyssales et domination de la marchandise conduisent à la mise en place d'un nouvel apartheid, fondé sur l'argent. Comités d'éthique et positions morales sont impuissants face à l'implacable rationalité du calcul économique. Les destructions sociales, culturelles, environnementales s'élargissent. Les très grandes firmes et quelques États-continentes gèrent l'opulence et le chaos du

par une quarantaine de scientifiques français (*Le Monde*, 17 juin 1992) et de Paris par un « Appel à la raison pour une solidarité planétaire » (*Libération*, 23 juin 1992).

¹ « Appel de Heidelberg » du 14 avril 1992 (troisième version).

² Arrêt non encore publié ; les capitales sont dans le texte.

monde. Les très grandes firmes et les équipes scientifiques qu'elles ont intégrées ont carte blanche pour endiguer le pire et préparer un « avenir meilleur ». Dans les archipels de l'aisance prédomine le marché ; ailleurs, excepté un petit nombre de réserves humanitaires, règne la violence, endiguée, s'il le faut, par une violence utilisant les ressources de la technoscience.

Bien sûr, il s'agit de tendances. Les contre-tendances existent, mais on peut craindre qu'elles ne soient pas de nature à infléchir dans son ensemble le cours des choses. Cependant, l'histoire a montré que des changements de climat idéologique et politique peuvent survenir.

Quoi qu'il advienne, le monde va rester multiple et disparate : dans certaines régions, dans certains pays, les forces de solidarité et d'humanité tiendront mieux et peut-être même s'affirmeront sous de nouvelles formes ; ailleurs des intégrismes, des nationalismes s'imposeront au nom de la lutte contre la marchandisation mondialisée.

Mais qui peut dire si les États-Unis vont ou non se laisser encore plus gagner par la logique de l'apartheid, si le sous-continent indien va ou non être déchiré par les affrontements religieux, si l'Afrique va savoir se ressourcer et se reconstruire ou si elle va se laisser dépecer et gérer par les très grandes entreprises. En terre d'Islam, les intégrismes vont-ils continuer à s'étendre ou la tradition humaniste va-t-elle reprendre le dessus ? Et, à des titres divers, bien des questions se posent encore quant aux devenir de la Chine, de l'ensemble russe, de l'Europe et de l'Amérique centrale et du Sud. Dans presque toutes les régions du monde, beaucoup d'incertitudes subsistent.

Au total, beaucoup dépend encore des décisions qui seront prises, des actions qui seront menées. Certains espèrent en quelque grande catastrophe susceptible de provoquer un réveil des consciences et une mobilisation des énergies ; on peut craindre aussi, si elle devait se produire, qu'elle n'entraîne un durcissement des égoïsmes, des flambées de réactions de chacun pour soi et finalement un renforcement accru des positions des puissants et des riches.

Le futur n'est pas écrit

[Retour à la table des matières](#)

Plus largement, face aux possibles futurs que l'on vient d'entrevoir, rien n'est fatal. Beaucoup va dépendre de l'esprit de responsabilité, du respect de la Terre, de la conception de l'homme, de la démocratie. Beaucoup va dépendre à la fois du fond de sagesse et de morale de chaque civilisation et de la capacité des hommes de notre temps d'élever l'intelligence et l'éthique au niveau que requièrent les enjeux actuels. Beaucoup va dépendre du sens des valeurs, du

vouloir et du pouvoir. Il va falloir choisir, décider, agir, mettre en œuvre des moyens à la hauteur des problèmes et des risques.

Valeurs

[Retour à la table des matières](#)

Que nous les affichions ostensiblement ou que nous les gardions secrètement dans notre conscience, nous sommes attachés à de multiples valeurs. Respect du vivant, de la Terre, du patrimoine légué et des espoirs ouverts par les civilisations. Sentiment d'être un maillon d'une chaîne humaine ; d'avoir reçu et de devoir sauvegarder, apporter, transmettre. Valeur éminente de l'homme : du mélange exceptionnel de sensibilité d'intelligence, de responsabilité, de spiritualité, d'attachement et de détachement, de connaissance de la mort et de jouissance de la vie, auquel il peut atteindre ; mélange qui s'exprime dans des sourires, des regards, comme dans des paroles, des écrits, des œuvres, des créations et des actions de tous ordres, des silences, des non-agir ; mélange que l'on peut nommer d'un mot : l'humanité.

Cette humanité a connu un premier épanouissement dans l'émergence et la maturation des grandes civilisations. Elle a, depuis, connu plusieurs floraisons, à diverses époques, en diverses régions du monde. Alors qu'elle pourrait connaître un nouvel épanouissement dans un monde ayant réussi à réduire la pression de la nécessité — productive ou économique —, elle paraît risquer d'être submergée par la marée de l'argent et des rapports d'argent.

Avec d'autres valeurs, la prise en compte de la dignité et de l'humanité de l'homme conduit à condamner les inégalités actuelles : car, dans un monde où tendent à prédominer rapports d'échange et rapports d'argent, elles écrasent, excluent, avilissent.

Avec d'autres valeurs, la prise en compte de la dignité et de l'humanité de l'homme nous interdit d'imposer contraintes, handicaps et sacrifices aux générations à venir, du fait de notre acratie ou de nos imprévoyances, de nos gaspillages et de nos rapacités. Plus largement, nous n'avons pas le droit, pour des intérêts limités et de court terme, de porter atteinte durablement à la Terre, au vivant et aux conditions de la vie. Et, si le doute existe, doivent être respectés les principes de prudence et de précaution.

Respect du vivant et de la dignité humaine, équité, solidarité, partage, tant à l'égard des plus démunis de notre monde qu'à l'égard des générations à venir : ces quelques valeurs doivent éclairer notre esprit de responsabilité en ces temps critiques.

Les sociétés humaines se sont fondées sur des principes tels que « Tu ne tueras pas ». La vie internationale s'est établie sur d'autres principes : des droits des peuples, de la souveraineté des États. Ce serait un premier pas, pour notre monde profondément interdépendant, doté de moyens d'action aux effets infinis, confronté à de nouveaux problèmes que nous suscitons nous-mêmes, que d'adopter ce principe : « Nul — État, firme, institution ou collectivité — n'a le droit, en poursuivant des fins particulières, de mettre en péril la Terre, le vivant, les hommes, l'Humanité et le devenir de l'Humanité. »

Responsabilité

[Retour à la table des matières](#)

« Quand nous disons que l'homme est responsable de lui-même, écrivait Jean-Paul Sartre en 1946, nous ne voulons pas dire que l'homme est responsable de sa stricte individualité, mais qu'il est responsable de tous les hommes. » Car, fondamentalement, « en me choisissant, je choisis l'homme » ; tout particulièrement, « l'homme qui s'engage et qui se rend compte qu'il est non seulement celui qu'il choisit d'être, mais encore un législateur choisissant en même temps que soi l'humanité entière, ne saurait échapper au sentiment de sa totale et profonde responsabilité ¹ ».

C'était il y a un demi-siècle, en une époque où l'homme était valeur pour lui-même ² et l'humanisme une éthique, et où l'engagement n'était ni ridicule ni marqué au sceau de l'opprobre. Dans les années quatre-vingt, la profondeur et la puissance des mutations en cours conduisent le philosophe Hans Jonas à ce diagnostic : « Le Prométhée définitivement déchaîné, auquel la science confère des forces jamais encore connues et l'économie son impulsion effrénée, réclame une éthique qui, par des entraves librement consenties, empêche le pouvoir de l'homme de devenir une malédiction pour lui. La thèse liminaire de ce livre est que la promesse de la technique moderne s'est inversée en menace, ou bien que celle-ci s'est indissolublement alliée à celle-là. Elle va au-delà du constat d'une menace physique. La soumission de la nature destinée au bonheur humain a entraîné par la démesure de son succès, qui s'étend maintenant à la nature de l'homme lui-même, le plus grand défi pour l'être humain que son faire ait jamais entraîné ³. »

Face aux impacts de la technologie et notamment à « l'ordre de grandeur des actions à long terme et très souvent leur irréversibilité », Hans Jonas affirme avec force : « Tout cela place la responsabilité au centre de l'éthique »

¹ SARTRE 1946, p. 24, 27 et 28.

² « Nous affirmons hautement que l'homme est un absolu. Mais il l'est à son heure, dans son milieu, sur sa terre », pouvait-on lire dans le texte de présentation du premier numéro des *Temps modernes* (1945) (cité par NOUSS 1995, p. 69).

³ JONAS 1979, 1990, p. 13.

(p. 14). S'impose alors le « Principe Responsabilité », qu'il formule en ces termes : « Dans l'ambivalence durable de sa liberté, qu'aucune transformation des circonstances ne saurait jamais abolir, préserver pour l'homme l'intégrité de son monde et de son essence contre les abus de son pouvoir » (p. 15).

Scientifiques, techniques, économiques et financières, les évolutions auxquelles nous participons et qui nous entraînent menacent et le monde, et les multitudes d'hommes, et l'essence de l'homme. Est-il encore temps de nous protéger contre la puissance des dynamiques que nous avons suscitées ?

Sanctions

[Retour à la table des matières](#)

Mais, dans une période où des dizaines d'automobilistes passent sur un corps humain sans s'arrêter — par peur, ou par souci de ne pas « perdre » quelques instants ; dans une période où des dizaines de voyageurs assistent sans réagir au viol collectif d'une femme dans une voiture de métro ou de train de banlieue ; dans un monde où des pays parmi les plus riches n'ont jamais accepté l'objectif de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement — objectif fixé par les Nations unies en 1970 — tandis que d'autres, l'ayant accepté, ne « réussissent pas » à l'atteindre ; dans un monde où les sociétés d'opulence laissent se développer la pauvreté en leur sein et la misère en de vastes régions ; dans un monde où les chefs d'État et de gouvernement et les plus hautes autorités financières, industrielles, scientifiques ne réussissent pas à définir et mettre en œuvre une stratégie pour l'environnement et le développement ; dans un tel monde, comment parler de responsabilité ? Comment qui que ce soit pourrait-il se sentir responsable de quoi que ce soit ?

Dans un monde où tendent à se généraliser les critères du profit et du moindre coût, où la technoscience la plus performante est intégrée dans les firmes et où les descendants de Créon vénèrent l'économie, l'affirmation du Principe Responsabilité peut-il être entendu ? L'appel à l'esprit de responsabilité, la perspective d'un nouvel épanouissement de l'humanité de l'homme ont-ils quelque chance de permettre de préserver le monde et l'essence de l'homme contre les abus de pouvoirs dont disposent aujourd'hui les sociétés humaines, et plus particulièrement les très grandes firmes et les grands États ? Sans l'institution d'un système d'obligations juridiques et de sanctions, c'est peu probable.

Aucun citoyen n'aura jamais à choisir entre un méchant qui affirmera vouloir détruire la Terre, spolier les générations futures et laisser mourir dans l'abandon les populations pauvres et un gentil qui promettra l'inverse. De plus, la gamme des enjeux sur lesquels se fait une élection est infiniment plus variée.

Aucun consommateur n'est assuré d'être pleinement informé ; en outre, pris dans une pluralité de systèmes techniques (pour les transports, l'énergie, l'alimentation, la santé, l'information, etc.), il n'a guère le choix. Et s'il sait, comme en France, que les trois quarts de l'énergie électrique qu'il consomme sont d'origine nucléaire, le réseau ne lui offre aucune alternative.

Les gouvernements et les organismes pluri- et internationaux sont soumis aux informations, influences, incitations et pressions des lobbies. Les scientifiques sont dépossédés de la maîtrise de leurs découvertes par les entreprises soucieuses de concevoir et de produire des marchandises qui assurent des profits. Quant aux entreprises, elles sont soumises à la concurrence que leur font ou risquent de leur faire d'autres firmes, avec lesquelles, par ailleurs, elles forment des lobbies pour défendre leurs intérêts communs.

Dans un tel système, la seule évocation du Principe Responsabilité ne peut suffire. Il faudra des lois (éventuellement planétaires), des règles et des sanctions.

On le sait : les actuelles évolutions technoscientifiques conduites par les firmes et les États conduisent à la mise en place de mégasystèmes techniques englobant une pluralité d'acteurs. Et ne peuvent être imputés à aucun en particulier les nouveaux périls technoscientifiques, quand leurs effets sont révélés et reconnus (sang contaminé, hormone de croissance transmettant une maladie mortelle, farine d'alimentation dangereuse pour les animaux, puis pour les humains qui se nourrissent de leur viande).

Pourtant, entre les crimes bien identifiés par nos droits pénaux nationaux et le crime contre l'Humanité reconnu et appliqué depuis quelques décennies, il va bien falloir qualifier de nouveaux crimes et délits : d'atteinte à la santé humaine, ayant ou non entraîné la mort, de pollutions majeures (locales ou plus larges), de destruction de ressources naturelles (sources d'eau, nappes phréatiques, sol, biotopes, air respirable, espace naturel vivable). Il va bien falloir prendre en compte les collectifs auteurs de ces crimes et délits et les identifier ; il va bien falloir être, en mesure de les poursuivre en tout lieu sans qu'aucun État puisse leur accorder protection. Il va bien falloir les juger, évaluer les responsabilités individuelles, prononcer des verdicts et appliquer les sanctions

Ces crimes et délits devront bien sûr s'inscrire dans un nouveau droit mondial, ce qui implique une démarche plus large : la prise de conscience des dimensions à la fois historique, planétaire et plurigénérationnelle de nos responsabilités actuelles. Bien sûr, il serait, pour un humaniste, plus satisfaisant de pouvoir faire fond sur la conscience humaine, le Principe

Responsabilité ou l'« heuristique de la peur ¹ ». Mais, sans l'arme du droit et de la sanction, ces forces morales paraissent trop faibles face aux dynamiques actuelles axées sur la puissance et l'argent.

Scénario de rêve

[Retour à la table des matières](#)

À la conférence qui s'est tenue à São Paulo, la première année du XXI^e siècle, étaient réunis dans l'Hyperdôme de l'humanité deux cents chefs d'État et de gouvernement, les deux cents dirigeants des plus grandes firmes mondiales et deux cents des scientifiques les plus éminents travaillant avec ces firmes. Soudain, il apparut que l'Hyperdôme était isolé du reste du monde par une infranchissable cosse électromagnétique. Nul ne pouvait entrer ni sortir, ni aucune information. En outre, le temps dut se figer sur le reste de la Terre : car la période qui s'ouvrit alors, et parut longue aux Six Cents, ne laissa aucune trace dans la mémoire des autres six milliards d'humains.

Dès cet enfermement réalisé, un message s'afficha sur les écrans intérieurs : « Comme les évêques réunis en conclave pour l'élection du pape, vous ne sortirez qu'après avoir arrêté les grandes lignes du programme qui rétablira le plaisir de vivre sur terre. »

Après d'inévitables atermoiements et diverses initiatives menées sans succès, les Six Cents se mirent au travail. Les chefs d'État proposèrent un moratoire des recherches dangereuses pour la Terre, le vivant et l'homme ; les scientifiques, de ne pas créer de besoins nouveaux pendant une génération ; les hommes d'affaires, de récupérer tous les fonds publics détournés depuis des lustres et de les affecter à un Fonds mondial contre le dénuement. « Accepté, dit un nouveau message. Tout cela part de bons sentiments, mais vous êtes loin de compte. » De fait, la muraille électromagnétique demeurait infranchissable.

Tous se remirent au travail, certains avec l'excitation qu'ils avaient éprouvée, étudiants, devant un défi à relever. Les chefs d'État proposèrent de réduire tous les cinq ans de moitié les inégalités tant entre les pays qu'au sein de chaque pays ; scientifiques et hommes d'affaires, de mobiliser l'essentiel de leurs moyens pour la satisfaction des besoins fondamentaux pendant une génération. « Accepté, dit le nouveau message. Vous êtes sur la bonne voie, mais encore loin de compte. » La coque électromagnétique demeurait infranchissable.

¹ « Qu'est-ce qui peut servir de boussole ? L'anticipation de la menace elle-même ! [...] Cela, je l'appelle "heuristique de la peur" », écrit Hans JONAS (1979, 1990, p. 13).

Les Six Cents firent appel aux plus imaginatifs d'entre eux : ils proposèrent de cesser toute production d'armes et de détruire les stocks existants en dix ans, de respecter les cycles de la terre et de la vie sur terre, de remplacer en une génération tous les modes productifs agressifs et destructeurs par des procédés s'inscrivant dans les cycles naturels et de réaménager tous les lieux de vie pour qu'ils soient agréables à vivre et bien inscrits dans leur site. « Accepté, dit le message. Encore un effort. »

Les Six Cents interrogèrent alors les quelques sages, qui, jusque-là, avaient peu parlé. Peut-être, dit l'un d'eux, suscitant l'assentiment général, pourra-t-on proposer à nos concitoyens du monde, de prendre du temps pour se retrouver, pour être ensemble, pour redécouvrir les plaisirs de vivre. « Accepté, dit le message. Maintenant, que chacun rentre en soi-même, respire profondément et imagine le monde en 2100. »

Ainsi firent les Six Cents et — mais nul ne le vit — sur des visages marqués par les luttes et les tourments de l'ambition, de l'avoir et du pouvoir, s'esquissèrent de ces sourires sans pareils, ces rares sourires qui témoignent de l'humanité des hommes.

Fin du rêve.

Nécessité d'une nouvelle « période axiale »

[Retour à la table des matières](#)

Face au capitalisme, il n'y a plus de grande alternative globale. Le système étatiste a montré ses capacités (industrialisation, économie de guerre, grands programmes industriels et technologiques), mais il a aussi montré ses limites et ses dangers dès lors qu'on lui demande de prendre en charge toutes les activités pour répondre à tous les besoins d'une société.

La social-démocratie, forgée dans le cadre du capitalisme industriel, est désarçonnée face à la mondialisation et à la prédominance de la technoscience.

L'espérance socialiste, au nom de laquelle ont œuvré et les régimes étatistes et la social-démocratie, n'a pas réussi à se concrétiser dans un projet à la hauteur des enjeux contemporains.

Quant à l'« autre mode de développement » dont ont rêvé pour le tiers monde nombre d'intellectuels dans les années soixante et soixante-dix, il ne s'est nulle part concrétisé d'une manière convaincante.

Il y a plus : les grands mythes fondateurs de notre modernité — la Raison, le Progrès, la Croissance — ont épuisé une partie de leurs forces et fait apparaître leurs faiblesses. L'homme a besoin de reprendre sa réflexion.

La « période axiale »

En une période, si l'on en croit l'historien Karl Jaspers ¹, une lame de fond de pensée — pensée de l'homme, du monde, de l'insaisissable — toucha l'ensemble des civilisations.

L'aventure avait été longue. Après une évolution de plusieurs centaines de milliers d'années, ont eu lieu, entre 8 000 et 4 000 ans avant notre ère, un ensemble de changements marquants, avec notamment l'agriculture, l'élevage, la construction de maisons et d'agglomérations, une spécialisation par types d'activités. Et, il y a entre 4 000 et 3 000 ans, les cultes agraires, le tissage, la roue puis le char, le bateau à voile, l'irrigation, l'écriture, les mathématiques, l'astrologie, le calendrier, la médecine, le travail du métal. Au cours des III^e et II^e millénaires avant notre ère, s'épanouirent les premières grandes civilisations : en Égypte, en Mésopotamie et sur les territoires actuels de la Grèce, de l'Inde et de la Chine.

C'est au premier millénaire avant notre ère, entre — 800 et — 200, que s'est située ce que Karl Jaspers nomme la « période axiale » : « Il s'y passe simultanément des choses extraordinaires. En Chine, vivent Confucius et Lao-Tseu ; on voit naître toutes les tendances de la philosophie chinoise [...]. Aux Indes, c'est le temps des Upanishads et du Bouddha ; toutes les possibilités philosophiques se font jour, allant jusqu'au scepticisme et au matérialisme, ou, comme en Chine, à la sophistique et au nihilisme. En Perse, Zarathoustra répand son âpre vision d'un univers déchiré par le combat du bien et du mal. En Palestine, se lèvent les prophètes [...]. En Grèce, on trouve Homère, les philosophes [...].

« La nouveauté de cette époque, c'est que partout l'homme prend conscience de l'être dans sa totalité, de lui-même et de ses limites. Il fait l'expérience du monde redoutable et de sa propre impuissance. Il se pose des questions essentielles ². »

¹ « Rares sont les savants qui acceptent de prendre au sérieux les considérations de Karl Jaspers sur la "période axiale" de l'histoire, sur les parallélismes eurasiatiques du premier millénaire avant le Christ. Rares sont les savants qui admettent, comme l'admet Jean-Pierre Vernant, qu'il y a là un "phénomène étonnant" un "problème" », estime Robert BONNAUD (1995, p. 41).

² JASPERS 1949, 1954, p. 9.

« Alors s'élaborèrent les catégories fondamentales, selon lesquelles nous pensons encore aujourd'hui, ainsi que les grandes religions qui soutiennent notre vie. Alors se produisit, dans tous les domaines, le passage à l'universel » (p. 10).

Ainsi, dans cette période s'est mis en place le cadre dans lequel les hommes se sont pensés et ont pensé le monde pendant plus de deux millénaires et dans lequel s'est enraciné le renouveau intellectuel et scientifique des derniers siècles : cadre aujourd'hui en partie inadapté, et dont l'inadéquation nous empêche de penser et les mutations en cours et vers quoi elles conduisent.

Une nouvelle « période axiale » ?

[Retour à la table des matières](#)

Selon Hannah Arendt, « la pensée en elle-même n'apporte pas grand-chose à la société, bien moins que la soif de connaissance, qui l'utilise comme un instrument pour d'autres fins. [...] Sa signification morale et politique n'apparaît que dans les rares moments de l'histoire où “tout part en miettes, le centre ne peut plus être le soutien, la simple anarchie se répand dans le monde”¹ ». À l'évidence, en cette période de mutation, « tout part en miettes, le centre ne peut plus être le soutien, la simple anarchie se répand dans le monde ».

Mais penser le monde, l'homme sur la planète en une multitude de sociétés disparates et l'avenir de l'ensemble n'est l'affaire ni d'un livre, ni d'un individu, ni d'une caste. Ce ne peut être que le fruit d'une démarche s'opérant dans diverses sociétés, à travers mûrissements, prises de conscience, réflexions critiques, analyses, débats, apports et retouches, avancées et mises en cause.

Par-delà les anciennes, ce sont de nouvelles questions essentielles qu'il convient de poser. C'est de l'immensité de leurs pouvoirs par rapport à la Terre, au vivant et à l'espèce qu'ils constituent, que les hommes doivent prendre conscience. Ce sont des forces et des dynamiques qu'ils ont eux-mêmes générées et qui sont redoutables pour la Terre et pour leurs propres sociétés, qu'ils doivent s'inquiéter. C'est à penser ces nouvelles réalités, à analyser, évaluer, réfléchir, comprendre, hiérarchiser, clarifier les termes des choix, que nous avons à travailler. Et que chacun accepte d'y contribuer sans s'inquiéter de la disproportion entre ses capacités et l'immensité de la tâche.

Certes, il y faudrait du temps : mais pourquoi, dans le cadre d'un effort pour redonner cohérence et sens à notre monde, et en accompagnement de cet effort, ne pas consacrer quelques décennies, disons une génération, à une réflexion

¹ ARENDT 1971, 1996, p. 71.

mondiale sur le devenir du monde ? À l'échelle de notre histoire, ce ne serait que quelques instants de retour sur soi et de réflexion planétaire.

Par elle seule, déjà, une telle décision signifierait que l'homme se donne une chance de faire émerger la pensée dont a besoin notre temps et donc, pour reprendre les termes de Jacques Monod, qu'il préfère le Royaume aux ténèbres.

Face à l'ampleur et à la puissance des mutations

[Retour à la table des matières](#)

L'ampleur des problèmes auxquels nous sommes confrontés, leur complexité et la rapidité des évolutions interdisent de dire : « Voici la solution. » Ce livre, on l'a dit, vise à alerter. Demande-t-on habituellement à celui qui donne l'alerte d'organiser aussi les secours et de dire comment éteindre l'incendie ? Cependant, tout diagnostic s'accompagne nécessairement de réflexions, d'idées de remèdes ou de propositions. Il serait absurde de n'en pas faire état. Mais il ne s'agit évidemment pas de la réponse, simple et lumineuse.

Car, en même temps que d'un renouveau de la pensée humaine et de la mise en place d'un nouveau système de responsabilité, c'est d'innombrables initiatives, actions, luttes et négociations que se dégageront, année après année — des villages et des quartiers aux régions et pays, des initiatives nationales aux négociations internationales et aux instances mondiales, des programmes continentaux et mondiaux aux réalisations sur le terrain — les réponses nécessaires.

Comme une bouteille à la mer

[Retour à la table des matières](#)

Beaucoup d'avancées ont été réalisées. Des mobilisations scandinaves aux réalisations villageoises indiennes, des décisions d'arrêter la production des CFC dans les pays du Nord à la mise en œuvre de formes d'énergie renouvelables, des efforts pour donner un contenu à la notion de développement durable à la multiplication des formes de solidarité internationales, les exemples ne manquent pas. Mais les forces qui contribuent aux dégradations, aux déstructurations, à l'exclusion et à l'écrasement des plus faibles continuent de l'emporter.

À toutes fins utiles, comme on jette une bouteille à la mer, voici quelques pistes qui se dégagent des analyses de ce livre. La plupart des lignes d'action doivent être pensées et mises en œuvre à plusieurs des niveaux où se reproduisent les sociétés humaines aujourd'hui : familial, local, régional, national, continental et mondial.

1) *Réduire les inégalités.* — C'est l'impératif premier de notre temps. Cela pourra prendre diverses formes : redistribution, soutien adapté et durable à des efforts de reconstruction de formes productives autonomes comme à des activités marchandes, financement (solvabilisation, disent les économistes) de besoins essentiels non solvables. Un point clé va être que soient de plus en plus largement et fermement condamnées comme illégitimes et immorales les inégalités actuelles.

2) *Renforcer les liens de solidarité.* — Toutes les sociétés se sont reproduites en assurant des relations de solidarité et de redistribution ; ainsi ont aussi survécu les peuples vivant en diaspora. Les systèmes de solidarité existants doivent être sauvegardés, adaptés, développés ; et de nouvelles solidarités doivent s'instituer, notamment aux niveaux continental et mondial.

3) *Rendre prioritaire la satisfaction des besoins fondamentaux.* — Pendant un certain nombre de décennies, il va falloir affirmer et concrétiser la priorité des besoins fondamentaux. Il s'agira essentiellement d'assurer une multitude de soutiens ponctuels, mais suivis, à des efforts entrepris localement dans des pays démunis. Mais il pourra aussi s'agir de programmes plus larges visant l'approvisionnement en eau et l'assainissement de grandes ou très grandes agglomérations et la dépollution de fleuves. Un processus résolu et durable de réduction des dépenses militaires et d'armement peut l'accompagner et en fournir des moyens, ce qui implique que se mettent en place, par grandes régions et au niveau international, de nouvelles procédures garantissant la sécurité et la paix.

4) *Sauvegarder les ressources essentielles et les équilibres vitaux.* — Cela implique de cesser de gaspiller les ressources et de sauvegarder partout où elles subsistent, restaurer partout où c'est possible, les sources essentielles de vie : eau potable, air respirable, terre arable, fleuves et lacs sains, océans et mers, ainsi que les forêts et les ressources halieutiques, la flore et la faune, etc.

5) *Maintenir ou développer des aires de survie, de subsistance ou de vie à l'abri de la machinerie économique multinationale/mondiale.* — D'abord, il ne serait pas absurde que soit reconnu à chaque pays, chaque province dans les grands pays, le droit de sauvegarder un noyau productif minimal de subsistance (alimentaire et énergétique notamment) : cela se révélera de la plus grande utilité lors des prochaines grandes crises continentales ou mondiales. Ensuite, chaque société devrait sauvegarder ou recréer des espaces de gratuité

(naturels, collectifs, publics) et des formes de production non principalement marchandes (domestiques, communautaires, collectives, publiques) et, plus largement, encourager ou instaurer une pluralité d'arts de vivre, de formes de cohésion et de modes de solidarité non dominés par les rapports d'argent.

6) *Pour ceux qui vivent dans l'aisance, limiter le désir de marchandises et le besoin de consommer.* — Modérer la croissance des besoins nouveaux : ce choix est indissociable de la réduction des inégalités et de la priorité reconnue aux besoins fondamentaux. Freiner et si possible faire refluer le mouvement de généralisation de la marchandise, en refusant l'engrenage sans fin de la croissance des besoins : les sociétés riches devraient chercher la voie qui permette de passer d'une société de consommation et de frustrations à une société de haute technologie, de frugalité et d'épanouissement, d'une société où l'on existe par le travail à une société où l'humanité, la créativité, la convivialité, l'art de vivre seraient admis comme valeurs supérieures.

7) *Limiter l'emprise de la technoscience.* — D'abord, lui redonner le sens des priorités, compte tenu des urgences et des déséquilibres de notre monde. Ensuite, énoncer d'une manière plus précise le principe de précaution, en l'intégrant dans des dispositifs réglementaires et juridiques permettant des sanctions à la hauteur des dommages causés. Enfin, on peut imaginer que se créeront ou se renforceront des espaces de cohérence sociale, assurant vie, épanouissement et solidarité tout en se réappropriant ce qui peut être utile des savoirs antérieurs et de ceux de la technoscience.

8) *Trouver la voie d'un développement humain durable.* — Refuser la voie qui consiste à laisser s'aggraver déséquilibres et dégradations en s'en remettant, pour y remédier, aux futurs pouvoirs des très grandes firmes contrôlant la technoscience. À la limite, la seule voie réellement « soutenable » doit résider dans l'élargissement de modes de production et de vie n'amputant pas gravement les stocks de ressources (tant renouvelables que non renouvelables) et tendant à ne rejeter que ce qui est supportable dans la reproduction (physico-chimique et biologique) de la Terre — tout en faisant reculer les dénuements extrêmes, en réduisant les excessifs écarts entre riches et pauvres et en assurant la satisfaction des besoins fondamentaux.

9) *Chercher comment passer de sociétés encastrées dans l'économie mondiale à des sociétés insérées dans le système du monde, mais d'un monde qui aurait ravalé l'économie au rang de servante des hommes.*

Il ne s'agit évidemment là que de bribes d'une réflexion qui ne pèsera que si elle se nourrit de tous les cheminements, de tous les savoirs et de toutes les sagesses : tel est d'ailleurs le sens de l'évocation de la nécessité d'une nouvelle « période axiale ».

Des compromis planétaires ?

[Retour à la table des matières](#)

Au niveau mondial, on peut se réjouir d'une certaine prise de conscience, d'avancées rendues possibles par certaines réunions internationales et de mesures, annoncées ou mises en œuvre, dans quelques domaines. Mais les efforts ne sont pas à la hauteur des problèmes.

Le montant de l'aide publique du Nord au développement du Sud est tombé à moins de 0,3 % du produit brut des pays du Nord, record historique ¹. Les États-Unis n'ont toujours pas engagé une politique résolue de réduction de leur consommation de pétrole. Le nécessaire codéveloppement Nord-Sud, qui permettrait de faire face aux urgences et des sociétés et de l'environnement demeure à un stade symbolique.

Si l'on prend comme référence le compromis social-démocrate qui a permis à quelques pays du Nord de mettre pendant plusieurs décennies la machinerie capitaliste en conformité avec certains idéaux de société (équité, solidarité, cohérence), deux « compromis » paraissent souhaitables au niveau planétaire. L'un et l'autre doivent viser à mettre la machinerie multinationale/mondiale en conformité avec le choix d'un monde vivable, dans le souci de faire face aux urgences et de répondre aux besoins essentiels sans sacrifier l'avenir.

D'abord un compromis Nord-Sud. Les pays riches du Nord doivent clairement s'engager à réduire leurs atteintes à l'environnement et à soutenir les politiques d'équipement et de modernisation du Sud assurant la sauvegarde de l'environnement. Pour les pays riches du Nord, il s'agit de :

- réorienter résolument leurs économies dans des voies assurant à chacun les moyens d'une vie digne, réalisant économies d'énergie et de matière et limitant les atteintes à l'environnement ;
- soutenir massivement les efforts faits par les pays en cours d'industrialisation pour adopter techniques et équipements visant ces objectifs ;
- soutenir les efforts des pays pauvres pour reconstruire des activités productives qui assurent la subsistance de chacun et sauvegardent les ressources essentielles (sol, eau, espèces végétales et animales).

¹ *Le Monde*, 7 février 1997. Évoquer ce point ne signifie pas que cette aide ne doit pas être profondément repensée (voir SCHNEIDER 1996).

Placé sous le signe du codéveloppement, un ensemble d'actions coordonnées dans ce sens peut d'ailleurs constituer un soutien à l'activité et à l'emploi, au Nord comme au Sud, et devrait permettre d'empêcher de profondes dégradations, tant sociales qu'environnementales, qui, si on les laissait s'aggraver, se révéleraient inévitablement plus coûteuses dans quelques décennies.

Simultanément, un autre compromis devrait être passé avec les très grandes firmes. Devraient contribuer à ce compromis des États, des organismes internationaux et des forces représentant le mouvement social et la société civile dans différentes régions du monde. Ce compromis devrait viser à :

- orienter vers des priorités, en suscitant et mobilisant des demandes monétaires, une partie de l'activité de la machinerie multinationale/mondiale ;
- border la fuite en avant technoscientifique par une application stricte du principe de précaution ;
- limiter les périls liés à l'intégration de la technoscience dans les très grandes firmes et au développement des megasystèmes techniques.

Puisque le capitalisme est aujourd'hui la principale logique productive disponible et qu'il est guidé par l'anticipation de demandes solvables, l'idée est de programmer, à différents niveaux, des dépenses massives destinées à la solution de problèmes jugés prioritaires. Les dépenses ainsi programmées le seraient avec le souci de répondre à des besoins fondamentaux, de sauvegarder l'environnement et de limiter les tensions internationales. L'eau pourrait être un des premiers champs d'application de tels programmes.

La porte est dans le mur

[Retour à la table des matières](#)

Dans le discours qu'il prononça à Stockholm le 10 décembre 1957, à la suite de la cérémonie d'attribution du prix Nobel, Albert Camus constatait : « Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse ¹. » Aujourd'hui, le monde est pris dans un puissant processus de décomposition/recomposition. Une des tâches de nos générations est d'empêcher la mise en place d'un totalitarisme de l'argent et de la marchandise et de maintenir ouvertes les voies vers une Humanité plus humaine.

¹ CAMUS 1965, p. 1073.

Quelques jours plus tard, le 14 décembre 1957, lors d'une conférence à l'université d'Upsal, Camus formulait cette remarque : « Ne cherchons pas la porte, et l'issue, ailleurs que dans le mur contre lequel nous vivons ¹. » C'est particulièrement vrai aujourd'hui.

Le socialisme est au creux de la vague. Les démocraties sont mal en point. Le mouvement écologiste s'est en partie enlisé dans le jeu politicien. L'humanisme se recroqueville dans l'humanitaire. Pour empêcher le pire et éviter le déroulement de noirs scénarios, il faudrait un puissant sursaut de forces (sociales, intellectuelles, morales, politiques) réunies autour de quelques valeurs essentielles ; mais ces forces sont encore dispersées, démobilisées, pour certaines, démoralisées.

C'est dans le mur qu'il faut trouver la porte. Dans notre monde mondialisé et disparate, toute stratégie pour ouvrir ou maintenir ouvertes les voies d'une Humanité plus humaine ne pourra être que plurielle, multiforme, faite d'actions menées à de multiples niveaux, du local au mondial, dans un grand nombre de domaines et avec une très grande diversité d'acteurs. Il faut apprendre à combiner ce qui doit être discuté et décidé aux niveaux continental et mondial et ce qui est à l'œuvre dans des mouvements multiples, impulsés tant dans des villages de pêcheurs ou des vallées de montagne, que dans des villes et leurs banlieues, des laboratoires de recherche ou des réseaux de très grandes firmes.

Rien n'interdit d'imaginer que, face à l'aggravation des remous et à la montée des périls, sous la pression des opinions publiques et de multiples mouvements, les grands acteurs soient amenés à débattre ensemble des urgences, des priorités et des finalités et à élaborer une coordination de stratégies (ou, plus précisément une métastratégie englobant une pluralité de stratégies coordonnées, là encore, dans une grande diversité d'espaces du local au mondial).

L'enjeu est énorme puisqu'il s'agit de travailler à surmonter les trois crises de notre temps : crises des sociétés, des relations entre sociétés et des relations entre les hommes et la Terre, en recherchant des voies et moyens qui sauvegardent ou amorcent un nouvel épanouissement humain.

Cela implique une mobilisation d'une ampleur comparable à celles des dernières guerres mondiales. Mais une mobilisation contre la pauvreté, le mal-développement, les destructions des ressources et de l'environnement, avec une remise en cause de nos modes de vie, des inégalités, du gaspillage, de la surconsommation et de la course à la satisfaction de besoins toujours renouvelés.

¹ CAMUS 1965, p. 1096.

L'adoption et la mise en œuvre d'une telle stratégie impliquent que la responsabilité du Nord (qui est très largement à l'origine de l'état actuel du monde et qui dispose de l'essentiel des moyens financiers, scientifiques, techniques, industriels) soit pleinement assumée. Elles impliquent aussi que soient amputées les richesses des classes et castes riches du Nord et du Sud et que les classes et groupes aisés modèrent l'expansion et le renouvellement de leurs besoins. Rien de tout cela ne va de soi. Rien de tout cela n'est hors de notre portée.

Le soleil noir d'une fin du monde annoncée produirait l'effet inverse, avec l'enfermement des très puissants et très riches dans des biosphères de survie, qui fonctionnent aujourd'hui à titre expérimental et dont le marché exploserait soudain. La promesse d'un nouveau monde de bonheur et de paix est difficilement crédible, car trop d'annonces et de promesses de ce type ont été faites depuis deux ou trois siècles. Restent, puisqu'il faudra une mobilisation innombrable et diversifiée sur des objectifs communs, l'éthique, l'esprit de responsabilité et les différents humanismes de nos civilisations. Mais, comme l'avait noté John Maynard Keynes, « ce qu'on prévoit ne se réalise jamais. Ce qui se produit, on ne l'avait pas prévu ».

Il est donc permis de rêver. Peut-être, au lendemain de la plus grave crise (boursière, monétaire, financière, économique et étatique) qu'aura jamais connue le capitalisme, des régions du monde n'ayant pas été trop marquées ni par l'opulence ni par la dégradation de nos modernités se révéleront-elles les plus aptes à réapprendre aux humains déboussolés le sens de l'essentiel et de la vie.

Ou encore, qu'il y ait ou non une telle crise, des sociétés d'Asie inspirées par le bouddhisme pourraient réussir à réduire le capitalisme à ce qu'il aurait dû toujours rester : un instrument des hommes, comme la pierre taillée, la houe ou le tracteur. À le réduire, ou le dépasser : c'est un des consultants les plus en vue au Japon, Yukio Funai, qui formule ce diagnostic : « Le capitalisme cessera d'exister ; il est bourré de contradictions et contre la providence de la nature ¹. »

Mais on peut aussi imaginer que les nouvelles générations se rebiffent contre celles qui accaparent emplois, ressources et pouvoir ; qu'elles se retrouvent dans un grand mouvement « essentialiste » — revenir à l'essentiel — et propagent, s'inspirant de Gandhi, une résistance non violente à l'argent et à la marchandise, en privilégiant le « vivre ensemble », l'usage maîtrisé des savoirs techniques, l'humanité et la frugalité. Ou bien encore...

¹ « Capitalism will cease to exist ; it's full of contradictions and against the providence of nature » (*Far Eastern Economic Review*, 30 janvier 1997, p. 42).

ÉPILOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Tout au long de la rédaction de ce livre me revenait en tête l'exhortation que Nietzsche a mise dans la bouche de Zarathoustra : « Il est temps que l'homme se fixe un but. Il est temps que l'homme plante le germe de son espérance suprême. » Et je me disais que par notre égoïsme, notre irresponsabilité, notre acratie, nous œuvrons à la réalisation de sa terrible prédiction : « Hélas ! Le temps approche où l'Homme ne lancera plus par delà l'humanité la flèche de son désir, où la corde de son arc aura désappris de se tendre. [...] Hélas ! Ce qui vient, c'est l'époque de l'homme méprisable entre tous, qui ne saura même plus se mépriser lui-même ¹. » De cette phrase, je pensais faire la chute de mon texte. Presque tous mes lecteurs eurent sur ce point une réaction négative. Et j'ai fini par leur donner raison.

Près de la fenêtre de la pièce où j'achève mon ultime relecture, s'épanouit l'exubérance d'un chèvrefeuille en fleur : volettent trois papillons aux multiples couleurs, quelques gros bourdons noirs, quelques abeilles. Chaleur du soleil et fraîcheurs de l'aube s'enlacent en d'éphémères caresses. Comme un sourire du monde.

Je me rappelle le temps suspendu parmi les énigmes et les ruines de Delphes, il y a maintenant près de quarante ans ; un improbable instant de plénitude et de paix sur l'esplanade aux deux mosquées, à Jérusalem ; des havres de douceur et d'humanité, dans les espaces infinis du nord du Québec et du sud du Maroc ; et la simple tranquillité d'un sentier de prière au Japon. Sourires du monde.

Fragilité des sourires humains. Demeurent ceux transmis à travers les siècles par la pierre, le bois, la peinture, le dessin. Sourires — de plaisir, de tendresse ou de sérénité — souvent énigmatiques, impénétrables, qui nous touchent après des centaines ou des milliers d'années : sourires d'un sphinx de l'Acropole d'Athènes, d'un Hermès étrusque de la villa Giulia de Rome, d'une déesse du Turkestan chinois ; sourire imperceptible de la Dame d'Elche ;

¹ NIETZSCHE 1883, *in* 1991, p. 15.

sourires des statues de Bouddha et de divinités indiennes ; innombrables sourires des vierges et des naitivités ; sourires uniques de l'Ange de Reims, du Printemps vu par Botticelli, de la Joconde et de Sainte Anne. « Sourire furtif ! Millénaires d'inhumain derrière le sourire grec, solitaire sourire du bouddhisme, et ce court sourire gothique, et la tendresse de l'Italie ¹... »

Sourires du monde, sourires des hommes, signes éphémères de l'humanité des humains : comme eux essentielle, comme eux vulnérable et comme eux menacée par les dérèglements, les engrenages de notre temps.

Le lecteur l'a compris : ce livre est nourri d'inquiétudes et d'optimisme.

De plus en plus nombreux sont ceux qui disent : « Nous allons dans le mur ; nous y allons de plus en plus vite. » L'irréremédiable est aujourd'hui possible — sous des formes déjà annoncées ou d'autres encore inconcevables —, même s'il peut encore être conjuré.

Objecter que tout s'arrangera de soi-même n'est pas de l'optimisme, mais de l'inconscience.

Parler des problèmes et des risques n'est pas signe de pessimisme, mais d'esprit de responsabilité.

Évaluer les périls et leurs sources et redonner prééminence aux valeurs, pour dessiner des stratégies et travailler à les mettre en œuvre : là réside l'optimisme...

La tâche, certes, dépasse chacun. Mais elle peut être menée à bien dès lors que nous refusons l'actuelle démission collective, assumons les responsabilités dont nous charge la puissance immense dont nous disposons et choisissons des objectifs et des priorités qui redonnent sens à notre devenir.

Vézelay et Paris, été 1996-printemps 1997.

¹ MALRAUX 1951, 1956, p. 251.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

- ADRET, *Travailler deux heures par jour*, Paris, Seuil, 1977.
- AMIN Samir, *Classe et nation dans l'histoire et la crise contemporaine*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.
- ANATRELLA Tony, *Non à la société dépressive*, Paris, Flammarion, 1993.
- ARENDT Hannah, *The Origins of Totalitarianism*, 1951, 2^e éd. 1958 ; trad. fr. de la 3^e partie, *Le Système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972.
- ARENDT Hannah, *The Human Condition*, 1958 ; trad. fr. *La Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961 ; éd. 1993.
- ARENDT Hannah, « Thinking and Moral Considerations : A Lecture », *Social Research*, vol. 38, n° 3, automne 1971 ; trad. fr. *Considérations morales* [Éd. Tierce, 1993], Paris, Payot & Rivages, 1996.
- AXELOS Kostas, *Métamorphoses*, Paris, Éditions de Minuit, 1991.
- BAIROCH Paul, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte, 1994.
- BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde, 1992* — *Le développement et l'environnement*, Washington, 1992.
- BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde, 1995* — *Le monde du travail dans une économie sans frontières*, Washington, 1995.
- BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde, 1996* — *De l'économie planifiée à l'économie de marché*, Washington, 1996.
- BAREL Yves, *La Reproduction sociale (Systèmes vivants, invariance et changement)*, Paris, Anthropos, 1973.
- BAREL Yves, *Le Paradoxe et le Système (Essai sur le fantastique social)*, Grenoble, PUG, 1979.
- BARRE Raymond, *Économie politique*, 2 vol., Paris, PUF, 1957.
- BEAUD Calliope, *Combat pour Vézelay. Pechiney Pollutions*, Paris, Éd. Entente, 1976.
- BEAUD Michel, avec DANJOU P. et DAVID J., *Une Multinationale française : Pechiney UGINE Kuhlmann*, Paris, Seuil, 1975.

- BEAUD Michel, *Histoire du capitalisme (de 1500 à nos jours)*, Paris, Seuil, 1981, nouv. éd. 1987 et 1990.
- BEAUD Michel, *Le Socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Paris, Seuil, 1982, nouv. éd. 1985.
- BEAUD Michel, *La Politique économique de la gauche*, Paris, Syros, vol. 1, *Le Mirage de la croissance*, 1983 ; vol. 2, *Le Grand Écart*, 1985.
- BEAUD Michel, *Le Système national/mondial hiérarchisé (une nouvelle lecture du capitalisme mondial)*, Paris, La Découverte, 1987.
- BEAUD Michel, *L'économie mondiale dans les années 1980*, Paris, La Découverte, 1989.
- BEAUD Michel et DOSTALER Gilles, *La Pensée économique depuis Keynes. Historique et dictionnaire des principaux auteurs*, Paris, Seuil, 1993 ; éd. abr., Points-Seuil, 1996.
- BEAUD Michel (dir. avec BEAUD Calliope et BOUGUEFRA M. Larbi), *L'État de l'environnement dans le monde*, Paris, La Découverte, 1993.
- BEAUD Michel, « Entretien » avec Michel Boyer : « Remettons l'économie à sa place de servante des sociétés », *Le Monde*, 6 septembre 1994, p. 2.
- BEAUD Michel, « Le basculement du monde », *Le Monde diplomatique*, octobre 1994, p. 16-17.
- BERGSON Henri, *Les Deux Sources de la morale et de la religion*, 1932 120^e édition, Paris, PUF, 1962.
- BONIFACE Pascal, *La Volonté d'impuissance*, Paris, Seuil, 1996.
- BONNAUD Robert, *Les Alternances du progrès. Une histoire sans préférences*, Paris, Kimé, 1992.
- BONNAUD Robert, *Les Tournants du XX^e siècle. Progrès et régressions*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- BONNAUD Robert, *Y a-t-il des tournants historiques mondiaux 2*, Paris, Kimé, 1992.
- BONNAUD Robert, *La Morale et la Raison. Une histoire universelle*, Paris, Kimé, 1994.
- BONNAUD Robert, *Et pourtant elle tourne ! L'histoire et ses revirements*, Paris, Kimé, 1995.
- BOURGUIGNON André, *Histoire naturelle de l'homme*, Paris, PUF, t. 1, *L'Homme imprévu*, 1989 ; t. 2, *L'Homme fou*, 1994.
- BRAUDEL Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XV^e-XVIII^e siècles*, 3 vol. : vol. 1, *Les Structures du quotidien* ; vol. 2, *Les jeux de l'échange* ; vol. 3, *Le Temps du monde*, Paris, A. Colin, 1979 ; Le livre de poche, 1993.
- BRAUDEL Fernand, *La Dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985.

- BRAUDEL Fernand, *Grammaire des civilisations*, Paris, Arthaud, 1987
Flammarion, 1993.
- BROWN Lester R. *et al.*, *State of the World*, rapport du Worldwatch Institute, annuel depuis 1984, New York et Londres, W. W. Norton.
- BROWN Lester R., FLAVIN Christopher et POSTEL Sandra, *Saving the Planet*, 1991, New York et Londres, W. W. Norton ; trad. fr. *Le Défi planétaire*, Paris, Sang de la terre, 1992.
- BRZEZINSKI Z., *La Révolution technétronique*, Paris, Calmann-Lévy, 1971.
- CAMUS Albert, *Le Mythe de Sisyphe*, Paris, Gallimard, 1942 ; in 1965, p. 99-211.
- CAMUS Albert, *Essais*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965.
- CARMOY Hervé de, *La Banque du XXI^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 1995.
- CASTORIADIS Cornélius, *Les Carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil, 4 vol. : *Les Carrefours du labyrinthe*, 1978 ; *Domaines de l'Homme*, 1986 ; *Le Monde morcelé*, 1990 ; *La Montée de l'insignifiance*, 1996.
- CENTER FOR SCIENCE AND ENVIRONMENT, *The CSE Statement on Global Environmental Democracy*, New Delhi, 1992.
- CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts), *Précarité et risque d'exclusion en France*, document n° 109, 3^e trimestre 1993.
- CHAUNU Pierre, *L'Expansion européenne du XII^e au XVI^e siècle*, Paris, PUF, 1969.
- CHAUVIN Rémy, *Les Sociétés animales*, Paris, PUF, 1982.
- CHAUVIN Rémy, *Sociétés animales et sociétés humaines*, Paris, PUF, 1984.
- CHESNAIS François, *La Mondialisation du capital*, Paris, Syros, 1994.
- CHESNAIS François (dir.), *La Mondialisation financière. Genèse, coûts et enjeux*, Paris, Syros, 1996.
- Choc des civilisations (Le), Commentaire*, n° 66, Paris, Plon, été 1994.
- CHOMSKY Noam, *Language and Mind*, New York, Harcourt, Brace & World, 1968 ; trad. fr. *Le Langage et la Pensée*, Paris, Payot, 1970.
- CLARK Colin, *The Conditions of Economic Progress*, Londres, Macmillan, 1940 ; 3^e éd. 1957 ; trad. fr., *Les Conditions du progrès économique*, Paris, PUF, 1960.
- CONDORCET, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, rédigé en 1793, suivi de *Fragments sur l'Atlantide*, Paris, Flammarion, 1988.
- COUTEAU Paul, *Le Grand Escalier. Des quarks aux galaxies*, Paris, Flammarion, 1993, 1995.
- DEBEIR Jean-Claude, DELÉAGE Jean-Paul et HÉMERY Daniel, *Les Servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie*, Paris, Flammarion, 1986.
- DESCARTES René, *Discours de la méthode*, 1637, in *Œuvres et lettres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1952.

- DOLLÉANS Édouard, *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris, Armand Colin, 3 vol., 1936-1956.
- DOLLFUS Olivier, « Le système-monde », in Roger BRUNET et Olivier DOLLFUS, *Mondes nouveaux*, Paris, Hachette/Reclus, 1990.
- DOLLFUS Olivier, *La Nouvelle Carte du monde*, Paris, PUF, 1995.
- DUMONT Louis, *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1966 ; nouv. éd. 1979.
- DUMONT René, *Un monde intolérable. Le libéralisme en question*, Paris, Seuil, 1988.
- DUMOUCHEL Paul (dir.), *Violence et Vérité : Autour de René Girard* (colloque de Cerisy), Paris, Grasset, 1985.
- DUPLESSY Jean-Claude et MOREL Pierre, *Gros temps sur la planète*, Paris, Odile Jacob, 1990.
- DURKHEIM Émile, *De la division du travail social*, 1893 ; Paris, PUF, 1930 ; PUF/Quadrige, 1994.
- ELIAS Norbert, *Über den Prozess der Zivilisation*, 1939, 2^e éd. 1969 ; trad. fr., vol. 2, *La Dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 ; Pocket, 1996.
- ELLUL Jacques, *Le Système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.
- ENRIQUEZ Eugène, *De la Horde à l'état. Essai de psychanalyse du lien social*, Paris, Gallimard, 1983.
- ÉPICTÈTE, *Ce qui dépend de nous* [extraits], Paris, Arléa, 1995. *L'État du monde*, Paris, La Découverte, annuel.
- FINKIELKRAUT Alain, *La Défaite de la pensée*, Paris, Gallimard, 1987 Folio, 1989, éd. 1993.
- FORRESTER Viviane, *L'Horreur économique*, Paris, Fayard, 1996. « Fortune Global 500 (The): The World's Largest Industrial and Service Corporations », *Fortune*, 5 août 1996, 71-5 et FI-F42.
- FOURQUET François, *Richesse et puissance. Une généalogie de la valeur*, Paris, La Découverte, 1989.
- FRANSMAN Martin, JUNNE Gert, ROOBEEK Annemieke (dir.), *The Biotechnology Revolution*, Oxford, Blackwell, 1995.
- FREUD Sigmund, 1930 ; trad. fr., *Malaise dans la civilisation*, Paris, Denoël, 1934.
- FUKUYAMA Francis, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992 ; trad. fr., *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.
- GIDE Charles, *Principes d'économie politique*, Paris, Librairie de la société du recueil général des lois et arrêts, 6^e éd., 1898.
- GIRAUD Pierre-Noël, *L'Inégalité du monde. Économie du monde contemporain*, Paris, Gallimard « Folio », 1996.

- GODARD Olivier (dir.), *Le Principe de précaution dans la conduite des affaires humaines*, Paris, Maison des sciences de l'homme/INRA, 1997.
- GORE Al, *Earth in the Balance. Forging a New Common Purpose*, Boston, Houghton Mifflin ; Londres, Earthscan, 1992.
- GORZ André (dir.), *Critique de la division du travail*, Paris, Seuil, 1973.
- GRAS Alain, *Grandeur et dépendance. Sociologie des macro-systèmes techniques*, Paris, PUF, 1993.
- GRATALOUP Christian, *Lieux d'histoire. Essai de géohistoire systématique*, Montpellier, Reclus, 1996.
- GROUP OF LISBON, *Limits to Competition* (ronéo), Fondation Gulbenkian, Lisbonne, 1993 ; éd. fr., *Limites à la compétitivité. Pour un nouveau contrat mondial*, Paris, La Découverte, 1995.
- GUILLEBAUD Jean-Claude, *La Trahison des Lumières. Enquête sur le désarroi contemporain*, Paris, Seuil, 1995.
- HACKER Friedrich, *Agression. Die Brutalisierung der modernen Welt*, Vienne, Fritz Molden, 1971 ; trad. fr. *Agression/Violence dans le monde moderne*, Paris, Calmann-Lévy 1972.
- HAYEK Friedrich, *Law, Legislation and Liberty*, University of Chicago Press, 3 vol., 1973, 1976 et 1979 ; trad. fr., *Droit, législation et liberté*, 3 vol., Paris, PUF, 1980, 1981 et 1983 ; « Quadrige » 1995. *Histoire des civilisations*, Paris, PUF, 7 vol., 1953-1957. *Histoire du développement culturel et scientifique de l'humanité (Histoire de l'humanité)*, publié sous les auspices de l'UNESCO, Paris, Robert Laffont, 10 vol. et un index, 1963-1969.
- Histoire universelle*, Paris, Gallimard, « Encyclopédies de la Pléiade », 3 vol., 1956-1958.
- HOBBSAWM Eric J., *Age of Extremes. The Short Twentieth Century 1914-1991*, Londres, Michael Joseph, 1994.
- HORKHEIMER Max et ADORNO Theodor W., *Dialektik der Aufklärung*, New York, Social Studies Association, 1944 ; nouv. éd. Francfort, Fisher, 1969 ; trad. fr., *La Dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974 ; « Tel », 1996.
- HUNTINGTON Samuel P., « Le choc des civilisations ? », in *Choc...*, 1994, p. 238-252.
- HUNTINGTON Samuel P., *Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon & Schuster, 1996.
- JACOB François, *La Logique du vivant. Une histoire de l'hérédité*, Paris, Gallimard, 1970.
- JASPERS Karl, *Von Ursprung und Ziel der Geschichte*, 1949 ; trad. fr. *Origine et sens de l'histoire*, Paris, Plon, 1954.

- JASPERS Karl, *Die Atombombe und die Zukunft des Menschen*, Munich, R. Piper & Co, 1958 ; trad. fr., *La Bombe atomique et l'avenir de l'homme*, Paris, Buchet-Chastel, 1963.
- JEAN François et RUFIN Jean-Christophe (dir.), *Économie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996.
- JONAS Hans, *Das Prinzip Verantwortung*, Francfort/Main, Insel Verlag, 1979 ; trad. fr., *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Éd. du Cerf, 1990.
- JULLIEN François, *La Propension des choses. Pour une histoire de t'efficacité en Chine*, Paris, Seuil, 1992.
- KANT Immanuel, *Kritik der praktischen Vernunft*, 1788 ; trad. fr., *Critique de la raison pratique*, Paris, PUF, 1949 [avec une introduction de Ferdinand Alquié, i-xxxii].
- KARPIK Lucien, « Le capitalisme technologique », *Sociologie du travail*, janvier-mars 1972, 2-34.
- KAUTILYA, *L'Arthashastra* [IV^e siècle av. J.-C.] ; trad. fr. Paris, Marcel Rivière, Paris, 1971.
- KENNEDY Paul, *The Rise and Fall of the Great Powers*, Londres, Unwin Hyman, 1988 ; trad. fr., *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Payot, 1989 ; Petite bibliothèque Payot, 1991.
- KENNEDY Paul, *Preparing the XXIst Century*, Harper-Collins, 1993, trad. fr., *Préparer le XXI^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 1994.
- KEYNES John Maynard, *Essays in Persuasion*, Londres, Rupert Hart Davis, 1931 ; trad. fr., *Essais de persuasion*, Paris, Gallimard, 1933 ; trad. partielle, *Essais sur la monnaie et l'économie. Les cris de Cassandra*, Paris, Payot, 1972, éd. 1978.
- KIDRON Michael et SEGAL Ronald, *The State of the World Atlas*, Penguin, 1996 ; trad. fr., *Atlas des désordres du monde*, Paris, Autrement, 1996.
- KRELLE Wilhelm (dir.), *The Future of the World Economy*, Berlin, Springer Verlag, 1989.
- LAFARGUE Paul, *Le Droit à la paresse*, 1880 ; Paris, Maspero, 1969.
- LAÏDI ZAKI, *Un Monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1994.
- LAO-TSEU, *Tao tô king* [VI^e siècle av. J.-C.] ; trad. fr. Paris, Gallimard, 1969 ; 1995.
- LATOUCHE Serge, *L'Occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte, 1989.
- LATOUCHE Serge, *La Mégamachine. Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*, Paris, La Découverte, 1995.
- LECOURT Dominique, *Contre la peur*, Paris, Hachette, 1990.
- LWOFF André, *L'Ordre biologique*, MIT Press, 1962 ; Paris, Laffont 1969.

- MADDISON Angus, *Dynamic Forces in Capitalist Development. A Long Run Comparative View*, Oxford University Press, 1991.
- MADDISON Angus, *L'économie mondiale 1820-1992*, Paris, Centre de développement de l'OCDE, 1995.
- MALINOWSKI Bronislaw, *A Scientific Theory of Culture and Other Essays*, University of North Carolina Press, 1944 ; trad. fr., *Une théorie scientifique de la culture*, Paris, Maspero, 1968 ; Points-Seuil, 1970.
- MALRAUX André, *Les Voix du silence*, Paris, Gallimard, 1951 ; réimp. 1956.
- MALTHUS Thomas Robert, *An Essay on the Principle of Population as it Affects the Future Improvement of Society*, Londres, 1798, 2^e éd. 1803 ; trad. fr., *Essai sur le principe de population*, Paris, Guillaumin, 1845.
- MARCHAND Olivier et THÉLOT Claude, *Deux siècles de travail en France*, Paris, INSEE, 1991.
- MARCUSE Herbert, *One-Dimensional Man. Studies in the Ideology of Advanced Industrial Society*, Boston, Beacon Press, 1964 ; trad. fr. *L'Homme unidimensionnel*, Paris, Éditions de Minuit, 1968.
- MARCUSE Herbert, *Das Ende der Utopie*, Berlin, Peter von Maikowski, 1967 ; trad. fr., *La Fin de l'utopie*, Paris, Seuil, 1968.
- MARX Karl, chapitre intitulé « Der Produktionsprozess des Kapitals. Sechstes Kapitel », rédigé entre 1863 et 1866 et publié à Moscou en 1933 ; trad. fr., *Un chapitre inédit du Capital*, Paris, Union générale d'éditions, 10/18, 1971.
- MARX Karl, *Le Capital*, livre 1 (1867) et matériaux pour les livres II et III (1869-1879) ; trad. fr. in Marx 1963 et 1968, vol. 1, 537-1240 et vol. 2, 501-1488.
- MARX Karl, *Œuvres — Économie*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 2 vol., 1963 et 1968.
- MÉGIE Gérard, *Stratosphère et couche d'ozone*, Paris, Masson, 1992.
- MENGER Carl, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne, 1871 2^e éd. 1923.
- MEYER Jean, *La Surchauffe de la croissance. Essai sur la dynamique de l'évolution*, Paris, Fayard, 1974.
- MICHALET Charles-Albert, *Le Capitalisme mondial*, Paris, PUF, 1976 ; nouv. éd. 1985.
- MICHALET Charles-Albert, « Globalisation et gouvernance [sic] : Les rapports des États-nations et des transnationales », *Mondes en développement*, vol. 22, 1994, p. 25-33.
- MILL John Stuart, *Principles of Political Economy, With some of their Applications to Social Philosophy*, Londres, 1848 ; trad. fr. de la 7^e éd., *Principes d'économie politique, Avec quelques-unes de leurs applications à l'économie sociale*, Paris, Guillaumin, 2 vol. 1873.

- MONOD Jacques, *Le Hasard et la Nécessité. Essai sur la philosophie naturelle de la biologie moderne*, Paris, Seuil, 1970.
- MORAZÉ Charles et WOLFF Phillipe, *L'Époque contemporaine. 1852-1946*, Paris, A. Colin, 1952.
- MORIN Edgar, *La Méthode*, Paris, Seuil : t. I, *La Nature de la nature*, 1977 ; t. II, *La Vie de la vie*, 1980 ; t. III, *La Connaissance de la connaissance*, livre 1, *Anthropologie de la connaissance*, 1986 ; t. IV, *Les Idées. Leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation*, 1991.
- MORIN Edgar, *Pour sortir du XX^e siècle*, Paris, Points-Seuil, 1981.
- MORIN Edgar, *Science avec conscience*, Paris, Fayard, 1982.
- MORIN Edgar, *Thèses pour la pensée complexe*, texte dactylographié, Paris, s.d., 9 p. [repris in MORIN 1990].
- MORIN Edgar, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, ESF, 1990.
- NIETZSCHE Frédéric, *Vie et Vérité (textes choisis)*, Paris, PUF, 1971 5^e éd. 1991.
- NIETZSCHE Frédéric, *Also sprach Zarathustra*, 1883 ; trad. fr., *Ainsi parlait Zarathoustra*, Paris, Aubier, 1962.
- NOUSS Alexis, *La Modernité*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1995.
- OHMAE Kenichi, *Triad Power. The Coming Shape of Global Competition*, The Free Press, 1985 ; trad. fr., *La Triade, Émergence d'une stratégie mondiale de l'entreprise*, Paris, Flammarion, 1985.
- PARTANT François, *La Ligne d'horizon. Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte, 1988.
- PASCAL Blaise, *Pensées* [éd. posthume 1670] ; Paris, Hachette, 1950.
- PÉGUY Charles, *L'Argent* [1913], Paris, Gallimard, 1932 ; réimp. 1948.
- PERKINS Edwin J., *The World Economy in the Twentieth Century*, Cambridge (Mass.), Schenkman, 1983.
- PERRIN Jacques, *Comment naissent les techniques. La production sociale des techniques*, Paris, Publisud, 1988.
- PERROUX François, *L'Europe sans rivages*, Paris, PUF, 1954.
- PERROUX François, *La Coexistence pacifique*, Paris, PUF, 1958.
- PLATON, *La République* [entre 384 et 377 av. J.-C.] ; trad fr. Paris, Garnier, 1966 ; Flammarion, 1988.
- PNUD (Programme des Nations unies sur le développement), *Rapport mondial sur le développement humain 1992*, Paris, Economica, 1992.
- PNUD (Programme des Nations unies sur le développement), *Rapport mondial sur le développement humain 1996*, Paris, Economica, 1996.
- POINCARÉ Henri, *La Valeur de la science*, Paris, Flammarion, 1905 ; 1970.

- POLANYI Karl, *The Great Transformation*, 1944 ; trad. fr., *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983.
- PRIGOGINE Ilya et STENGERS Isabelle, *La Nouvelle Alliance. Métamorphose de la science*, Paris, Gallimard, 1979 ; 2^e éd. 1986, Gallimard-Folio, 1990.
- RACHLINE François, *Que l'argent soit. Capitalisme et alchimie de l'avenir*, Paris, Calmann-Lévy, 1993.
- REICH Robert, *The Work of Nations*, New York, A. Knopf, 1991 ; trad. fr., *L'Économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993.
- RICARDO David, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, 1817, nouv. éd. augm. 1821 ; trad. fr., *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion, 1992.
- RICHTA Radovan [Prague, 1968] ; trad. fr., *La Civilisation au carrefour*, Paris, Anthropos, 1972 ; Seuil, 1974.
- RIFKIN Jeremy, *The End of Work*, New York, Putnam, 1995 ; trad. fr., *La Fin du travail*, Paris, La Découverte, 1996.
- ROQUEPLO Philippe, *Climats sous surveillance. Limites et conditions de l'expertise scientifique*, Paris, Économica, 1993.
- ROSNAY Joël de, *L'Homme symbiotique. Regards sur le troisième millénaire*, Paris, Seuil, 1995.
- RUSSELL Bertrand, *Has Man a Future ?*, Londres, Allen & Unwin, 1961 trad. fr., *L'Homme survivra-t-il ?*, Paris, John Didier, 1963.
- SAHLINS Marshall, *Stone Age Economics*, Chicago, 1972 ; trad. fr., *Age de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976.
- SAHLINS Marshall, *Culture and Practical Reason*, 1976 ; trad. fr., *Au cœur des sociétés. Raison utilitaire et raison culturelle*, Paris, Gallimard, 1980.
- La Sainte Bible*, trad. fr., École biblique de Jérusalem, Paris, éd. du Cerf, 1956.
- SALAMÉ Ghassan, *Appels d'empire, ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Paris, Fayard, 1996.
- SARTRE Jean-Paul, *L'existentialisme est un humanisme*, Paris, Nagel, 1946.
- SCHUMPETER Joseph, *Theorie der Wirtschaftlichen Entwicklung*, Leipzig, Dunker et Humblot, 1912 ; nouv. éd. révisée, 1926, 3^e éd. inchangée 1930 ; trad. fr., *Théorie de l'évolution économique*, Paris, Dalloz, 1935, avec une introduction de F. Perroux.
- SCHUMPETER Joseph, *Capitalism, Socialism and Democracy*, Londres, Allen & Unwin, 1942 ; trad. fr., *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1951 [éd. 1984].
- SCHNEIDER Bertrand, *Le Scandale et la Honte*, Monaco, Club de Rome/Éd. du Rocher, 1996.

- SÉNÈQUE, *De la tranquillité de l'âme* [entre 49 et 61], in *Stoïciens (Les)*, 1962, p. 659-691.
- SMITH Adam, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, 1776 ; trad. fr., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 2 vol. Paris, Guillaumin, 1880 ; Flammarion, 1991.
- SOROS George, *Soros on Soros*, New York, Wiley, 1995 ; version française : *Le Défi de l'argent*, Paris, Plon, 1996.
- STOFFAËS Christian, *Fins de mondes. Déclin et renouveau de l'économie*, Paris, Odile Jacob, 1987.
- Stoïciens (Les)*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1962.
- TERNON Yves, *L'État criminel. Les génocides au XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1995.
- THUROW Lester, « The Crusade That's Killing Prosperity », *The American Prospect*, mars-avril 1996.
- TOCQUEVILLE Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, vol. 1, 1835 ; Paris, Garnier-Flammarion, 1981.
- TOURAINÉ Marisol, *Le Bouleversement du monde. Géopolitique du XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 1995.
- TURGOT, *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, novembre 1766, in *Écrits économiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1970, p. 121-188.
- « UNABOMBER », *Manifeste : L'avenir de la société industrielle*, trad. fr., par J.-M. Apostolidès, Paris, Éd. du Rocher, 1996.
- UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development), *International Monetary and Financial Issues for the 1990's*, vol. III, New York, 1993.
- UNITED NATIONS, *Agenda 21. Rio Declaration. Forest Principles*, New York, 1992.
- US DEPARTMENT OF COMMERCE, *Building the American Dream for the 21st Century, The 1995 Competitiveness Report*, Washington, US Government Printing Office, septembre 1995.
- VASSILIKOS Vassilis, *K*, trad. fr., Paris, Seuil, 1994.
- VEBLEN Thorstein, *The Theory of the Leisure Class*, Londres, Macmillan, 1899, 1912 ; trad. fr., *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, 1970.
- VIDERMAN Serge, *De l'argent, en psychanalyse et au-delà*, Paris, PUF, 1992.
- WALLERSTEIN Immanuel, « Les États dans le vortex institutionnel de l'économie-monde capitaliste », *Revue internationale de sciences sociales*, vol. XXXII, 1980, n° 4, p. 797-805.
- WALLERSTEIN Immanuel, *The Modern World System*, New York, Academic Press, vol. 1, 1978 et 2, 1980 ; trad. fr., *Le Système du monde du XV^e siècle*

à nos jours, Paris, Flammarion, vol. 1, *Capitalisme et économie-monde. 1450-1640*, 1980 ; vol. 2, *Le Mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne. 1600-1750*, 1984.

WEBER Max, *Die protestantische Ethik und der « Geist » des Kapitalismus*, 1905 [in *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, Tübingen, Mohr, 1920] ; trad. fr., *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964 ; coll. « Agora », 1990.

WEBER Max, *Wirtschaft und Gesellschaft*, [1911-1913] ; éd. posthume Tübingen, Mohr, 1921 ; nouv. éd. 1925, 1947, 1956 ; trad. fr. de la 4^e éd., *Économie et société*, Paris, Plon 1971 2 vol. ; réédition du premier de ces deux vol., sous le titre *Économie et société*. t. 1, *Les Catégories de la sociologie* ; t. 2, *L'Organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Paris, Pocket, 1995.

WEBER Max, *Wirtschaftsgeschichte. Abriss der Universalen Sozial— und Wirtschaftsgeschichte*, 1923 [Berlin, Duncker & Humblot, 1981] ; trad. fr., *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard, 1991.

WOLFF Jacques, *Les Pensées économiques*, t. 1, *Des origines à Ricardo*, Paris, Monchrestien, 1988.

WORLD COMMISSION ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT, *Our common Future*, Oxford University Press, 1987 ; trad. fr., *Notre avenir à tous*, Montréal, Éditions du Fleuve, 1988.